RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021





ÉDITORIAL

Il faut rappeler que nous n'avions pas vécu de crise pareille depuis la Seconde Guerre mondiale avec un double enjeu, à la fois protéger à un moment de grande difficulté pour nos entreprises notre souveraineté culturelle et soutenir toute une industrie essentielle à un pays comme la France (près de 1 % du PIB). Ces mêmes raisons présidaient à la création du CNC il y a 75 ans.

Après le choc de 2020, il a en effet fallu tenir le rythme tout au long de 2021. Grâce au soutien de l'État et à la confiance du gouvernement, grâce aux efforts des équipes du CNC pour mettre en œuvre des mesures fortes et structurelles, ce dernier n'a non seulement pas sombré mais s'est redressé vite et mieux que dans beaucoup d'autres pays. Les mesures exceptionnelles de soutien sur la période 2020-2022 pour aider toutes les branches de la filière cinématographique et audiovisuelle s'élèvent ainsi à 383 M€, dont le fonds de garantie pour les tournages.

Au-delà de ces aides, il fallait écrire un nouveau chapitre de l'exception culturelle dans notre pays, pour réaffirmer, à l'heure des plateformes, les principes fondamentaux qui y sont à l'œuvre : l'indépendance, qui suppose la détention des droits sur l'œuvre, la protection des auteurs, ainsi que le soutien à la créativité et aux jeunes créateurs.

Nous avons donc travaillé à un nouveau cadre réglementaire adapté aux mutations du paysage audiovisuel pour protéger l'indépendance de la création : la transposition des directives européennes SMA et droit d'auteur, l'adoption du décret SMAD, qui confère des obligations aux plateformes, la publication des décrets TNT et câble-satellite, l'accompagnement des négociations auteurs-producteurs sur les rémunérations et les pratiques contractuelles, ou encore celles sur la chronologie des médias… Un nouveau cadre qui renforce toute notre filière à un moment d'accélération et d'accentuation des mutations observées avant la pandémie.

Nous avons franchi une étape historique, à l'heure de nos 75 ans, preuve de notre adaptation sans faille aux enjeux sectoriels et culturels. Mais déjà nous nous tournons vers l'avenir, et le CNC œuvre au renforcement de la filière à travers les trois axes stratégiques de son action : indépendance, international et jeunesse.

L'un des outils dont nous disposons au service de ces trois axes à la fois est le grand plan d'investissement public, France 2030, dans les studios de tournage, la production numérique, la formation, et dans la réalité immersive, avec l'ambition claire de devenir l'un des leaders mondiaux de la production cinématographique et audiovisuelle au sens large.

Notre secteur est un formidable vivier d'emplois et d'insertion sociale sur tout le territoire, c'est un atout incomparable pour notre pays. Ces investissements, qui auront un fort effet de levier, s'inscrivent dans la logique de notre politique publique qui accompagne la filière, à la fois, en vue d'une intégration de la jeunesse dans toute sa diversité sociale et culturelle, dans son indépendance industrielle et créative, et dans sa transformation écologique.

Vous vous apprêtez à découvrir tout le champ d'intervention du CNC en 2021, nos mesures de soutiens exceptionnelles pendant la crise, ainsi que notre accompagnement du changement structurel du secteur. Une lecture passionnante !

Dominique Boutonnat
Président du CNC

La Panthère des neiges, de Marie Amiguet et Vincent Munier
© Haut et Court



Synthèse 2021

En 2021, après une année fortement marquée sur le plan mondial par la pandémie et la mise en place d'outils de soutien spécifiques pour faire face à la crise sanitaire, l'action du CNC a continué de se déployer pour accompagner la relance de l'industrie et renforcer la filière du cinéma et de l'audiovisuel dans son ensemble.

Trois axes prioritaires ont été poursuivis :

– préserver la liberté de création et l'indépendance des auteurs, réalisateurs, producteurs, distributeurs en intégrant tous les diffuseurs au modèle français ;

– porter une ambition artistique, culturelle et industrielle, permettant aux entreprises du secteur et à nos œuvres de rayonner dans le monde entier ;

– reconquérir la jeunesse afin qu'elle puisse se reconnaître et se projeter dans sa propre culture.

PROTÉGER LES DROITS DES CRÉATEURS

2021 a vu l'aboutissement de la transposition de deux directives européennes, l'une portant sur le droit d'auteur et l'autre sur les services de médias audiovisuels (SMA), ce qui a permis de réaffirmer la légitimité du droit d'auteur et de la juste rémunération des artistes et de la créativité des entreprises européennes à l'heure de la numérisation de la diffusion.

Par l'ordonnance SMA du 21 décembre 2021, en effet, le versement des aides publiques du CNC a été subordonné à l'inclusion, dans les contrats de production, de clauses types qui assurent le respect des droits moraux et patrimoniaux des auteurs. L'ordonnance du 12 mai 2021, transposant la directive droit d'auteur, donne de nouvelles obligations de transparence envers les ayants droit aux plateformes de partage de contenus en ligne. Cette transparence est le corollaire indispensable de l'ordonnance SMA garantissant le respect des droits des auteurs et un mécanisme permettant aux producteurs et aux auteurs de négocier un accord professionnel envisageant de la façon la plus large les questions de rémunération et les pratiques contractuelles.

Par ailleurs, la loi du 25 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique prévoit de renforcer la lutte contre le piratage des programmes audiovisuels culturels et sportifs et met en place un nouveau régulateur, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), fusion du CSA et de la Hadopi.

ASSURER L'AVENIR DU FINANCEMENT DE LA DIVERSITÉ DE LA CRÉATION

Intégrer les plateformes numériques au modèle français de financement des œuvres

Après ce travail aux côtés des auteurs, de la phase amont des œuvres, il a fallu œuvrer à la reconsolidation, en profondeur, de nos mécanismes de financement de la création, conçus à l'origine pour des acteurs nationaux, linéaires, et fragilisés par des Gafan aux capacités d'investissement considérables, installés hors de notre territoire et de notre régulation. En effet, la politique de financement de la création cinématographique et audiovisuelle repose en France sur le principe selon lequel les diffuseurs (l'aval) financent les créateurs (l'amont), qui les alimentent, en retour, en programmes de qualité. Les chaînes de télévision françaises sont assujetties aux taxes du CNC, et, depuis la loi du 30 septembre 1986, à des obligations de contribution à la production d'œuvres européennes ou d'expression originale française. Le développement des services de médias

audiovisuels à la demande (SMAD) depuis 2014 (Netflix, Amazon Prime Video, Disney+…) a obligé à revoir cet équilibre. 2021 marque le saut historique dans une nouvelle régulation, adaptée au monde d'aujourd'hui :
– le décret SMAD donne des obligations aux plateformes étrangères, entre 20 et 25 % de leur chiffre d'affaires annuel dédiés à l'investissement dans la création européenne avec une protection de la production indépendante ;

– le décret TNT redonne des marges de manœuvre aux diffuseurs historiques pour leur permettre de continuer à financer les œuvres françaises que leur public plébiscite ;

– le décret câble-satellite inclut dans le financement de la création les chaînes basées à l'étranger.

La particularité de ce nouveau cadre réside aussi dans sa nature évolutive puisque le décret SMAD prévoit une montée en charge progressive des obligations d'investissement et que la nouvelle chronologie des médias signée par les professionnels comporte une clause de revoyure annuelle afin de s'adapter à l'évolution des usages.

Apporter une diversification des sources de financement

Dans un contexte de forte croissance de l'industrie cinématographique et audiovisuelle au niveau mondial, il importe d'accompagner la diversification, en complément des soutiens publics et parapublics, des sources de financements privés de la création cinématographique et audiovisuelle. Pour ce faire :

– le CNC a mis en place un observatoire des financements privés organisant des rencontres avec des entreprises et financeurs ;

– le renforcement des fonds propres des entreprises et de développement des investissements privés se poursuit grâce à l'intervention en financement et en accompagnement de l'Ifcic, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations (CDC), en coordination avec l'action du CNC ;

– la création en 2021 des accélérateurs Bpifrance-CNC cinéma-audiovisuel et jeux vidéo a permis de renforcer l'accompagnement des entreprises dans leur structuration et leurs perspectives de croissance ;

– la dématérialisation des registres du cinéma et de l'audiovisuel (RCA) va permettre d'apporter un outil supplémentaire au service de la transparence pour l'ensemble des ayants droit et à favoriser le développement de nouveaux financements dans la filière.

Ces initiatives posent les fondements d'un environnement plus propice au développement des financements privés. Des projets de fonds privés au service de la souveraineté et de l'indépendance de la production française ont essaimé, aussi bien sous la forme de mutualisation de producteurs indépendants de cinéma que de structuration capitalistique en audiovisuel, ou encore des innovations en matière de levée de fonds par la blockchain.

DÉVELOPPER L'INTERNATIONALISATION DE NOS ŒUVRES ET L'ATTRACTIVITÉ DE NOTRE TERRITOIRE

Pour renforcer la place des œuvres françaises dans le monde, le CNC a bâti, avec les associations en charge de la promotion des œuvres, une nouvelle stratégie de conquête portée par le nouvel Unifrance et disposant de davantage de moyens pour renforcer notre capacité à exporter tant notre cinéma que nos œuvres audiovisuelles.

Par ailleurs, le CNC s'est mobilisé pour repenser les actions de coopération entre les pays et préserver la diversité de l'offre, favoriser les films indépendants, notamment via le développement de nos accords de coproduction et le renforcement exceptionnel de l'Aide aux cinémas du monde, dans un contexte complexe pour le cinéma indépendant dans le monde.

L'attractivité de nos territoires et savoir-faire créatifs est également une priorité dans un contexte d'explosion de la demande en œuvres et de compétition fiscale intense sur les tournages. L'action du CNC s'est intensifiée :

– en 2021, un programme de modernisation de l'appareil de production a permis de soutenir et labelliser 20 projets pour un montant total de 10 M€, complété par la participation en prêts et fonds propres de l'Ifcic et de Bpifrance, qui ont également été associés au processus de sélection aux côtés d'investisseurs privés ;

– annoncé par le président de la République en octobre 2021, le plan France 2030 opéré par le CNC prévoit de soutenir la création des « fabriques de l'image » regroupant des studios de production d'avenir et une offre de formation adaptée aux besoins et aux évolutions du secteur. Ce programme d'investissements ambitieux devrait s'articuler avec une intervention des financeurs privés et publics en faveur d'entreprises labellisées ;

– enfin, en 2021, le CNC a créé au sein de l'établissement un service de l'attractivité reprenant et amplifiant les missions précédemment opérées par l'association Film France.

PROTÉGER NOTRE PATRIMOINE CULTUREL EUROPÉEN

Après avoir sécurisé l'émergence de notre création, les moyens de sa production et de sa diffusion en France comme à l'international, notre mission est de s'assurer que tous les Français, et particulièrement les nouvelles générations, aient accès au patrimoine culturel ainsi constitué.

Première mesure de protection forte, la loi du 21 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique protège l'accès du public aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles françaises, en instaurant un dispositif permettant, en cas de cession d'une œuvre française, de vérifier que l'acheteur présente toutes les garanties pour que l'œuvre puisse être exploitée en France et à l'étranger.

Par ailleurs, pour lutter contre le risque de rachats à bas prix de nos entreprises du cinéma, de l'audiovisuel et du jeu vidéo rendues plus vulnérables par la crise sanitaire, la France est parvenue à négocier, dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, un paragraphe des conclusions relatives à la construction d'« une stratégie européenne en faveur de l'écosystème des industries culturelles et créatives », adoptées le 4 avril 2022 lors du Conseil formel des ministres de la Culture européens, portant sur la définition et la nécessaire protection des actifs culturels stratégiques. Cette notion, désormais reconnue dans le socle juridique européen, doit encore faire l'objet d'un intense travail de conviction afin que la Commission européenne propose une initiative législative visant à protéger effectivement les actifs culturels stratégiques européens.

RECONQUÉRIR NOTRE JEUNESSE

La baisse de la fréquentation des salles, à la suite de la crise sanitaire, et la tendance à la désaffection de la jeunesse pour le cinéma et les séries européennes notamment françaises imposent de renforcer notre politique afin de former les spectateurs et citoyens de demain. La politique portée par le CNC vise à étendre son action en prenant appui sur le socle des dispositifs historiques décentralisés de Ma classe au cinéma (École, Collège, Lycéens et apprentis au cinéma) afin de toucher 100 % des jeunes durant leur parcours de vie. Ce renforcement et cette extension s'entendent en termes de nombre de jeunes touchés, de prise en compte de tous les âges (de la maternelle à l'université) et de tous les temps de vie des jeunes (en temps scolaire, périscolaire et hors temps scolaire) ainsi que de formes (en s'adressant aux jeunes au plus près de leurs pratiques). Le CNC a aussi lancé " Écris ta série ! ", un défi national d'écriture à destination des lycéens, lesquels sont accompagnés pendant plusieurs mois, soit au sein des établissements scolaires, soit dans l'un des cent ateliers labellisés sur l'ensemble du territoire..

Par ailleurs, dans le cadre du plan de relance, le CNC a créé un appel à projets pour conforter ou faire émerger de nouvelles pratiques et actions de diffusion culturelle auprès du public jeune, avec comme cible prioritaire les 15-25 ans, et un dispositif spécifique dédié aux salles pour accompagner les cinémas dans leur travail de médiation auprès de cette génération.

FAIRE DES SECTEURS DE L'IMAGE ANIMÉE UN MODÈLE DE RSO/RSE

En 2020, le CNC a défini une politique ambitieuse RSO sur trois ans (2020 – 2022) pour structurer sa démarche, se fixer de nouveaux objectifs, et contribuer ainsi au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux objectifs de développement durable de l'ONU (ODD). Elle se décline selon trois axes :

– sociétal : diffusion de la culture aux plus éloignés du champ culturel, dispositifs d'éducation au cinéma et aux images, politique d'accessibilité aux œuvres et salles ;

– social : lutter contre l'exclusion et la discrimination, respecter l'égalité professionnelle femmes-hommes et favoriser la diversité dans le secteur (bonus parité, conditionnalité des aides du CNC au respect d'obligations en matière de prévention et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, dont la formation dispensée par le CNC, fonds Images de la Diversité, soutien aux associations œuvrant en faveur de l'égalité des chances, missions « Cinéma et Citoyenneté » du service civique…) ;

– environnemental : politique d'accompagnement de la filière du cinéma et de l'image animée dans sa transition écologique (Plan Action !).

Titane, de Julia Ducournau
© Kazak Productions/Diaphana Distribution



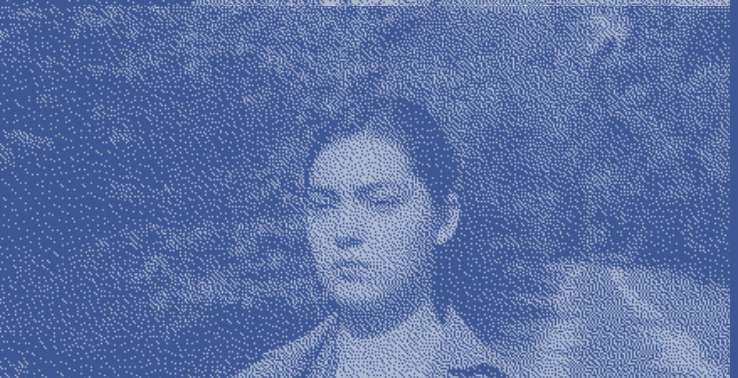
CHAPITRE UN

Soutenir la diversité du cinéma, de son écriture à sa diffusion









Le CNC intervient à tous les niveaux de la filière cinéma : écriture, développement, production, distribution, exploitation et diffusion. Il encourage la diversité des films et des salles de cinéma, veille à ce que les films trouvent leur public partout en France, et assure l'équilibre entre les différentes formes d'exploitation. Le CNC adapte la politique cinématographique aux évolutions structurelles du secteur comme à ses crises conjoncturelles.

Après le choc de 2020, le secteur du cinéma a continué à être fortement touché en 2021. Grâce au soutien de l'État, le CNC a pu poursuivre ses mesures exceptionnelles et son plan de relance pour la production, la distribution et l'exploitation.
Ce qui a permis d'amortir les effets de la crise et de la fermeture des salles pendant près de dix mois.

2021 a aussi été une année exceptionnelle pour la reconnaissance artistique du cinéma français dans le monde : Titane *de Julia Ducournau a remporté la Palme d'or du 74e Festival de Cannes et* L'Événement *d'Audrey Diwan, le Lion d'or à la 78e Mostra de Venise. Tous deux ont notamment été accompagnés par l'avance sur recettes et éligibles au bonus parité du CNC.*



TEMPS FORTS

› Les mesures sectorielles représentent près de **310 M€ pour le cinéma en faveur de l'exploitation, la distribution et la production** sur la totalité de la durée de la crise, alternant mesures de relance et d'urgence (2020-2022).

› **Le fonds d'indemnisation** pour interruption des tournages, doté de **100 M€** (dont 50 M€ de fonds publics) et initié en France dès le 11 mai 2020, a été prolongé tout au long de l'année, permettant de **maintenir les tournages et de limiter ainsi le recours aux dispositifs de soutien liés au ralentissement de l'activité.**

› Dans la continuité du fonds de compensation des salles, le CNC a créé en 2021 un **nouveau dispositif de sauvegarde** pour compenser une partie de l'absence de recettes des **salles de cinéma** afin d'éviter tout risque de défaillance économique qui aurait un effet sur l'ensemble de la filière cinématographique.

› **À titre expérimental**, de juillet 2021 à octobre 2022, **l'avance sur recettes** a fait l'objet d'une réforme portant la création d'un **collège spécifique pour les 2e et 3e films** et la nomination de **binômes paritaires de coprésidents** pour chacun des quatre collèges, en lieu et place d'une seule présidence de tous les collèges. L'objectif de la réforme étant de favoriser la diversité dans les projets soutenus.

LE SOUTIEN À LA CRÉATION CINÉMATOGRAPHIQUE

Le soutien au scénario

Ce dispositif vise à soutenir les auteurs au cours de la phase d'écriture d'un long métrage. Le soutien apporté est une subvention, attribuée par la commission de soutien au scénario présidée depuis 2021 par Thomas Bidegain. Il existe deux types d'aides sélectives :

– l'aide à l'écriture (sur synopsis ou traitement);

– l'aide à la réécriture (sur continuité dialoguée).

En 2021, 46 projets ont été soutenus : 25 au titre de l'aide à l'écriture et 21 au titre de l'aide à la réécriture.

Par ailleurs, l'aide à la conception est destinée aux auteurs ayant écrit ou coécrit un long métrage l'année précédant la demande et porteurs d'un nouveau projet. En 2021, 47 projets ont reçu l'aide à la conception de longs métrages.

Ainsi, au total, 1,9 M€ a été consacré aux auteurs en 2021, soit un niveau comparable à celui de 2020.

L'aide au développement

L'aide au développement est destinée aux producteurs pour financer des dépenses d'écriture et d'achats de droits. Il existe deux types d'aides :

– les aides projet par projet ;

– les aides au programme d'entreprise pour les sociétés les plus actives.

En 2021, 3,1 M€ ont été versés au bénéfice de 120 projets présentés par 103 entreprises de production. Sur ces 3,1 M€, 797 800 € ont été attribués à 103 films au titre des crédits dédiés au plan de relance.

POUR RÉSUMER LE SOUTIEN À LA PRODUCTION ET À LA DISTRIBUTION EN PÉRIODE DE CRISE

36,5 M€ ont été déployés pour accompagner la production et la distribution dans un contexte dégradé de réouverture des salles, en mai 2021, puis au moment de l'introduction du passe sanitaire à l'été 2021.

Réouverture des salles en mai 2021

Production

– Nouvelle aide à la structure pour les producteurs dont les films ont été particulièrement impactés financièrement en 2020 et 2021 par les conséquences de la crise sanitaire (5 M€).

– Le soutien automatique à la production, généré par les entrées en salles, a été bonifié sur la période de mai 2021 à avril 2022 (8 M€).

– La majoration des mobilisations de soutien automatique a été prolongée jusqu'en octobre 2021, pour que le plan de relance couvre au mieux la période de reprise (3 M€).

Distribution

– Mise en place en mars 2021 d'une aide exceptionnelle aux petites structures de distribution (1 M€).

– Le soutien automatique a également été à nouveau bonifié côté distribution de mai 2021 à fin mars 2022 (6,5 M€).

– La majoration du soutien mobilisé a été prolongée jusqu'à fin juin 2021.

Été 2021

En plus de son soutien massif aux salles de cinéma (cf. p. 12), le CNC a décidé de compenser la reprise difficile et les pertes financières liées au port du masque et à l'introduction du passe sanitaire à l'été 2021, tant au niveau de la production que de la distribution.

Production

– Le soutien généré au bénéfice des entreprises de production déléguée au titre des entrées en salles réalisées entre le 14 juillet et le 28 septembre 2021 a été surmajoré (4,5 M€).

Distribution

– Le soutien aux entreprises de distribution a également été surmajoré sur cette période (3 M€).

– Un complément de prix, calculé sur chaque billet, a été octroyé aux films non agréés (qui ne bénéficient donc pas de soutien automatique) sortis entre le 14 juillet et le 28 septembre 2021.

– Par ailleurs, comme en mars 2021, une attention particulière a été portée aux petites entreprises de distribution avec la mise en place d'une aide exceptionnelle aux structures n'ayant pas accès à l'aide aux entreprises du dispositif sélectif classique, pour une dotation de 750 000 €. A également été instituée une majoration d'aide pour des films inédits non agréés ou de répertoire, déjà soutenus au titre des aides sélectives et sortant à la réouverture des salles, le 19 mai 2021, pour une dotation de 2,25 M€. Soit un montant total de 3 M€.

– Dans la mesure où les aides publiques ont été plus importantes pendant la période de la pandémie, les règles d'intensité des aides publiques ont été adaptées permettant aux films dits « difficiles » de recevoir jusqu'à 80 % d'aides publiques pour les demandes d'aides entre le 1er octobre 2020 et le 31 décembre 2021.

LE SOUTIEN À LA DIVERSITÉ DE LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

Les aides automatiques à la production

La procédure d'obtention de l'agrément des films français de long métrage, qui permet notamment de déclencher la génération du soutien automatique, a aussi pour objectif de contrôler les conditions de financement des œuvres. La commission d'agrément était présidée en 2021 par le producteur Antoine Rein.

En 2021, 340 films ont été agréés contre 239 en 2020. Cette augmentation est en grande partie liée aux reports de tournages initialement prévus en 2020 à cause de la crise sanitaire. Elle vaut autant pour les films d'initiative française (265 contre 190 en 2020) que pour les films à majorité étrangère (75 contre 49 en 2020).

Trois cent soixante et une entreprises ont mobilisé 87,88 M€ de soutien automatique, majorations comprises.

Le crédit d'impôt cinéma

Le crédit d'impôt cinéma permet de maintenir l'attractivité de la France en matière de production et de tournages dans un contexte de forte compétition fiscale européenne et internationale. Il permet à une société de production déléguée, sous certaines conditions, de déduire de son imposition 30 % de dépenses dites éligibles dans la limite de 30 M€ par film, au titre des dépenses effectuées en France pour la production de films ayant accès aux aides financières automatiques à la production de films de long métrage.

Les films en langue étrangère sont éligibles sous certaines conditions : si la langue est justifiée par des raisons artistiques qui relèvent du scénario (taux de 20 %) ou pour une œuvre de fiction à « forts effets visuels » (30 %).

En 2021, parmi les 265 films d'initiative française ayant reçu l'agrément des investissements au titre du soutien financier, 216 font l'objet d'une demande d'agrément provisoire de crédit d'impôt. 91 % des dépenses des films d'initiative française agréés en 2021 ont été réalisées en France, alors qu'avant la réforme des crédits d'impôt en 2015, ce taux était de 73 %.

Les aides sélectives à la production

L'avance sur recettes

Depuis sa création en 1960, l'avance sur recettes a pour objectif de favoriser le renouvellement de la création en encourageant un cinéma indépendant, audacieux au regard des normes du marché, quel que soit leur genre (fiction, documentaire, animation). Elle est devenue l'une des aides le plus emblématiques du cinéma français.

Jusqu'en juillet 2021, l'ensemble des trois collèges composant la commission de l'avance sur recettes était présidé par l'écrivaine Marie Darrieussecq.

À titre expérimental, pour une durée de six sessions à compter du mois de juillet 2021, cette commission a été remplacée par quatre commissions (dont celle après réalisation), avec à leur tête des binômes paritaires de coprésidents :

– la commission pour les projets de premiers films ;

– la commission pour les projets de deuxièmes et troisièmes films ;

– la commission pour les projets de quatrièmes films et plus ;

– la commission d'aide après réalisation.

En 2021, l'avance avant réalisation a été attribuée à 58 projets (21 à la commission des 1ers films, 15 à la commission des 2e et 3e films, 22 à la commission des 4es films et +). Soixante et onze projets ayant obtenu l'avance avant réalisation ont été chiffrés pour un montant total de 33 250 M€. Par ailleurs, des majorations à hauteur de 400 000 € ont été attribuées à onze films au titre du plan de relance.

L'avance sur recettes après réalisation a bénéficié, quant à elle, à 23 films (29 d'entre eux ont été chiffrés, en 2021, pour un montant total de 3,092 M€). Cette aide avait bénéficié à 33 films en 2020 dont 15 chiffrés, cette même année, pour un montant total de 1,6 M€.

L'aide à la musique de films

L'aide à la musique de films encourage les producteurs de films français à recourir à de la musique originale. En 2021, elle a été attribuée à 57 films pour un montant total de 515 000 €.

Annette, de Leos Carax
© CG Cinéma/UGC Distribution



LE SOUTIEN À LA DISTRIBUTION DES FILMS

Les aides à la distribution de films de long métrage ont vocation à maintenir un tissu d'entreprises capables d'assumer la diversité de l'offre cinématographique proposée aux salles. En 2021, 111 entreprises de distribution ont assuré la sortie en salles de 455 nouveaux films.

Les aides automatiques à la distribution

En 2021, 48 entreprises ont mobilisé 26,2 M€ de soutien automatique pour financer des minima garantis ou prendre en charge une partie des frais d'édition de 179 films.

En 2021, les bonus alloués aux distributeurs qui investissent leur soutien automatique en minimum garanti dans des films d'initiative française ont bénéficié à 105 longs métrages pour un montant total de 5,2 M€ (contre 88 longs métrages et 4,2 M€ en 2020). 60 films ont reçu un bonus de 50 % (films au budget inférieur à 4 M€). Ils présentaient un devis moyen de 2,05 M€ et le minimum garanti moyen investi par le distributeur était de 128 558 €. 45 films ont bénéficié du bonus de 25 % (budget compris entre 4 et 8 M€). Leur devis moyen était de 5,7 M€ et le minimum garanti moyen de 510 410 €.

Afin d'encourager les entreprises de distribution à concourir à la relance de la production un bonus complémentaire de 15 % a été attribué pour les films dont l'agrément des investissements a été demandé entre le 1er octobre 2020 et le 30 juin 2021. Soixante-trois films ont bénéficié de ce bonus complémentaire pour un montant de 1,7 M€

Les aides sélectives à la distribution

L'aide sélective à la distribution est attribuée à des films de toutes nationalités, sous réserve qu'ils soient artistiquement ambitieux et que leurs conditions de diffusion en salles présentent des difficultés. Ces aides sont organisées en trois collèges : le premier pour les films inédits en salles, le deuxième pour les œuvres de répertoire et le troisième pour les films à destination du jeune public.

Au total, en 2021, 306 films et 11 rétrospectives ont bénéficié de ces soutiens. 11,16 M€ d'aides sélectives à la distribution en 2021 ont été octroyés à 69 entreprises, contre 11 M€ et 70 entreprises en 2020.

Par ailleurs, compte tenu de la crise sanitaire, il a été attribué des majorations d'aide pour 99 films inédits et 56 reprises, sortis à partir de la réouverture des salles, le 19 mai 2021, pour un montant de 2,12 M€.

En outre, à deux reprises, des aides exceptionnelles ont été attribuées sous la forme de subventions aux sociétés en activité dont la santé financière apparaissait particulièrement précaire :

– en mars 2021 afin d'aider les sociétés à poursuivre leur activité et leurs projets (1 M€ pour 32 sociétés) ;

– en septembre 2021 pour accompagner la reprise d'activité des entreprises de distribution dans un contexte particulièrement difficile (730 000 € pour 28 sociétés).

Les Magnétiques, de Vincent Maël Cardona
© Easy Tiger/SRAB Films/Paname Distribution



LA DIFFUSION ET L'EXPLOITATION EN SALLES

La classification et les visas

Pour pouvoir être projeté dans une salle de cinéma, un film doit au préalable obtenir un visa d'exploitation. Ce dernier est délivré par la ministre de la Culture après avis d'une commission de classification qui visionne l'intégralité de l'œuvre avant sa sortie en salles.

En 2021, le nombre de visas d'exploitation s'est élevé à 1 129 films (contre 1 052 en 2020) : 558 longs et 571 courts métrages.

Visas délivrés en 2021

	français	étrangers	total
longs métrages	353	205	558
courts métrages	519	52	571
total	872	257	1 129

La commission de classification peut accorder un visa tous publics ou l'accompagner de mesures restrictives. En 2021, le pourcentage d'autorisations pour tous publics a été de 89 %.

Outre les autorisations pour tous publics, les classifications les plus fréquentes sont les avertissements associés à un visa tous publics (6 % des films) ainsi que les interdictions aux mineurs de 12 ans, accompagnées ou non d'un avertissement (4 % des films). Les mesures d'interdiction aux mineurs de 16 ans, accompagnées ou non d'un avertissement sont très peu usitées (seulement huit films concernés en 2021), et aucune interdiction aux mineurs de 18 ans n'a été prononcée.

Les instruments d'encadrement des conditions de diffusion

Formules d'abonnement de type « illimité »

Le décret n° 2021-1219 du 23 septembre 2021 a prorogé de quinze mois les trois agréments en cours des formules d'accès au cinéma, portant ainsi leurs dates d'échéance au 30 décembre 2022 pour l'agrément du GIE Cinépass, au 14 mars 2023 pour celui de la SAS UGC Ciné Cité et au 30 octobre 2023 pour celui de la SARL ARP (Cinéma des cinéastes). En effet, compte tenu des difficultés engendrées par la crise sanitaire, le renouvellement des agréments Cinépass et UGC illimité n'a pu intervenir comme prévu en 2021, en raison du manque de visibilité sur la situation du marché de l'exploitation cinématographique et des difficultés d'organisation et de fonctionnement rencontrées par les émetteurs de formules dans la préparation des dossiers de demande de renouvellement.

Agréments et engagements de programmation

Concernant la campagne d'homologation des engagements de programmation pour la période courant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021, six groupements et ententes de programmation ont été agréés (soit 32 %), tandis que les engagements de programmation de 32 opérateurs exploitant des établissements de six écrans et plus ont été homologués (soit 54 %).

La difficulté des négociations avec les principaux opérateurs soumis à engagements n'a pas permis au CNC d'homologuer leurs propositions d'engagements avant le début de la crise sanitaire, qui a complexifié encore davantage la situation.

À la suite de la réouverture des salles, il est toutefois apparu nécessaire de reprendre cette démarche afin d'assurer le retour du public, tout en préservant la diversité de l'offre de films proposés. C'est la raison pour laquelle, dès le mois de novembre 2021, le CNC a débuté des concertations avec les professionnels concernés en vue d'établir des lignes directrices destinées à remplacer l'accord interprofessionnel sur les engagements de programmation et les engagements de diffusion de mai 2016 et à guider l'instruction des propositions d'engagements de programmation qui lui seront soumises pour homologation. Ces lignes directrices ont été adoptées, en avril 2022, par le président du CNC.

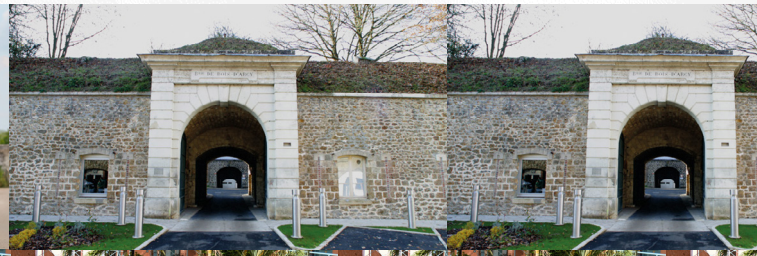
Cinéma Eldorado à Dijon
© Eldorado

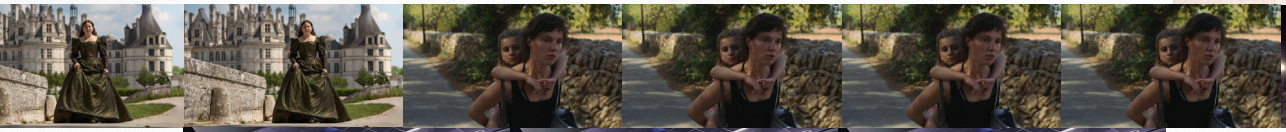


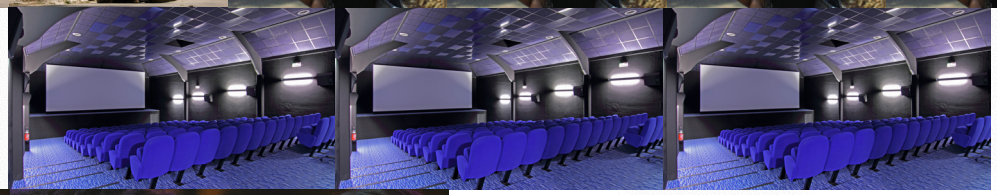




Prix coup de cœur
des jeunes finalistes et mention spéciale du pitch
Over heaven crew









Les autorisations relatives aux équipements cinématographiques

L'installation d'équipements cinématographiques est soumise à un régime d'autorisation préalable afin de répondre à des objectifs d'aménagement du territoire et de modernisation de l'offre en établissements cinématographiques, tout en veillant à préserver une diversité suffisante de la programmation dans les zones concernées.

En 2021, compte tenu de la crise sanitaire, seulement seize demandes d'autorisation ont été déposées en commission départementale d'aménagement cinématographique. Cinq d'entre elles portaient sur des projets de création d'établissement, neuf sur des projets de remplacement d'établissement existant et deux sur des projets d'extension.

En 2021, première année du mandat du président David Moreau, la commission nationale d'aménagement cinématographique (CNACi) a confirmé les autorisations délivrées en faveur de quatre projets ; en revanche, elle a annulé deux décisions prises au niveau départemental en refusant deux projets, dont un de création d'un multiplexe.

Prolongation des autorisations d'aménagement cinématographique

Afin de neutraliser les retards de mise en œuvre des projets d'aménagement cinématographique dus aux effets de la crise sanitaire, le décret n° 2021-181 du 18 février 2021 a prolongé d'une durée de douze mois le délai de validité des autorisations d'aménagement cinématographique en cours à la date de son entrée en vigueur.

Les visas exceptionnels

En 2021, seulement 1 410 demandes de visas temporaires ont été traitées pour un total de 3 772 programmes, pour cause d'annulation de festivals et séances exceptionnelles liées à la crise sanitaire.

Les dérogations à la chronologie des médias

En 2021, 122 106 demandes de dérogation ont été acceptées (90 en 2020 et 94 en 2019).

Quatre commissions exceptionnelles ont en outre été mises en place en raison des circonstances exceptionnelles liées à la crise sanitaire du Covid-19 en mars, avril, octobre 2020 et avril 2021. Cent trente et une dérogations ont été accordées.

LE SOUTIEN AU PARC DE SALLES ET LA MODERNISATION DES SALLES DE CINÉMA

Les aides automatiques à l'exploitation

Chaque établissement cinématographique bénéficie d'un compte de soutien automatique. Les droits au soutien sont calculés sur la base d'un pourcentage de la taxe spéciale perçue sur le prix du billet d'entrée (TSA) que génère chaque établissement.

En 2021, 20 M€ ont été mobilisés au titre du soutien financier, dont 13 M€ au titre de droits acquis et 7 M€ sous forme d'avances sur droits futurs. Ces chiffres sont en nette baisse du fait de la crise sanitaire. 655 établissements ont sollicité le soutien automatique contre 841 en 2019. Le montant total des travaux présentés par les exploitants est en légère hausse et s'élève à 114 M€ en 2021 (contre 112 M€ en 2020).

Les aides sélectives à l'exploitation

L'aide sélective à la petite et moyenne exploitation (en métropole et dans les DOM)

Cette aide sélective à l'investissement permet d'aider les salles de cinéma dans leurs projets de modernisation et de contribuer à l'aménagement culturel du territoire. Depuis 2012, la commission est présidée par Patrick Raude, secrétaire général de la SACD.

En 2021, sur 40 projets présentés, 38 ont reçu une aide (dont un projet situé dans les DOM). L'aide totale attribuée s'est élevée à 6,2 M€ et a représenté en moyenne 6,9 % du coût du projet.

– 45 % des projets soutenus sont situés dans des unités urbaines de moins de 15 000 habitants et un tiers dans des unités urbaines de 5 000 à 15 000 habitants.

– 43 % du montant des aides attribuées concernent des projets situés dans des communes bénéficiant du plan gouvernemental pour la revitalisation des centres-villes « Action Cœur de ville ».

Cinéode Pirou — Le Cotentin
© DR



Le classement art et essai

Le classement art et essai soutient les salles de cinéma qui programment une proportion conséquente de films recommandés art et essai et accompagnent leur diffusion par une politique d'animation adaptée. Le nombre de cinémas classés art et essai s'élève, en 2021, à 1 304 établissements (contre 1 248 en 2020), pour un montant d'aide total de 18,4 M€.

Dans le cadre du classement art et essai, 71 % des établissements ont par ailleurs bénéficié d'un ou plusieurs labels venant récompenser des actions spécifiques en faveur du jeune public (816 cinémas), des films de répertoire (436 cinémas) ou des films de recherche (394 cinémas).

Le classement s'établit habituellement sur deux ans. Ainsi, dans la grande majorité des cas, les établissements ont bénéficié en 2020 du renouvellement du classement et des aides financières attribués en 2019. Exceptionnellement, et compte tenu de la crise sanitaire, le CNC a procédé à un nouveau renouvellement en 2021.

Par ailleurs, le plan de relance annoncé en septembre 2020 a permis une majoration de 2 M€ de l'enveloppe allouée à ces aides en 2021.

L'aide aux salles maintenant une programmation difficile face à la concurrence

Les exploitants de salles indépendantes situées dans les communes de plus de 200 000 habitants, offrant une diversité de programmation ou répondant à une desserte de quartier, peuvent bénéficier d'un soutien économique. Ce dispositif a accompagné 44 établissements en 2021, pour un montant total d'aide de 1,5 M€.

La numérisation des salles de cinéma

Le plan de numérisation des salles s'est achevé en 2013 pour les salles métropolitaines. Au total, le CNC a attribué près de 74 M€ de soutien à 1 188 établissements ou circuits itinérants, sous forme de subventions (40 %) ou d'avances remboursables (60 %).

Dans le cadre du plan de relance, le CNC a mis fin au remboursement des avances en 2021. Les sommes restantes à rembourser ont ainsi été converties en subventions définitives pour les salles.

GROS PLAN SUR…

le projet de déclaration de recettes à la séance

Actuellement une déclaration de recettes porte sur un film, une semaine et une salle donnés et présente le détail des entrées (nombre de spectateurs) et recettes hebdomadaires par jour, d'une part, et par tarif, d'autre part.

Sur proposition des professionnels, il est prévu que soit mis en place une déclaration de recettes par séance.

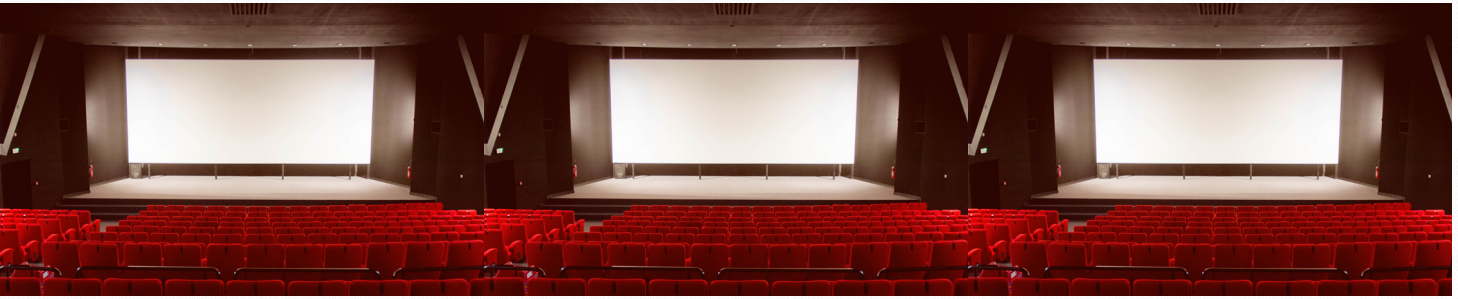
Cette dernière portera toujours sur un film, une semaine et une salle donnés mais elle présentera le détail des entrées et recettes hebdomadaires par séance et par jour. L'horaire de chaque séance sera indiqué sur la déclaration de recettes.

Le détail des entrées et recettes par tarif restera, quant à lui, hebdomadaire.

De même, les déclarations de recettes continueront d'être transmises par semaine.

La déclaration de recettes à la séance (décret 2022-344 du 10 mars 2022) sera mise en place à partir du 1er juillet 2022.

Pendant une durée d'un an à compter de cette date, les exploitants de spectacles cinématographiques pourront, à titre dérogatoire, en cas d'impossibilité technique liée aux difficultés temporaires de mise à jour du logiciel de billetterie, continuer d'établir des bordereaux de déclarations de recettes sans le détail à la séance.



Cinéma Saint-Laurent à Blain
© DR

GROS PLAN SUR…

les soutiens exceptionnels aux salles de cinéma pendant la période de crise

Afin de soutenir le secteur de l'exploitation durement touché par la crise sanitaire et ses conséquences, des mesures exceptionnelles ont été mises en place en faveur des salles de cinéma.

Ces mesures s'articulent selon deux axes : des mesures d'urgence, de sauvegarde et d'accompagnement à la reprise, d'une part, et des mesures de relance du secteur d'autre part. S'est ajoutée à ces deux séries de mesures une exonération de la TSA due au titre des mois de mars et avril 2020 (finalement étendue à la période allant de mars à décembre 2020).

Au total, le secteur de l'exploitation a ainsi bénéficié de près de 220 M€ d'aides exceptionnelles, selon la répartition suivante :

- exonération de la TSA mars-avril 2020 — 17,6 M€
- mesures exceptionnelles d'urgence, de sauvegarde et d'accompagnement à la reprise — 168,8 M€
- mesures de relance — 33,3 M€

Bilan des mesures exceptionnelles d'urgence, de sauvegarde et d'accompagnement à la reprise mises en place en faveur du secteur de l'exploitation dans le cadre de la crise sanitaire

Les salles de cinéma ont été, depuis mars 2020, durablement impactées par les conséquences de la crise sanitaire. Elles ont connu deux périodes de fermeture administrative : la première du 15 mars au 22 juin 2020 et la seconde du 28 octobre au 19 mai 2021. Par ailleurs, elles ont souffert, lors de leur première réouverture, en juin 2020, d'une pénurie de l'offre de films et, durant la deuxième quinzaine d'octobre, de l'annulation des séances de soirée du fait de l'instauration d'un couvre-feu.

À l'automne 2021, elles ont, par ailleurs, subi une baisse de la fréquentation liée à l'introduction du passe sanitaire.

Enfin, début 2022, le gouvernement a prononcé, pour des raisons de santé publique, une mesure d'interdiction de la vente et de la consommation d'aliments et de boissons dans les établissements de spectacles cinématographiques, qui représente un élément majeur de préservation de l'équilibre économique des salles de cinémas.

Afin d'éviter tout risque de défaillance économique dans le secteur de l'exploitation, défaillance qui aurait entraîné des répercussions sur l'ensemble de la filière, les pouvoirs publics ont mis en place différentes mesures sectorielles, complémentaires des fonds transversaux dispensés par l'État, afin d'accompagner le secteur du cinéma dans les différents temps de la crise. Au total, les dotations exceptionnelles attribuées par le gouvernement au CNC dans le cadre de ces aides d'urgence, de sauvegarde et de reprise s'élèvent à 168,8 M€ pour le segment « exploitation » de la filière répartis comme indiqué ci-après :

- fonds de compensation des pertes de recettes des salles de cinéma (octobre 2020) 40,8 M€
- compensation de l'extension de l'exonération de TSA à avril-décembre 2020 — 19,1 M€
- non-écrêtement de l'aide sélective aux établissements classés art et essai en 2020 — 0,6 M€
- fonds de compensation de la baisse d'activité (couvre-feu, 2e fermeture dernier trimestre 2020) — 14,5 M€
- nouveau fonds de compensation de la baisse d'activité (prolongation de la fermeture administrative des salles en 2021, accompagnement de la réouverture des salles avec restrictions sanitaires au 19 mai 2021) — 50,5 M€
- aide exceptionnelle de compensation des charges fixes (prolongation de la fermeture des salles et accompagnement de la réouverture des salles) — 7,5 M€
- aide exceptionnelle aux exploitants particulièrement fragilisés (prolongation de la fermeture des salles et accompagnement de la réouverture des salles) — 1,0 M€
- aide exceptionnelle aux groupements et ententes de programmation (prolongation de la fermeture des salles et accompagnement de la réouverture des salles) — 0,3 M€
- Compensation de la baisse de fréquentation liée à l'introduction du passe sanitaire — 27,0 M€
- Aide exceptionnelle de compensation de la perte de chiffre d'affaires en raison de l'interdiction de la vente et de la consommation d'aliments et de boissons dans les établissements de spectacles cinématographiques — 7,5 M€

Exonération de TSA pour les mois de mars et d'avril 2020

Le gouvernement avait proposé, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2021, une mesure d'exonération de la TSA assise sur les entrées des mois de février et mars 2020 (représentant, pour le CNC, une perte de recettes fiscales de 17,6 M€ pour les mois de mars et avril 2020).

Comme indiqué plus haut, une extension de la mesure d'exonération de la TSA jusqu'en décembre 2020, a été adoptée par le parlement en loi de finances 2021, portant ainsi l'exonération totale de TSA à 37,7 M€ en 2020.

Bilan des mesures de relance du secteur de l'exploitation dans le cadre de la crise sanitaire

La loi de finances pour 2021 comporte plusieurs dispositions au titre de la relance du secteur s'élevant à 33,3 M€ en faveur des salles de cinéma.

Les mesures suivantes ont été mises en place grâce à cette dotation :

- soutiens automatiques renforcés et avances à l'exploitation dédiées à la couverture des besoins en trésorerie — 30 M€
- renforcement de l'aide sélective aux cinémas d'art et essai — 2 M€
- annulation des remboursements au titre du dispositif Cinenum — 0,8 M€
- décalage d'une année des péremptions de comptes automatiques — 0,5 M€

CHAPITRE DEUX

Soutenir la diversité et l'indépendance de la création audiovisuelle dans un paysage en pleine mutation



Le CNC apporte un soutien financier à la production d'œuvres audiovisuelles nouvelles et diversifiées. Son champ d'intervention s'est progressivement élargi depuis le milieu des années 1980 pour accompagner l'évolution du paysage audiovisuel et les usages du public.
Avec l'apparition de nouveaux moyens de diffusion et de nouveaux acteurs, le soutien du CNC s'est adapté aux réalités du secteur pour poursuivre sa mission originelle : favoriser la diversité de la création et son renouvellement.

Bien qu'encore marquée par les effets de la crise sanitaire, l'année 2021 a été celle de la reprise de la production audiovisuelle, accompagnée par les différentes mesures du plan de relance mises en place par le CNC en soutien à l'ensemble du secteur.

Parallèlement, avec la réforme du cadre réglementaire régissant le système de contribution à la production audiovisuelle des différents diffuseurs et éditeurs, le CNC a également amorcé une évolution de ses dispositifs de soutien. Pour répondre aux mutations du paysage audiovisuel et à l'intégration des plateformes dans notre modèle de financement et de diffusion des œuvres, l'intervention du CNC s'est étendue à la production d'œuvres destinées aux plateformes aux stades de l'écriture et de la production.



TEMPS FORTS

› **26,2 M€ de mesures de relance** pour la production audiovisuelle afin d'accompagner les entreprises de production fragilisées par les surcoûts liés à la crise sanitaire, les retards de livraison et de diffusion des œuvres, tout en favorisant la production d'œuvres nouvelles.

› **Grande réforme du cadre de régulation et réglementaire** avec l'adoption en juin du décret SMAD, conférant des obligations d'investissement aux plateformes dans la production cinématographique et audiovisuelle française et européenne, en particulier, dans la production indépendante, et celle en décembre des décrets TNT et câble-satellite visant à moderniser le régime applicable aux éditeurs de services de télévision nationaux, en vue de réaliser un rééquilibrage de leurs droits et obligations, afin de tenir compte de la concurrence exercée par les services non linéaires (notamment les SMAD) et les acteurs extranationaux.

› Mise en place en fin d'année d'un **fonds expérimental pour permettre aux œuvres financées par les plateformes, et produites par des producteurs délégués français, de bénéficier d'aides sélectives du CNC.**

› Lancement d'une **résidence d'écriture pour des projets de séries françaises** à Los Angeles avec les services culturels de l'Ambassade de France aux États-Unis, le CNC, la SACD et la Writers Guild Foundation. Ce nouveau programme vise à accompagner des auteurs dans le développement de projets de séries françaises à haut potentiel international.

LES CHIFFRES CLÉS DE LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE

En 2021, le CNC a soutenu la production de 4 548 heures de programmes audiovisuels français. Ce volume progresse de 21,1 % par rapport à 2020, année marquée par la crise sanitaire et l'arrêt des tournages, et de 7 % par rapport à 2019. La fiction reste le genre le plus soutenu par le CNC avec 104,9 M€ devant le documentaire à 70,6 M€, l'animation à 61,3 M€, la captation audiovisuelle de spectacle vivant à 26,8 M€ et le magazine d'intérêt culturel à 3,8 M€.

Le montant total des aides allouées par le CNC au financement de la production audiovisuelle en 2021 s'élève à 280,3 M€, en hausse de 22 % par rapport à 2020. Il se compose de 4,8 M€ d'aides à l'innovation audiovisuelle (4,5 M€ en 2020), de 267,4 M€ d'aides à la production et à la préparation (216,2 M€ en 2020), de 2,6 M€ d'aides à la production de vidéomusiques (2,4 M€ en 2020), de 2,2 M€ d'aides à la promotion et à la vente à l'étranger (2,6 M€ en 2020), de 2,5 M€ du fonds d'aide aux expériences numériques (3,4 M€ en 2020) et de 0,8 M€ du fonds Images de la diversité (0,6 M€ en 2020).

Plus précisément, les aides à la production et à la préparation dont le total atteint 267,4 M€ pour 2021 se déclinent en : 175,3 M€ d'aides automatiques (subventions de réinvestissement), 36,9 M€ d'aides sélectives (subventions d'investissement), 30,8 M€ d'avances (subventions de réinvestissement complémentaire), 9,5 M€ d'aides à la préparation et enfin 14,8 M€ de compléments d'aides.

Par ailleurs, la direction de l'audiovisuel a soutenu huit manifestations liées aux programmes audiovisuels en 2021 pour un montant total de 2,9 M€.

LE FONDS D'AIDE À L'INNOVATION

Le Fonds d'aide à l'innovation audiovisuelle (FAIA) est un dispositif qui s'adresse aux auteurs et aux producteurs pour accompagner toutes les étapes de création de leur projet, de l'écriture au développement, en amont d'une présentation au marché pour des programmes de fiction, de documentaire et d'animation. Le FAIA accompagne les auteurs au travers de trois aides principales : l'aide au concept et à l'écriture, l'aide à la réécriture et l'aide à la coécriture de coproductions internationales de séries de fiction.

En 2021, l'aide au concept a été octroyée à 17 projets d'animation et 30 projets de fiction. L'aide à l'écriture a accompagné 20 projets d'animation, en incluant les courts métrages, pour un montant moyen de 9 703 € par projet, et 37 projets de fiction, pour un montant moyen de 26 824 €. Quarante-huit projets de documentaire ont également reçu une aide à l'écriture, pour un montant forfaitaire de 7 500 €. Enfin, six projets d'animation ont été aidés à la réécriture, pour un montant moyen de 7 917 € et quatre projets de fiction, pour un montant moyen de 15 000 €.

L'aide à la coécriture de coproductions internationales d'un montant forfaitaire de 50 000 € a quant à elle été octroyée à neuf projets, permettant ainsi à 26 auteurs issus de onze pays différents (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Autriche, Serbie, Ukraine, Pologne, Liban, Sénégal, Corée du Sud) de collaborer dès les premières phases d'écriture.

Les aides au développement et au pilote visent à soutenir les producteurs audiovisuels dans la phase la plus risquée du développement du projet. En 2021, 46 projets d'animation ont été aidés au titre de l'aide au développement et au pilote pour un montant moyen de 18 957 €. Huit projets de fiction ont reçu une aide au développement, pour un montant moyen de 15 000 €. Quarante-huit projets de documentaire ont bénéficié d'une aide au développement pour un montant moyen de 13 083 €. Enfin, pour le documentaire, l'aide au développement renforcé est un dispositif de soutien supplémentaire qui permet aux œuvres particulièrement créatives et ambitieuses le financement d'un premier tournage et d'un pré-montage. En 2021, 18 aides au développement renforcé ont été octroyées, pour un montant moyen de 39 444 €.

Pompon Ours, de Matthieu Gaillard
© KMBO



LE CRÉDIT D'IMPÔT AUDIOVISUEL

Le crédit d'impôt en matière audiovisuelle permet à une société de production, sous certaines conditions, de déduire de son imposition certaines dépenses de production (dépenses dites éligibles). Depuis le 1er janvier 2021, le crédit d'impôt audiovisuel est égal à 25 % des dépenses éligibles pour les œuvres de fiction, d'animation et documentaires (contre 20 % pour ce genre auparavant), et à 10 % pour les adaptations audiovisuelles de spectacles, nouvellement éligibles. Toutefois, le crédit d'impôt ne peut excéder 1 450 € par minute pour une œuvre documentaire et une adaptation audiovisuelle de spectacle vivant et 3 000 € par minute pour une œuvre d'animation. Pour les œuvres audiovisuelles de fiction, il existe depuis le 1er janvier 2016 plusieurs plafonds allant de 1 250 € à 10 000 € la minute selon le coût de production par minute de l'œuvre.

Les œuvres audiovisuelles de fiction produites dans le cadre d'une coproduction internationale dont le coût de production est couvert au moins à hauteur de 30 % par des financements étrangers et dont le coût de production est supérieur ou égal à 35 000 € par minute produite peuvent être réalisées en langue étrangère. Dans ce cas, elles doivent faire l'objet d'une version livrée en langue française.

En 2021, 2 138 heures de programmes audiovisuels correspondant à 784 projets obtiennent un agrément provisoire au titre du crédit d'impôt audiovisuel (205 œuvres de fiction soit 1 145 heures, 529 œuvres de documentaires soit 753 heures et 50 œuvres d'animation soit 239 heures). Pour rappel, 1 626 heures de programmes audiovisuels correspondant à 613 projets avaient bénéficié d'un agrément provisoire au crédit d'impôt en 2020.

Le total des dépenses réalisées en France pour ces œuvres est estimé à 1,39 Md€.

Le crédit d'impôt audiovisuel (CIA) permet de maintenir des emplois sur le territoire national et d'éviter les délocalisations des tournages et des dépenses de postproduction dans un contexte de forte concurrence fiscale internationale.

Les projets de fiction agréés au crédit d'impôt audiovisuel en 2021 représentent 8 192 jours de tournage en France. Les fictions bénéficiant du crédit d'impôt audiovisuel réalisent 99 % de leurs dépenses de tournage en France en 2021, contre 85,4 % pour l'ensemble des fictions en 2004 (année avant la mise en place du crédit d'impôt audiovisuel). Sur l'ensemble des œuvres agréées au crédit d'impôt audiovisuel en 2021, le taux de dépenses faites en France est de 95 %. Ces taux s'expliquent par les aménagements successifs apportés au dispositif pour renforcer sa compétitivité face aux dispositifs étrangers.



Germinal
© Banijay



ÉVOLUTION DES DISPOSITIFS DE SOUTIEN

En 2021, l'adoption des décrets n° 2021-793 du 22 juin 2021 relatif aux services de médias audiovisuels à la demande (SMAD), n° 2021-1926 du 30 décembre 2021 relatif à la contribution à la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre (TNT), et n° 2021-1924 du 30 décembre 2021 relatif à la contribution cinématographique et audiovisuelle des éditeurs de services de télévision distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par l'Arcom (câble-satellite), a redéfini le cadre réglementaire régissant le système de contribution à la production audiovisuelle des différents éditeurs. Cette réforme a notamment permis l'intégration de services dont l'éditeur est établi à l'étranger au sein du régime français de contribution à la production audiovisuelle.

En lien notamment avec ces évolutions réglementaires, le CNC a amorcé une évolution de ses dispositifs de soutien en vue d'intégrer progressivement les œuvres destinées à une mise à disposition du public en France sur des services dont l'éditeur est établi à l'étranger. Ainsi, depuis le mois de décembre 2021, les œuvres audiovisuelles pour lesquelles le diffuseur français a consenti une première fenêtre de diffusion sur un service de télévision ou sur un SMAD dont l'éditeur est établi à l'étranger sont désormais éligibles aux aides à la production.

De plus, à la fin de l'année 2021, un fonds temporaire a été ouvert à titre expérimental afin de permettre aux œuvres financées exclusivement par les plateformes, dont l'éditeur est établi à l'étranger et est soumis aux obligations prévues par les dispositions du chapitre II du décret n° 2021-793 du 22 juin 2021 relatif aux services de médias audiovisuels à la demande, de bénéficier d'aides sélectives en faveur des œuvres indépendantes au sens du décret précité. Ce fonds institué jusqu'au 30 avril 2022, a ensuite été prorogé à la date du 15 juillet 2022. Au titre de l'année 2021, trois projets relevant de trois genres différents (fiction, animation et documentaire) ont été aidés dans le cadre de ce dispositif expérimental pour un montant global de 1,15 M€.





Jeune et Golri
© The Film TV/OCS

GROS PLAN SUR…

le plan de relance de 26,2 M€ pour la production audiovisuelle

Afin de rattraper le retard dans la production audiovisuelle induit par la crise sanitaire et les mesures de restriction qui ont conduit au décalage des productions dans tous les genres, un plan de relance a été adopté par le conseil d'administration du CNC à l'automne 2020.

Ce plan de relance s'est décliné en différentes mesures destinées à stimuler la production audiovisuelle afin que celle-ci puisse exercer un effet d'entraînement pour l'ensemble de la filière.

Ces mesures mises en application en 2021 ont permis d'une part le renforcement des enveloppes budgétaires de dispositifs préexistants à la crise, tels que les avances à la production audiovisuelle et les aides sélectives. D'autre part, la prise en compte d'œuvres livrées (prêtes à diffuser) a été accordée aux producteurs dans le calcul du soutien automatique généré en 2021. Enfin, une majoration de la mobilisation de soutien automatique à la production audiovisuelle (entre janvier et juin 2021) a également été octroyée.

L'ensemble de ces mesures a permis d'accompagner les entreprises de production fragilisées par les surcoûts liés à la crise sanitaire, les retards de livraison et de diffusion des œuvres, tout en favorisant la production d'œuvres nouvelles.

CHAPITRE TROIS

Le cinéma, un patrimoine à préserver et à valoriser



Conserver, sauvegarder, restaurer, numériser, inventorier, et diffuser le patrimoine cinématographique font partie des missions essentielles du CNC, qui y contribue par des soutiens financiers, mais aussi en participant à de nombreuses initiatives destinées à le valoriser et le faire connaître auprès des cinémathèques bien sûr, mais aussi de nombreuses organisations françaises, européennes ou internationales.



TEMPS FORTS

> En 2021, après une édition numérique pour cause de pandémie de Covid-19, le Festival international du film d'animation d'Annecy célèbre ses 60 ans d'existence et fait la part belle à la célébration d'une histoire exceptionnelle. Le CNC a organisé pour l'occasion une exposition au Musée-Château d'Annecy, retraçant 60 ans d'animation à travers douze dates clés.

> En 2021, le CNC poursuit son engagement en faveur des films du matrimoine et de la visibilité des femmes dans l'histoire du cinéma. En dix ans, depuis 2012, 100 films réalisés par 53 femmes ont été restaurés grâce à l'aide du CNC : des œuvres de Musidora, Agnès Varda, Nelly Kaplan, Jaqueline Audry, Claire Simon, Catherine Corsini, Juliet Berto…

> L'édition 2021 de Cannes Classics a permis de mettre en valeur le travail de restauration et de numérisation du laboratoire du CNC avec la présentation de *Bal poussière*, le film de Henri Duparc. Celui-ci avait été inscrit en 2018 dans le plan de restauration du patrimoine cinématographique africain mis en œuvre par le CNC et l'Institut français.

DEUX SITES DE CONSERVATION : BOIS-D'ARCY ET SAINT-CYR

Les collections du CNC sont conservées sur les sites de deux anciens forts militaires datant de la fin du XIX^{e} siècle, Bois-d'Arcy et Saint-Cyr, sur la commune de Montigny-le-Bretonneux, dans les Yvelines. Le site de Bois-d'Arcy est entièrement occupé par le CNC. D'une superficie de cinq hectares, il a fait l'objet d'aménagements spécifiques pour conserver des éléments dangereux (films nitrates auto-inflammables, produits chimiques du laboratoire de développement). Site ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement), il fait l'objet d'une règlementation très précise de la part de la préfecture des Yvelines. Il compte aussi trois bâtiments destinés à stocker des films sur support de sécurité.

Après les travaux de désamiantage terminés en 2018, le site de Bois-d'Arcy a vu se mettre en place en 2019 un chantier de surveillance des films sur support nitrate. Dans un premier temps, un état des lieux précis des collections nitrate de la Cinémathèque française a été établi afin d'identifier et sauvegarder les éléments présentant des signes de décomposition pour procéder à leur sauvegarde. Ce chantier a été mené conjointement avec la Cinémathèque française. Cette mutualisation des compétences et des moyens est également de rigueur sur le site du fort de Saint-Cyr où sont stockés des films sur support de sécurité et où la surveillance des collections est organisée de concert avec la Cinémathèque française, qui y conserve une partie de ses collections.

ENRICHIR LES COLLECTIONS

La direction du patrimoine du CNC a reçu 6 819 nouvelles boîtes à conserver, déposées par les producteurs, les collectionneurs, les familles de réalisateurs ou d'acteurs, les ministères, les cinémathèques. Parmi elles, 865 correspondent aux 54 négatifs restaurés des œuvres dont le CNC a financé la restauration numérique.

Dix-sept dons ont enrichi les collections du CNC dont ceux de Pierre-William Glenn, des Films des Tournelles, du Eye Film Instituut Nederland, qui a confié au CNC la copie du film *Comment j'ai tué mon enfant* de Alexandre Ryder, absent jusque-là des collections françaises, des Productions Jacques Roitfeld (les versions allemandes de cinq films français des années 1960), des archives du réalisateur Robert Hennion (scénarios et photos concernant neuf de ses films) données par sa petite fille au CNC, et du tapuscrit de dialogues de Nicole Vedrès pour *Paris 1900*.

La collecte du dépôt légal, dans l'attente de la solution de dépôt dématérialisé développée avec la BnF, a été faible : 57 films de long métrage au format numérique (aucun dépôt 35 mm) sur les 324 films sortis en salle. Parmi les 561 courts métrages, six ont été collectés au titre du dépôt légal.

La plateforme Délia qui permettra le dépôt dématérialisé des œuvres redevables au titre du dépôt légal est en cours d'expérimentation auprès de professionnels qui testent les fonctionnalités proposées par l'outil ainsi que son ergonomie.

Bois-d'Arcy
© CNC



DOCUMENTER LES COLLECTIONS

Le travail d'inventaire indispensable à la connaissance des collections a dû s'adapter aux mesures sanitaires qui ont contraint les documentalistes à réorganiser leur travail loin des collections. En revanche les activités d'indexation par mots clés, de description documentaire grâce aux résumés, aux mots clés et aux thématiques a été démultiplié par le travail à distance, les agents concentrant leur activité sur cette tâche. Ainsi environ 8 704 notices œuvres ont été créées, et cette organisation a également été propice à une reprise informatique de données documentaires liées aux premières années de collecte du dépôt légal, notamment sur les films publicitaires et institutionnels. De même, l'approfondissement des informations sur les personnalités présentes dans la base de données entrepris en 2021 s'est poursuivi.

Cet enrichissement prépare l'ouverture de la plateforme Garance qui offrira aux usagers l'information la plus fournie et la plus précise sur les œuvres cinématographiques mais aussi sur les femmes et les hommes qui ont fait l'histoire du cinéma.

Cette plateforme sera accessible :

– aux documentalistes et programmateurs des différentes institutions patrimoniales (Cinémathèque française, Cinémathèque de Toulouse, Cinémathèque de Grenoble, Cinémathèque de Corse, Cinémathèque de Martigues, Institut Jean-Vigo, Institut audiovisuel de Monaco) pour la gestion des données documentaires, le pilotage des missions de collecte, d'inventaire, de restauration et le suivi juridique de l'ensemble des collections ;

– aux déposants, chercheurs, programmateurs de salles ou de festivals, qui pourront ainsi accéder à un catalogue d'œuvres diffusables et exposables ;

– au grand public, qui pourra consulter le catalogue des collections conservées sur tout le territoire, regarder certaines œuvres ou bandes-annonces en streaming, accéder à une éditorialisation des collections via des expositions en ligne ou des mini-sites de référencement, etc.

Les 400 coups de François Truffaut
© Carlotta Films



GROS PLAN SUR…

les animations cinematographiques en Ehpad et établissements pénitentiaires

Un travail de médiation du cinéma auprès des Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) et des résidences autonomie pour seniors est engagé par le CNC depuis quelques années. Le Centre organise des séances de ciné-club pour des résidents d'Ehpad, avec l'accompagnement de deux volontaires en service civique.

L'organisation de ces séances nécessite en premier lieu une recherche de films dans les collections du CNC autour d'un thème choisi. Ainsi, le choix du long métrage ou des courts métrages projetés peut se faire autour d'une journée thématique, mais aussi d'un événement organisé au sein de l'Ehpad (repas festif, Nouvel an chinois, retour sur les métiers d'autrefois, etc.). Il s'agit ensuite de rassembler la documentation sur le programme permettant de les contextualiser. Il faut également réfléchir à la mise en place d'une activité autour de la projection, que ce soit un quiz, un ciné-concert pour les films muets, ou bien encore un jeu de mimes. Il peut également s'agir d'un jeu favorisant l'imagination, à partir de photogrammes issus du film. Ces ateliers s'adaptent au public âgé et à leur quotidien.

Le même travail est effectué auprès des établissements pénitentiaires. Dans le contexte difficile de 2021, seize séances ont ainsi pu être organisées dans les prisons de Bois-d'Arcy (4), Villepinte (6), Poissy (3) et Versailles (3).

Les responsables des activités de médiation culturelle en Ehpad et résidences autonomie comme des établissements pénitentiaires sont pleinement convaincus des effets positifs, à court et long terme, de ces ateliers sur leurs publics.

SAUVEGARDER ET RESTAURER LES FILMS ANCIENS

Le laboratoire du CNC a pris en charge la restauration de deux longs métrages muets : *L'Île enchantée* de Henry Roussell et *La Sultane de l'amour* de Charles Burguet et René Le Somptier. Ce film a été reconstruit à partir de trois copies teintées au pochoir de la Cinémathèque française, ce qui a permis de le restituer dans sa longueur originale à quelques coupes près et de lui redonner le faste des couleurs choisies par les réalisateurs avec beaucoup de soin. Cinq courts métrages ont également été restaurés dont *Le Sang des bêtes,* de Georges Franju, film présenté au Festival Lumière et en ouverture de la rétrospective Franju de la Cinémathèque française, ainsi que deux films des collections de l'ECPAD (Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense) que ce dernier a confié au CNC. Quarante-sept films ont par ailleurs été numérisés pour fabrication de copies de projection.

Les travaux de sous-traitance ont concerné notamment 50 bandes magnétiques atteintes du syndrome du vinaigre de façon avancée nécessitant un traitement chimique avant numérisation, huit films restaurés selon la filière numérique, dont trois courts métrages conçus avec les images prises par André Sauvage pendant le tournage de son film *La Croisière jaune* et deux reportages muets témoignant de la vie du réalisateur après son éloignement des milieux cinématographiques. Par ailleurs, 144 films ont été numérisés pour la consultation du dépôt légal.

NUMÉRISER LE PATRIMOINE EXISTANT

Le plan de numérisation et de restauration du patrimoine cinématographique, lancé en 2012, a été poursuivi en 2021. Quatre-vingt-six films ont été aidés pour un montant total de 2,7 M€. Au total, 1 227 films ont été restaurés grâce à un apport du CNC de 70,87 M€.

Les films de patrimoine ont pu être exposés dans les salles à leur réouverture dès le printemps 2021 avec des titres phares de l'histoire du cinéma comme *À bout de souffle,* de Jean-Luc Godard, *Les Quatre Cents Coups,* de François Truffaut ou *L'Avventura,* de Michelangelo Antonioni. Certains films marqueurs de leur époque ont également rencontré un large public au cinéma, comme *Le Cercle rouge,* de Jean-Pierre Melville où apparaît pour la dernière fois Bourvil, *Les Doigts dans la tête,* de Jacques Doillon ou encore *Neige,* de Juliet Berto et Jean-Henri Roger, qui marqua toute une génération dans les années 1980 et que le public jeune a redécouvert à l'automne 2021 avec enthousiasme.

L'écran de télévision rassemble le plus de spectateurs devant les classiques français : *Le Boulanger de Valorgue* (1,5 M), *Le Cave se rebiffe* (1,4 M), *La Vache et le Prisonnier* (1,3 M), *Le Vieux Fusil* (1 M) ou *Marius et Jeannette* (875 000) ont enregistré des niveaux d'audience remarquables.

La Sultane de l'amour de Charles Burguet et René Le Somptier
© DR



GROS PLAN SUR…

les collections du CNC dans les expositions de cinéma

Outre ses partenaires habituels en France et à l'étranger, le CNC a été partie prenante de deux expositions sur l'histoire du cinéma : une au Musée d'Orsay, « Enfin le cinéma ! », et une autre aux Archives départementales de Bordeaux, « Ils y viennent tous… au cinéma ! ». À cette occasion, nous avons mis à disposition des films dans le parcours des expositions et dans les manifestations culturelles associées (projections, spectacles). Ces deux expositions ont permis de revisiter les collections conservées par le CNC appartenant aux premières années de l'histoire du cinéma et de les inscrire en regard de l'histoire des arts à la toute fin du XIX^{e} siècle, pour celle qui s'est tenue au Musée d'Orsay. La manifestation bordelaise avait pour ambition de restituer la séance de cinéma telle que vécue par les spectateurs entre 1908 et 1919.

Par ailleurs, à l'occasion des 60 ans du Festival d'Annecy, la direction du patrimoine du CNC a conçu dans la cour du Musée-Château d'Annecy une exposition présentant l'histoire contemporaine du cinéma d'animation (1960-2020), de juin à octobre 2021. Dans une mise en scène ludique, ont ainsi été présentés au public à la fois des techniques d'animation (le banc-titre, le stop-motion…), des moments clefs de la réalisation d'un film animé (le story-board, l'animatique…), ou encore les étapes importantes de l'histoire de l'animation en France comme la naissance du Festival d'Annecy, l'entrée en scène des séries TV ou la révolution des technologies numériques. Cette exposition a rencontré un franc succès et voyage en 2022 au Los Angeles County Museum of Art (LACMA) sous le titre *City of Cinema : Paris 1850–1907*





Exposition Annecy



VALORISER LES COLLECTIONS GRÂCE À UNE POLITIQUE ÉDITORIALE RICHE

L'activité de prêt de films a été limitée à cause de l'annulation ou le report de nombreuses manifestations pour des raisons sanitaires en 2021 : 200 films ont été mis à disposition des partenaires au lieu des 800 habituels.

L'Assassinat du duc de Guise, de André Calmettes et Charles Le Bargy a été programmé neuf fois dans le cadre de l'année Saint-Saëns. De même *Le Porion,* de Georges Champavert a fait l'objet de deux cinés-concerts, l'un au festival de Blois, l'autre en ligne, programmé par le FDCP (Film Development Council of the Philippines) à Manille. Sept autres cinés-concerts ont été organisés avec les collections du CNC et deux reportages muets témoignant de la vie du réalisateur André Sauvage après son éloignement des milieux cinématographiques. Par ailleurs, 144 films ont été numérisés pour la consultation du dépôt légal.

GROS PLAN SUR…

le succès des films de patrimoine en 2021

En 2021, plusieurs films de patrimoine ont réalisé de jolis succès en salles :

– *Peau d'Âne,* de Jacques Demy (22 366 entrées)

– *Les Vacances de monsieur Hulot,* de Jacques Tati (15 419 entrées),

– *Le Château des singes,* de Jean-François Laguionie (14 753 entrées)

– *Mon oncle,* de Jacques Tati (11 247 entrées)

– Le *Cerf-volant du bout du monde,* de Roger Pigaut (11 135 entrées).

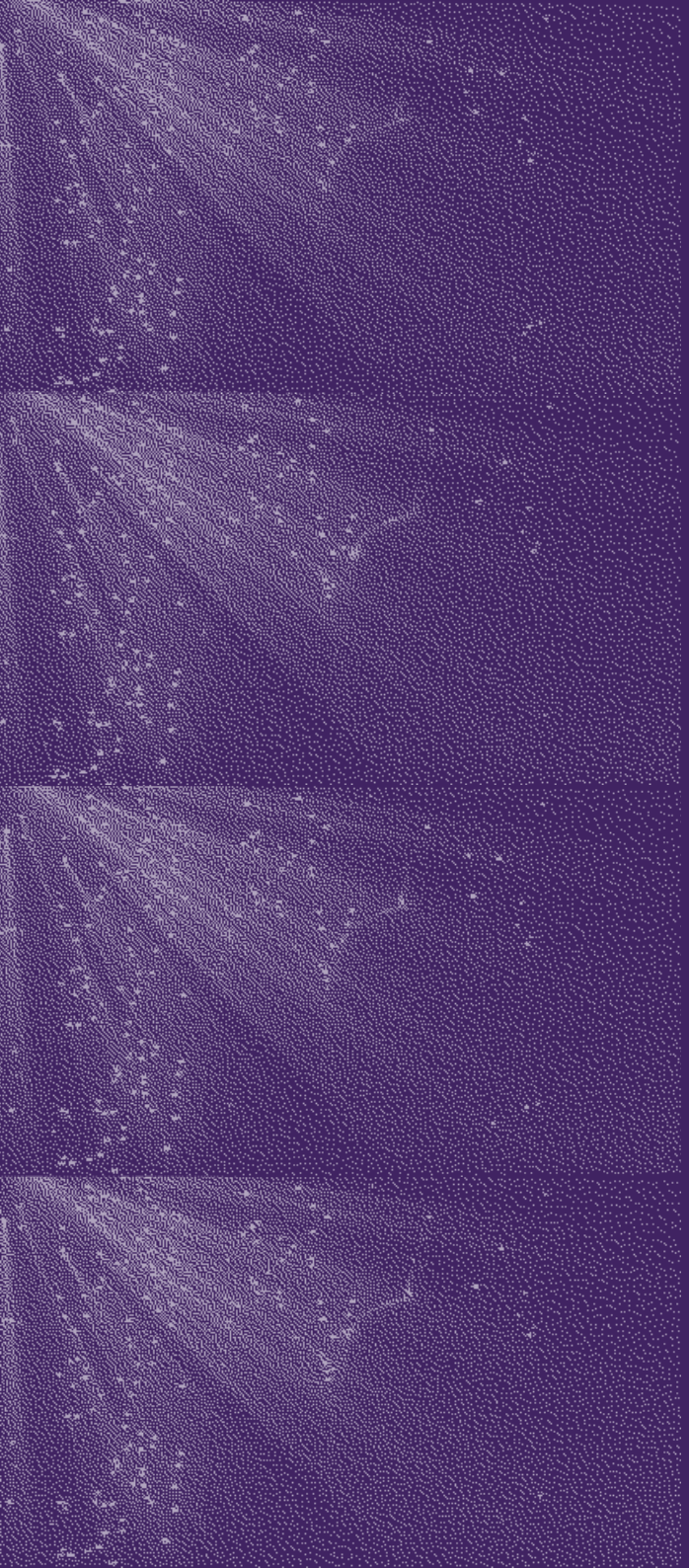
À la télévision, le film de patrimoine de plus de 40 ans, toutes nationalités confondues, ayant réuni le plus grand nombre de personnes devant le petit écran en 2021 est *Le Professionnel* de Georges Lautner, diffusé en hommage à Jean-Paul Belmondo au moment de sa disparition (4,2 millions de téléspectateurs). *Le Corniaud* arrive en 6e position, suivi des *Aventures de Rabbi Jacob*, enfin, *Mon nom est Personne,* de Tonino Valerii se positionne à la 10e place des meilleures audiences pour un film de patrimoine.



Peau d'Âne, de Jacques Demy
© Pathé France

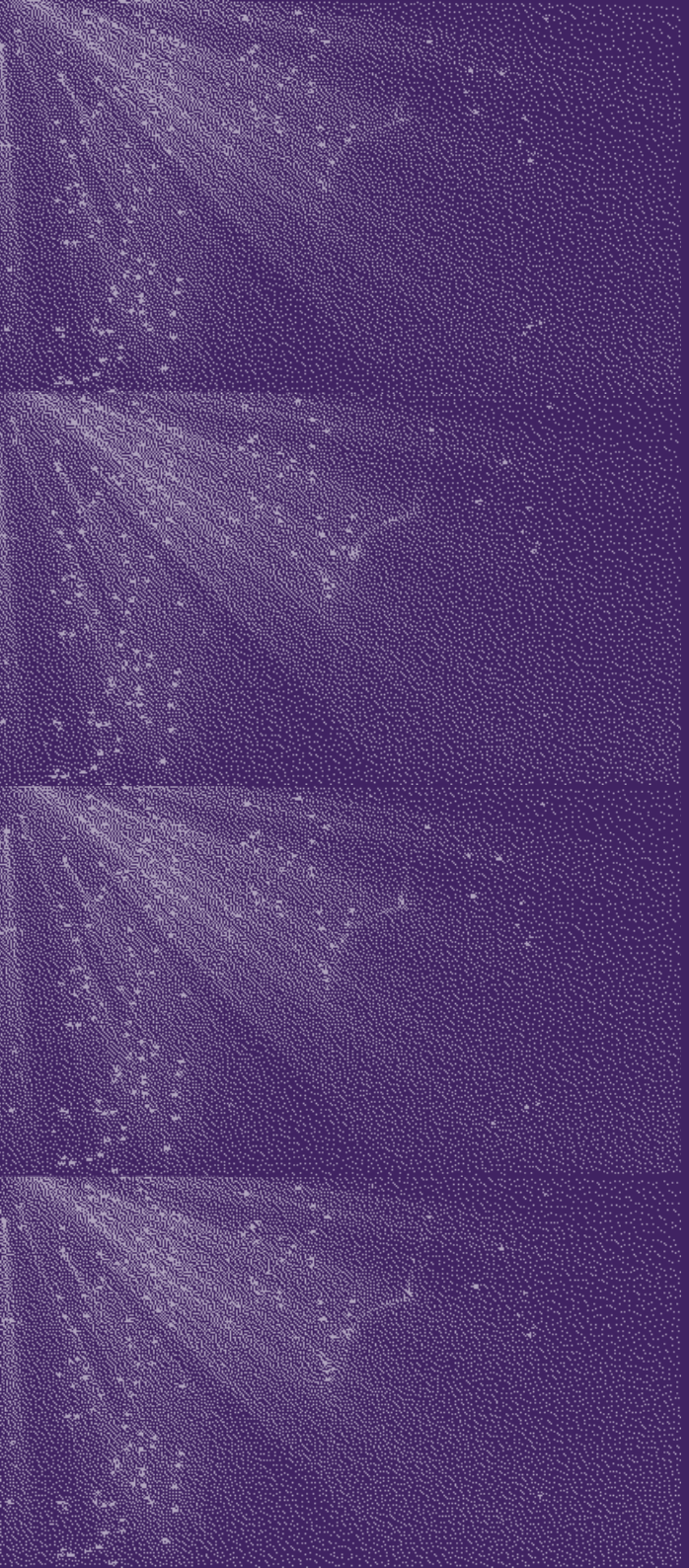
CHAPITRE QUATRE

Les nouveaux talents, la diffusion culturelle et la politique territoriale



Faire émerger les talents, favoriser la diffusion culturelle, donner à voir toute la diversité de la création auprès de tous les publics, participer à l'éducation à l'image et au cinéma, faire du secteur audiovisuel et cinématographique un pôle de développement culturel et économique dans toutes les régions… Autant de missions menées par la direction de la création, des territoires et des publics, qui agit principalement en amont et en aval de la fabrication des œuvres.

Les œuvres audiovisuelles et cinématographiques ainsi que le jeu vidéo font aujourd'hui partie de nos vies. L'information, la communication, le divertissement, la culture passent aujourd'hui essentiellement par les images, et les moins de 25 ans n'ont jamais passé autant de temps devant les écrans. La reconquête des jeunes est une priorité car ils sont le public, les créateurs et les citoyens de demain.



Tout en assurant le maintien des acteurs du secteur, le CNC a renforcé en 2021 sa politique envers la création émergente et la jeunesse avec des mesures dédiées. L'objectif était de mieux répondre aux mutations des usages et des pratiques artistiques afin d'assurer la relève des jeunes talents et la formation du jeune public.

Outre la pérennisation de l'aide au parcours d'auteur pour accompagner des démarches d'écriture, le CNC a également voulu aider les jeunes sortis d'école entrant dans le monde professionnel en pleine crise sanitaire.

Sur le plan de l'éducation des jeunes à l'image et au cinéma, essentielle à l'heure des plateformes et des réseaux sociaux, le CNC a lancé, en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, un concours d'écriture de scénarios destiné à tous les jeunes de moins de 18 ans.

Avec la pandémie, l'enseignement sur les plateformes gratuites s'est considérablement développé. Pour donner le meilleur à notre jeunesse, le CNC a lancé un appel à projets « Savoirs et cultures », en partenariat avec YouTube, Arte, Ubisoft et France Télévisions, afin de soutenir les vidéos alliant exigence artistique et pédagogique.

Dans le cadre du plan de relance du secteur, le CNC a voulu mettre la jeunesse au cœur de sa réponse à la crise.

FAIRE ÉMERGER DE NOUVEAUX TALENTS, ACCOMPAGNER LES AUTEURS

Une nouvelle politique en faveur des auteurs

Le pôle auteur

Le CNC a pour mission d'accompagner les créateurs dans les secteurs du cinéma et de l'image animée. À l'heure où ces secteurs sont confrontés à de nombreuses mutations (convergences des médias, démultiplication des écrans, explosion des plateformes et réseaux sociaux), le CNC veille à ce que ces évolutions artistiques, économiques et technologiques soient au service de la création originale et notamment des auteurs qui en sont à l'initiative.

Désormais, grâce à la création du pôle auteur, le CNC coordonne l'ensemble de sa politique et des services offerts aux auteurs que ce soit dans le secteur du cinéma, de l'audiovisuel, ou de la création numérique.

Afin de favoriser le travail des auteurs et l'émergence de nouvelles œuvres cinématographiques, le CNC a lancé, en 2020, dans le cadre du plan de relance, une nouvelle aide : l'aide au parcours d'auteur. Cette nouvelle aide a pour vocation de soutenir la recherche et le développement des auteurs. Elle accompagne les auteurs sur un « archipel » de projets dans des phases de recherche en amont de l'écriture, leur permettant ainsi d'explorer le médium le plus adapté pour déployer leurs récits. En 2021, cette aide a été pérennisée.

Seul soutien transversal à tous les champs du CNC, l'aide au parcours d'auteur, dotée d'1 M€, a permis de soutenir, en 2021, 50 auteurs qui ont été parrainés par un membre de la commission de l'aide au parcours d'auteur et accompagnés par le pôle auteur.

Le soutien à des résidences de création

Le CNC s'appuie sur des résidences de création pour mieux accompagner les auteurs dans leur processus créatif. Elles interviennent essentiellement à l'étape de l'écriture mais parfois aussi de la réalisation. On peut citer notamment l'action majeure du Groupe Ouest ou encore les résidences Sofilm de genre.

Des bourses de résidence sont attribuées par le CNC dans le cadre de l'aide avant réalisation de courts métrages, de l'aide à l'écriture du fonds Images de la diversité et du fonds CNC Talent : ce sont des laboratoires de création pour faire émerger les talents

Les aides au court métrage, vivier du secteur

Genre à part entière, où s'expriment liberté créatrice et expérimentation, le court métrage est aussi souvent un espace d'apprentissage qui conduira de jeunes auteurs vers la réalisation de films longs ou d'œuvres audiovisuelles. En ce sens, le court métrage est un vivier pour l'émergence des nouveaux talents du secteur.

Le CNC soutient le court métrage dans toutes ses formes (fiction, animation, documentaire de création, essai et expérimental) et contribue à son financement à tous les stades, de l'écriture à la production, de la promotion à la diffusion. Cette action en faveur du court métrage est menée directement grâce à des aides sélectives ou automatiques, par l'intermédiaire d'organismes que le CNC subventionne ou par des partenaires actifs, les collectivités territoriales.

L'ensemble des aides à la création de films de court métrage a représenté 15,325 M€ en 2021.

GROS PLAN SUR…

le plan d'urgence aux auteurs

Dans un monde à l'arrêt, le CNC a pris en charge le plan d'urgence mis en place au profit des auteurs et des associations. Le Centre a ainsi financé les fonds d'urgence gérés par les organismes de gestion collective (SACD, Scam et Sacem) avec 4,3 M€ d'aides versées aux auteurs en 2020 et 2021.



Le Roi David, de Lila Pinell
© Ecce Films

Les dispositifs principaux sont :

– l'aide avant réalisation (à la production et à la création de musiques originales) dont l'objectif est de favoriser l'émergence de nouveaux auteurs et d'accompagner la création (3,655 M€ pour 53 projets) ;

– l'aide au programme de production (aides au développement, à la production et à la création de musiques originales) dont l'objectif est d'accompagner le développement d'un tissu de sociétés qui produisent régulièrement du court métrage et qui prennent les risques inhérents à la recherche de nouveaux talents (2,831 M€ pour 62 projets en production et 47 projets en développement) ;

– l'aide après réalisation dont l'objectif est de distinguer les qualités artistiques des films et de la musique originale, et de récompenser la prise de risque du producteur (354 000 € pour 47 films) ;

– l'aide automatique, grâce au compte de soutien financier cinéma qui peut être mobilisé par un producteur de long métrage sur la production d'un court métrage : 1,385 M€ (668 500 € de majoration) pour 46 projets ;

– l'allocation directe pour la production de courts métrages audiovisuels pour les œuvres bénéficiant d'un financement d'une chaîne de télévision ou d'un service de médias audiovisuels à la demande (SMAD) : 2,205 M€ pour 159 projets.

Fin 2021, le CNC a entrepris de réformer son soutien au court métrage afin de mieux accompagner les auteurs émergents et les premiers films, tout en favorisant la diversité des projets soutenus. Cette réforme s'est traduite par la création d'un collège dédié aux auteurs émergents au sein de la commission de l'aide avant réalisation ainsi que par la transformation de l'allocation directe pour la production de courts métrages audiovisuels en une aide sélective à la production de courts métrages audiovisuels.

Les œuvres soutenues par le CNC sont représentées et récompensées dans plusieurs festivals français et internationaux.

Le palmarès du plus important festival de court métrage au monde, Clermont-Ferrand, a également récompensé les œuvres soutenues par le CNC, notamment *Palma,* d'Alexe Poukine, produit par Kidam, qui a remporté le Prix spécial du jury.

Au Festival international du film d'animation d'Annecy, *Easter Eggs,* de Nicolas Keppens, produit par Miyu Productions, a remporté le Prix du jury.

À Sundance, *Souvenir Souvenir,* de Bastien Dubois, produit par Blast Production, a été distingué par le Prix du meilleur court métrage.

Aux César, les deux courts métrages récompensés ont été soutenus par le CNC : *L'Heure de l'ours,* d'Agnès Patron, produit par Sacrebleu Productions (César du meilleur court métrage d'animation) et *Qu'importe si les bêtes meurent,* de Sofia Alaoui, produit par Envie de Tempête Productions (César du meilleur film de court métrage).

GROS PLAN SUR…

la crise sanitaire et le plan de relance

En 2020 et 2021, pour soutenir le secteur du court métrage dans la crise sanitaire, le CNC a décidé, dans le cadre de France Relance, de prendre des mesures d'ordre budgétaire et règlementaire.

Un soutien supplémentaire d'un million d'euros a permis de soutenir :

– dix projets supplémentaires à l'aide avant réalisation, dont cinq premiers films ;

– huit sociétés de production supplémentaires à l'aide au programme d'entreprise, dont cinq en production et trois en développement ainsi qu'un bonus développement pour l'ensemble des entreprises aidées à l'aide au programme d'entreprise.

Palma de Alexe Poukine
© Kidam



Des mesures d'assouplissement réglementaire ont également été prises afin de tenir compte des impossibilités de tournage ou de la fermeture des salles.

Les entreprises bénéficiaires d'aides à la production ou à la programmation de courts métrages ont ainsi bénéficié :

– d'un allongement des délais de lancement et d'achèvement de leurs projets ;

– d'une suspension de la condition tenant au nombre minimum d'entrées nécessaires pour bénéficier de l'allocation directe à la programmation en salles ;

– d'un assouplissement des critères d'obtention de l'aide au programme.

Les plateformes numériques, nouveau lieu d'émergence et de culture

Mis en place en octobre 2017, CNC Talent est le premier fonds dédié aux créateurs de vidéos sur Internet. Les aides proposées, offrant des chances et opportunités à tous les créateurs vidéo sur les plateformes numériques gratuites, visent à soutenir la qualité artistique et la diversité des contenus sur Internet.

Il comporte deux aides sélectives :

– une aide à la création, pouvant aller jusqu'à 30 000 €, pour les créateurs vidéo ayant au moins 10 000 abonnés ou ayant été primés dans un festival ;

– une aide à la chaîne, pouvant aller jusqu'à 50 000 €, pour les créateurs vidéo ayant 50 000 abonnés ou plus.

Les aides sont attribuées sur avis d'une commission composée de dix membres aux profils éclectiques (vidéastes, réalisateurs, auteurs, comédiens, producteurs, entrepreneurs du Web…).

En 2021, ce fonds de soutien de 2 M€ annuel a permis d'aider une centaine de projets d'une grande variété de genre, de format, de thématiques (sciences, géopolitique, société, philosophie, histoire, environnement, arts…), de profil de lauréats (âge, expérience), et ce pour l'ensemble des plateformes (YouTube mais aussi Facebook, Instagram, Snapchat, Twitch, TikTok…).



Family
© Khojandi Productions

GROS PLAN SUR…

le portail Savoirs et Cultures

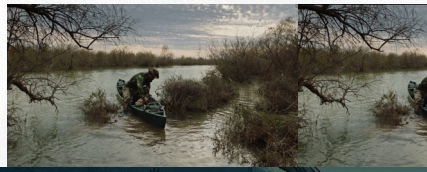
En 2021, le CNC a lancé un nouvel appel à projet Savoirs et Cultures, en partenariat avec Arte, France Télévisions, Ubisoft et YouTube, pour faire émerger des créations Web alliant exigence artistique et diffusion de savoirs culturels. Le CNC a réuni des experts de secteurs variés, des sciences et sciences humaines et sociales ainsi que des professionnels de l'audiovisuel, afin de former les premières commissions Savoirs et Cultures. Ce fonds a soutenu la production de 35 projets de vidéos à visée pédagogique, labellisées Savoirs et Cultures, à hauteur de 20 000 € au maximum. La sélection a visé la qualité du propos ainsi que l'aspect artistique et pédagogique des vidéos destinées à une libre diffusion. Ce soutien a été financé à hauteur de 800 000 € par le CNC et par YouTube. Le label est maintenu et sera intégré au fonds CNC Talent en 2022.



© D.R















Le documentaire comme lieu de recherche et développement pour les auteurs et pour les producteurs

Le fonds d'aide à l'innovation audiovisuelle pour le documentaire de création a pour objectif d'accompagner les auteurs et les producteurs d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles qui nécessitent une écriture élaborée, un important travail de développement et proposent une approche innovante et personnelle au regard des programmes audiovisuels.

Le fonds d'aide à l'innovation audiovisuelle pour le documentaire comprend trois aides qui sont cumulables.

– L'aide à l'écriture

En 2021, 48 projets de documentaire ont reçu une aide à l'écriture, pour un montant forfaitaire de 7 500 € par projet (soit 360 000 € au total).

– L'aide au développement

En 2021, 48 projets de documentaire ont bénéficié d'une aide au développement pour un montant moyen de 13 083 € par soutien (soit 628 000 € au total).

– L'aide au développement renforcé qui permet le financement d'un premier tournage et d'un pré-montage afin d'aller convaincre des diffuseurs.

En 2021, 18 aides au développement renforcé (allant de 20 000 à 70 000 €) ont été octroyées, pour un montant moyen de 39 444 €, soit une enveloppe totale de 710 000 €.

Le budget annuel est de 1,7 M€. Les premiers films représentent 20 % des films aidés.

Plusieurs œuvres soutenues par le CNC se sont vues récompensées dans les festivals. Entre autres exemples, *A night of knowing nothing,* de Payal Kapadia a été sélectionné à la Quinzaine des réalisateurs à Cannes où il a obtenu l'Oeil d'or. Au Festival de Cannes toujours, trois autres films (*Soy Libre,* de Laure Portier, *Little Palestine,* d'Abdallah Al-Khatib et *Aya,* de Simon Coulibaly Gillard) ont été sélectionnés à l'Acid. *Histoire d'un regard,* de Mariana Otero produit par Archipel 35 a été nommé pour le César du meilleur film documentaire en 2021.

Fonds Images de la diversité pour la diversité de nos talents

Le fonds Images de la diversité, cogéré par le CNC et l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires), a pour objectif de soutenir la création et la diffusion d'œuvres contribuant à donner une représentation plus fidèle de la société française et de ses composantes et à écrire une histoire commune de l'ensemble de la population autour des valeurs de la République.

Le fonds octroie des aides à toutes les étapes : à l'écriture, au développement, à la production, à la distribution et à l'édition vidéo.

Quatre commissions se sont réunies pour l'année 2021 (dont une décalée à début 2022) permettant l'examen de 321 demandes et le soutien de 89 projets, totalisant 1,73 M€. Sur les 48 demandes reçues pour des œuvres de court métrage, le fonds a apporté son soutien à 15 œuvres pour un montant de 210 K€.

Émergence des jeunes professionnels

Des formations initiales ou continues, ouvertes sur la diversité

Le CNC soutient ainsi plusieurs formations initiales ou continues : La Fémis (Paris), le Conservatoire européen d'écriture audiovisuelle (CEEA – Paris), la CinéFabrique (Lyon), l'école PointVue (Paris), l'école Kourtrajmé (Montfermeil et Marseille), Mille Visages (Evry) et les Ateliers du cinéma de Claude Lelouch (Beaune).

Toutes ces écoles ont développé des programmes d'ouverture sociale et mis en place des mesures en faveur de la parité pour diversifier les profils des professionnels (artistes et techniciens) de demain.

Le CNC a également soutenu, en 2021, la Cité européenne des scénaristes. Le compagnonnage avec des scénaristes reconnus permet à ces jeunes talents d'acquérir, à un moment crucial de leur parcours, toutes les clés pour devenir les nouvelles voix de la création audiovisuelle.

Le CNC soutient également le Réseau des écoles françaises du cinéma d'animation (RECA), à la création duquel il a participé, et qui compte 31 établissements adhérents en France dont notamment Les Gobelins (Paris), La Poudrière (Valence), l'école Estienne (Paris), l'Ensad (Paris), Emile Cohl (Lyon)…



Notturno, de Gianfranco Rosi
© Météore Films

Lieux de révélation : Talents en Court et les associations d'émergence

Initié à titre expérimental en 2012 en Île-de-France par le CNC, Talents en Court vise à repérer et accompagner des jeunes talents au potentiel artistique identifié, mais éloignés du réseau professionnel pour des raisons sociales ou géographiques.

Depuis 2017, Talents en Court s'étend progressivement sur l'ensemble du territoire national à travers les conventions régionales de coopération pour le cinéma et l'image animée signées avec l'État et les collectivités.

Enfin, le CNC, par son soutien à différentes associations, accompagne les auteurs et les professionnels dans leurs premières œuvres et favorise leur intégration dans le monde professionnel (Émergence, le Grec, la Ruche, la Maison du film court, Périphérie…). Certaines de ces associations portent également une attention accrue aux jeunes éloignés culturellement, socialement ou économiquement du milieu professionnel.

GROS PLAN SUR…

l'aide aux jeunes sortis d'école

Toujours afin de soutenir les créateurs émergents dans leurs premiers pas en pleine crise sanitaire, le CNC a ouvert, dans le cadre de France Relance, un appel à projets pour les jeunes sortis d'école en 2019 ou 2020. Ces diplômés ou certifiés de formations cinématographiques et audiovisuelles ont ainsi pu proposer un premier projet professionnel. Une commission de professionnels a octroyé une bourse de 5 000 € à 100 groupes porteurs de projet sur l'année 2021. Les lauréats ont également pu rencontrer ces professionnels lors de six sessions d'accompagnement organisées sur mesure par le CNC. Certains d'entre eux ont pu bénéficier du parrainage et de l'accompagnement par certains des membres du jury. Déjà les réalisateurs de certains groupes ont pu trouver des producteurs, ont été récompensés par des festivals de cinéma pour leur scénario ou pour d'autres premières œuvres.



Trace ta route, de Romuald Rodrigues Andrade
© Films de Force Majeure

RENOUVELER LES PUBLICS, FAIRE DECOUVRIR LA DIVERSITÉ DES ŒUVRES ET AGIR POUR LA CITOYENNETÉ

L'action du CNC en faveur de la diffusion culturelle s'articule autour de trois axes : l'éducation artistique et culturelle, le développement des publics et la promotion de la citoyenneté.

Renouveler les publics : 100 % d'une classe d'âge

Dans un monde de plus en plus dominé par les images, l'éducation aux images revêt un caractère prioritaire. La baisse de la fréquentation des salles, à la suite de la crise sanitaire, et la tendance à la désaffection de notre jeunesse pour le cinéma et les séries européennes notamment françaises imposent de renforcer notre politique afin de construire les spectateurs et citoyens de demain.

Afin de répondre au défi de toucher 100 % des jeunes durant leur parcours de vie, la politique portée par le CNC vise à étendre son action en prenant appui sur le socle des dispositifs historiques décentralisés de Ma classe au cinéma (École, Collège et lycéens et apprentis au cinéma) qui touchent près de 14 % d'une classe d'âge chaque année. Ce renforcement et cette extension s'entendent en termes de nombre de jeunes touchés, de prise en compte de tous les âges (de la maternelle à l'université) et de tous les temps de vie des jeunes (en temps scolaire, périscolaire et hors temps scolaire) ainsi qu'en termes de formes (en s'adressant aux jeunes au plus près de leurs pratiques).

Ma classe au cinéma

Ma classe au cinéma (École, Collège et Lycéens et apprentis au cinéma) touche près d'1,8 million d'enfants et adolescents, soit 13,8 % des élèves français en 2020-2021. Le CNC consacre un budget de 2,3 M€ à sa politique d'éducation aux images.

Ma classe au cinéma permet aux élèves de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections en salles, puis de travailler sur ces œuvres en classe à partir de documents pédagogiques (livrets enseignants, fiches élèves, affiches) réalisés à leur intention.

Depuis 2019, la coordination nationale des dispositifs d'éducation au cinéma et à l'image est assurée par l'association Passeurs d'images.

Ces actions sont portées au plus près des territoires par des coordinations locales, départementales ou régionales financées par les DRAC et les collectivités territoriales.

Le renforcement des actions périscolaires et hors temps scolaire.

La Course de Phaéton, de Aurélie Filain
© Nouvelle Toile



« Cinéma et citoyenneté », les ciné-clubs du XXIe siècle (périscolaire)

Le CNC a relancé en 2015 les ciné-clubs dans les lycées et collèges sur l'ensemble du territoire, afin de permettre aux jeunes de découvrir un corpus de films (cinéphilie) ainsi que les coulisses de la fabrique du cinéma (éducation à l'image) et de débattre de sujets de société (citoyenneté) avec d'autres jeunes en service civique encadrés par l'association Unis-Cité.

En 2021, sept régions ont participé au financement du programme avec le CNC : Île-de-France, Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, Hauts-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Réunion.

En 2020-2021, 732 jeunes volontaires sont ainsi mobilisés sur 53 départements.

L'apport du CNC en 2021 est de 1,4 M€.

L'Atelier cinéma dans les écoles et collèges

Le CNC a réalisé, en concertation avec le ministère de l'Éducation nationale, l'Atelier cinéma, un kit ludique permettant aux élèves, à partir du décryptage d'images existantes, d'appréhender les différentes étapes de la création d'un film et d'apprendre à créer un film de manière très simple.

Le jeu est destiné aux élèves de cycle 3 (classes de CM1, CM2 et 6e). Il est décliné sur le film *Azur et Asmar,* de Michel Ocelot.

Plus de 31 000 kits de l'Atelier cinéma ont été déployés sur l'ensemble du territoire depuis 2019.

Le dispositif Passeurs d'images (hors temps scolaire)

Passeurs d'images est un dispositif d'éducation aux images à vocation culturelle et sociale, porté par l'association Passeurs d'images avec le soutien du CNC. Il est mis en place de façon prioritaire dans le cadre de la politique de la ville et s'adresse aux publics éloignés de l'offre culturelle (quartiers défavorisés, zones rurales isolées…).

Il allie la découverte des œuvres et la pratique, avec notamment des ateliers de réalisation et de programmation. Chaque année (hors période de crise sanitaire), 2 000 actions ont lieu touchant plus de 200 000 participants en France. En 2021, ce dispositif a déployé 1 213 actions, impliqué 236 salles de cinéma et touché 56 000 personnes dont 22 345 habitants des quartiers de la politique de la ville.

Le prix Jean-Renoir des lycéens

Le prix Jean Renoir des lycéens, décerné par des lycéens à un film et organisé par le ministère de l'Éducation nationale, a concerné une cinquantaine de classes en 2020-2021. En 2021, la cérémonie n'a pas eu lieu en raison de la crise sanitaire.

Le César des lycéens

Pour sa troisième édition en 2021, le César des lycéens a concerné 82 classes de terminale sur l'ensemble du territoire. Les élèves inscrits ont visionné les sept films en lice pour le César du meilleur film et ont primé *Adieu les cons,* d'Albert Dupontel.

La Course de Phaéton, d'Aurélie Filain
© Nouvelle Toile



GROS PLAN SUR…

des ateliers d'écriture scénaristique pour le Défi « Écris ta série ! »

Le rapport sur la sensibilisation à l'écriture commandé par le CNC à Lorraine Sullivan, accompagnée par Caroline Benjo et Véra Peltélkian a permis de mettre en évidence que, dans un monde où tout est image, l'apprentissage de l'écriture audiovisuelle, donc dramaturgique et créative, doit commencer au plus jeune âge, comme l'apprentissage élémentaire de la lecture et de l'écriture. Pour apprendre à décrypter les images, le mieux est encore d'apprendre à créer un récit en images.

À la suite de ce rapport, le CNC a réuni des enseignants, des scénaristes, des diffuseurs, des producteurs pour imaginer des ateliers de sensibilisation à l'écriture scénaristique.

En 2021, en s'appuyant sur des structures présentes sur tout le territoire, le CNC a proposé aux jeunes, en et hors temps scolaire, des ateliers de sensibilisation à l'écriture scénaristique et a lancé un défi à tous les jeunes de 15 à 18 ans, le défi d'écrire leur série.

Le CNC a consacré 1 M€ à cette opération dans le cadre du plan de relance.

Cette opération est un grand succès.

– Toutes les régions de métropole et d'outre-mer et 75 % du territoire sont concernés.

– Le défi : « Écris ta série ! » mobilise, d'octobre 2021 à mai 2022, 113 classes et 35 groupes hors temps scolaire.

– 335 projets reçus qui seront départagés par un jury professionnel en 2022.



Écris ta série !
© CNC

Promouvoir la diversité des œuvres sur tout le territoire

Des festivals dans toutes les régions

Afin de favoriser l'exposition et la diffusion des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, le CNC soutient une quarantaine de festivals d'intérêt national et international notamment le Festival de Cannes, Séries Mania à Lille, le Festival international du film d'animation d'Annecy, le Festival international du court métrage de Clermont-Ferrand, le Festival Premiers plans d'Angers et le Festival international du film de la Rochelle. En 2021, les festivals n'ayant pu se tenir en raison de la crise sanitaire ont trouvé des solutions alternatives en reportant l'événement ou en organisant des projections et des débats sous forme dématérialisée, et le CNC a poursuivi son engagement auprès d'eux à ce titre.

Par ailleurs, depuis 2018, le CNC finance, en lien avec les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) du ministère de la Culture, chargées de l'instruction des demandes, plus d'une centaine de festivals à rayonnement régional consacrés au cinéma, à l'audiovisuel, aux nouveaux médias et aux expériences numériques. Ces festivals participent d'une animation culturelle du territoire et valorisent, grâce à leur maillage, les œuvres auprès du plus large public.

En 2021, le CNC a maintenu toutes ses subventions aux festivals (9,2 M€).

Des relais de diffusion pour toutes les œuvres

Le CNC soutient des associations et des manifestations nationales promouvant des œuvres peu diffusées, comme le documentaire, le court métrage, l'animation ainsi que le cinéma expérimental, pour un budget de 2,2 M€ en 2021. Parmi ces associations, figurent notamment L'Agence du court métrage, Faites des courts, fête des films (FCFF), l'Association du cinéma indépendant pour sa diffusion (Acid), l'Association française du cinéma d'animation (Afca).

Des médiateurs dans les salles de cinéma

Depuis 2017, le CNC a proposé aux régions (dans le cadre des conventions territoriales) l'emploi de médiateurs dans les salles de cinéma, afin de développer leur politique des publics notamment en direction des jeunes. En 2021-2022, 72 médiateurs répartis dans sept régions ont travaillé à l'animation et à la communication des salles pour renforcer leur attractivité auprès des différents publics.

Le coût global de cette action s'élève à 1,72 M€, dont 540 000 € du CNC.

Faire du cinéma un secteur exemplaire en termes d'engagement citoyen

Le CNC initie des manifestations ou soutient des associations dont l'objectif est d'aller à la rencontre des publics éloignés de l'offre cinématographique et audiovisuelle (quartiers défavorisés, monde rural, milieu pénitentiaire ou hospitalier…).

Les « Enfants des Lumière(s) » : une expérimentation pour aller vers les plus éloignés de la culture

Le programme Les Enfants des Lumière(s), initié par le CNC en 2015, en partenariat avec les académies de Paris, Versailles et Créteil, s'adresse aux classes des écoles élémentaires, collèges et lycées situés dans les réseaux d'éducation prioritaire ou en zone urbaine sensible. Il offre aux élèves un accès privilégié au cinéma par la découverte et l'analyse d'œuvres, ainsi que par la pratique créative.

Chaque classe participante bénéficie durant deux ans de l'accompagnement d'un réalisateur et d'une équipe de professionnels dans la découverte des métiers du cinéma et du processus de création. Chaque groupe réalise son propre court métrage dans des conditions quasi professionnelles.

En 2020-2021, douze classes ont participé au programme en travaillant sur l'écriture du scénario et sur la réalisation des films. Sept courts métrages ont été finalisés.

Le coût de cette opération pour le CNC s'élève à 94 000 €.

Actions en direction des personnes suivies par les associations de solidarité

En 2021, le CNC a préparé et expérimenté une action baptisée « Images de la culture pour tous » afin de permettre à 407 structures du champ social de diffuser auprès de leur public des films du catalogue Images de la culture. Cette expérimentation a permis une diffusion sur différents supports (2 107 lectures en streaming, 731 DVD et 226 liens de téléchargement pour des projections collectives).

Actions auprès des personnes hospitalisées et en situation de handicap

Le CNC soutient plusieurs associations : Rêve de cinéma, qui organise des projections de films destinées aux enfants malades dans les hôpitaux, Ciné-ma différence, qui agit en faveur du public en situation de handicap mental, Ciné-sens, qui accompagne notamment les professionnels dans l'accessibilité des œuvres et des salles pour personnes handicapées sensorielles, ou encore Rêve d'image, centre de ressources « cinéma et handicap » qui œuvre à l'accessibilité des films aux personnes handicapées sensorielles.

Le CNC dispose d'une page Accessibilité sur son site Internet, qui donne accès à de nombreux outils pratiques (liste des films accessibles, guide « Cinéma et accessibilité », etc.) Il a mis en place plus récemment de nouvelles mesures destinées à favoriser l'accès au cinéma pour les personnes en situation de handicap (accroissement de l'aide aux producteurs pour le sous-titrage, réalisation de fichiers de sous-titrage obligatoires pour la délivrance de l'agrément).

Actions en direction des personnes sous main de justice

Le CNC accompagne Des cinés, la vie !, un dispositif d'éducation à la citoyenneté pour des jeunes pris sous protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). En 2021, ce dispositif a permis à 420 jeunes de voter pour leur court métrage préféré dans 237 structures.

UNE POLITIQUE TERRITORIALE ARTICULÉE AVEC L'ACTION NATIONALE

La politique conventionnelle du CNC avec les collectivités territoriales initiée en 1989 vise à faire du secteur du cinéma et de l'image animée un pôle de développement culturel et économique local, à travers la coopération entre les collectivités territoriales et l'État. Elle couvre les domaines de l'aide à la création, à la production et à l'accueil des tournages, de l'éducation à l'image, de la diffusion culturelle, de l'exploitation cinématographique et du patrimoine cinématographique.

Les conventions triennales de coopération pour le cinéma et l'image animée conclues avec les régions et les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) constituent un instrument de dialogue, de négociation et de mise en œuvre des actions conjointes.

Le CNC n'accompagne plus seulement les régions sur la production mais aussi sur des soutiens en amont de la création (Talents en court, bourses de résidence) et en aval (soutien à l'emploi de médiateurs dans les salles de cinéma). Le CNC incite également les régions à impliquer leurs diffuseurs locaux dans la création (soutien aux œuvres financées par des télévisions locales).

Le nouveau cadre conventionnel établi en 2020 pour la période 2020-2022 a mis l'accent sur trois axes prioritaires d'actions appelant un cofinancement par le CNC :

– l'indépendance créative des auteurs et économique des entreprises ;

– l'internationalisation des œuvres et l'attractivité des territoires ;

– l'accès aux œuvres et la reconquête du jeune public.

Considérant les effets de la crise sanitaire sur la fréquentation cinématographique constatés sur l'année 2020 et 2021, ce dernier axe de reconquête du jeune public revêt un caractère plus prioritaire encore pour l'avenir.

Le champ conventionnel concerne 17 conventions regroupant 33 collectivités territoriales : 17 régions et DROM (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Corse, Grand Est, Guadeloupe, Guyane, Hauts-de-France, Île-de-France, Martinique, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur, La Réunion), dix départements (Alpes-Maritimes, Charente, Charente-Maritime, Dordogne, Drôme, Gironde, Haute-Savoie, Landes, Lot-et-Garonne, Seine–Saint-Denis), quatre agglomérations et métropoles (Eurométropole de Strasbourg, Valence Romans Agglo, Toulouse Métropole, Bordeaux Métropole) et deux communes (ville de Paris, ville de Bordeaux).

En 2021, le montant global des engagements inscrits dans les 17 conventions s'élève à 177,9 M€.

Au total, les montants engagés par le CNC dans le cadre de ces avenants financiers 2021 ont atteint 38,4 M€, dont 22,3 M€ pour les fonds d'aide à la création et à la production, 6,7 M€ pour la diffusion culturelle comprenant notamment le soutien à la relance des ciné-clubs (408 000 €) et 1,2 M€ pour le soutien direct à l'exploitation dont 540 000 € pour le soutien à l'emploi de médiateurs. Les engagements en faveur du patrimoine cinématographiques atteignent 2,2 M€.

Les montants engagés par les collectivités territoriales s'élèvent, quant à eux, à 129,2 M€ et ceux engagés par les DRAC à 10,4 M€.

Entre 2004 et 2021, les engagements de l'État (CNC+DRAC) ont été multipliés par quatre, passant de 10,1 M€ en 2004 à 48,75 M€ en 2021.

Sur la même période, les engagements des collectivités territoriales ont triplé (de 35,5 M€ à 129,2 M€). Tous partenaires confondus, les engagements sont passés de 45,6 M€ en 2004 à 177,98 M€ en 2021.

2022 marquera la dernière année de cette 6e génération de conventions.

CHAPITRE CINQ

L'innovation au service de la production et de la diffusion des œuvres



Le CNC accompagne la transformation numérique des filières du cinéma, de l'audiovisuel et du jeu vidéo en étant à l'avant-poste de l'évolution des technologies et des usages qui impactent l'écriture, la fabrication et la diffusion des œuvres. La création, en août 2019, de la direction du numérique au CNC est une réponse directe aux mutations du paysage audiovisuel où les technologies numériques ont pris une importance stratégique. Cette direction a également la charge de la transformation numérique de l'établissement, via la conception et le déploiement des systèmes d'information.

Par ailleurs, la direction du numérique, via son soutien historique aux industries techniques et à leurs évolutions, s'occupe de promouvoir dans le monde la France comme une des meilleures terres de tournage et de création, dotée de paysages exceptionnels, de crédits d'impôt compétitifs, ainsi que de nombreux talents dans les domaines de la production, des effets visuels, de l'animation ou du jeu vidéo.



TEMPS FORTS

> Lancement en janvier 2021 d'un appel à projets exceptionnel, doté de 10 M€, pour soutenir des projets d'investissement technique concourant à la modernisation numérique et durable de l'appareil de production français, qu'il s'agisse des plateaux de tournage ou des studios de production numérique et de postproduction, dans un contexte de fort développement de la demande d'œuvres (explosion du marché mondial de l'audiovisuel, entrée en vigueur du décret SMAD).

> Création en 2021 du service de l'attractivité à la direction du numérique, qui reprend et amplifie les missions précédemment opérées par l'association Film France.

> En 2021, la reconquête et la fidélisation du public jeune ont continué d'être des enjeux transversaux, nécessitant de trouver de nouvelles formes de transmission qui mêlent expérience numérique et lieu physique.

> En septembre, la mise en ligne des registres du cinéma et de l'audiovisuel (RCA), vieux de 77 ans, sous forme dématérialisée, a été l'une des étapes décisives de la transformation numérique du CNC au bénéfice des professionnels.

MODERNISER L'APPAREIL DE PRODUCTION FRANÇAIS

Nous sommes actuellement dans un contexte d'explosion de la demande en œuvres, à la fois lié à la croissance du marché audiovisuel au niveau mondial, et tiré par les nouvelles obligations de financement des plateformes numériques mises en œuvre par le décret SMAD. Ce sont des opportunités sans précédent auxquelles nous pouvons répondre si nous investissons dans la modernisation de notre écosystème créatif.

En renforçant notre appareil de production, nous levons toutes les barrières techniques, financières, géographiques pour permettre aux créateurs, aux cinéastes, de raconter dans les meilleures conditions possibles les histoires qu'ils veulent porter sur les écrans en France et dans le monde.

Dans le domaine des studios de tournage, la France est en retard par rapport à ses voisins européens pour des raisons culturelles (héritage de la Nouvelle Vague favorisant le tournage en décors naturels) et économiques (les studios français ne possèdent pas leur foncier). Dans le domaine de la production numérique (animation, VFX, jeu vidéo), la France bénéficie de savoir-faire reconnus et d'écoles parmi les mieux classées au monde, mais la très forte compétition internationale impose d'investir pour conserver cette avance.

L'appareil de production de films et d'œuvres français (studios, moyens de tournages, VFX, postproduction son et image) est dans une phase de transformation profonde et a fait l'objet de mesures successives et d'intensité croissante de l'État visant à sa modernisation.

Nous voulons continuer d'être un pays où la production indépendante est forte et trouve sur le territoire les moyens techniques, industriels et humains pour créer des œuvres ambitieuses, tout en attirant à nous les plus grandes productions internationales.

Le soutien financier aux industries techniques

Les industries techniques, qui fournissent l'infrastructure et les prestations indispensables à tout projet relevant du cinéma, de l'audiovisuel et de l'image animée, occupent une place essentielle dans la chaîne de création et l'attractivité des territoires.

Le soutien financier aux industries techniques s'adresse aux projets à même de renforcer la compétitivité et la structuration de cette filière composée principalement de prestataires du cinéma et de l'audiovisuel. Le dispositif s'appuie sur une large palette d'outils, qui permet au CNC d'aider, en subvention, aussi bien des dépenses d'investissement que la mise en relation avec de nouveaux clients ou partenaires, ou encore des expérimentations techniques. En 2021, le soutien aux industries techniques a accompagné 100 projets pour un montant de 5,3 M€.

Les aides à la création visuelle et sonore par l'utilisation des technologiques numériques de l'image et du son

Les aides à la création visuelle et sonore soutiennent les œuvres qui mettent les technologies numériques au service de l'excellence visuelle. Ainsi, elles ont pour objectif d'accompagner la montée en compétence des studios de fabrication et la valorisation de ces filières en France et à l'international.

Le dispositif se décline en deux volets :

– Une aide sélective qui valorise la dimension créative dans l'utilisation qui est faite des technologies numériques dans les œuvres d'animation et les œuvres de fiction ou documentaires ayant recours aux effets visuels numériques (VFX). Les projets soutenus se distinguent ainsi par leur excellence visuelle et la bonne adéquation entre le projet artistique et le projet technique. Une majoration de ce soutien est possible pour les longs métrages d'animation.

– Le volet automatique qui accompagne les œuvres qui ont massivement recours aux effets visuels numériques.

En 2021, 114 projets ont été accompagnés, représentant un soutien total de 13,6 M€.

Plusieurs titres à forte ambition se distinguent : *Infiniti*, série de science-fiction diffusée sur Canal+, le nouveau long métrage *Astérix et Obélix : l'Empire du Milieu*, réalisé par Guillaume Canet ou encore *Notre-Dame brûle*, réalisé par Jean-Jacques Annaud, ainsi que *La Montagne,* réalisé par Thomas Salvador, en compétition à la Quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes 2022. En animation, le long métrage *Sauvages !* de Claude Barras ainsi que *Mars Express,* réalisé par Jérémie Périn, ont également été soutenus.

Illusions perdues de Xavier Giannoli
© Curiosa Films/Gaumont Distribution



Un événement : le Paris Images

Le Paris Images est né en 2013 d'une réflexion initiée par le CNC avec pour ambition de réunir sous une même ombrelle les principales manifestations consacrées à la promotion des savoir-faire techniques de l'image et du son. Ainsi, il réunit cinq manifestations, aux thématiques complémentaires, destinées à promouvoir l'ensemble de la filière audiovisuelle et cinématographique française : les effets visuels avec le Paris Images Digital Summit (PIDS), l'écosystème des productions et des tournages avec le Paris Images Production Forum, les innovations technologiques dans le domaine de l'image de cinéma avec le Paris Images AFC Events, le rôle occupé par les techniciens français tout au long du processus de fabrication des films avec le Paris Images L'Industrie du rêve, et enfin, le Paris Images Conférences organisé par le CNC et Film France, et portant plus spécifiquement sur les enjeux d'attractivité. L'édition 2021 du Paris Images s'est tenue exclusivement en ligne, en raison de la situation sanitaire. Trente-trois conférences étaient proposées sur cinq jours, réunissant 10 000 visiteurs uniques.

GROS PLAN SUR…

le choc de modernisation de l'appareil de production et France 2030

Dans le cadre du plan de relance en faveur des filières du cinéma, de l'audiovisuel et du jeu vidéo, le CNC a lancé en janvier 2021 un appel à projets exceptionnel, doté de 10 M€, visant à accorder un soutien fort à des projets d'investissement technique qui concourent à la modernisation numérique et durable de l'appareil de production, dans un contexte de fort développement de la demande d'œuvres (explosion du marché mondial de l'audiovisuel, entrée en vigueur des obligations des plateformes, via le décret SMAD, en France).

Vingt projets ont reçu un investissement sans précédent pour doter la France d'un des meilleurs appareils de production cinématographique et audiovisuelle au monde, moderne et écologique :

– huit studios de tournages du XXIe siècle permettant la rénovation cumulée immédiate de 27 400 m² de plateaux, l'implantation de nouveaux grands plateaux de 3 000 m2 qui n'existaient pas en France jusqu'alors et la mise en place de backlots (grands terrains permettant de construire et stocker les décors). Ils amènent la construction pour la première fois en France de plateaux de production virtuelle (tournage en temps réel devant des écrans LED géants). Ces studios développent des pratiques écoresponsables en matière d'énergie, de limitation de l'artificialisation des sols, de recyclage des décors…

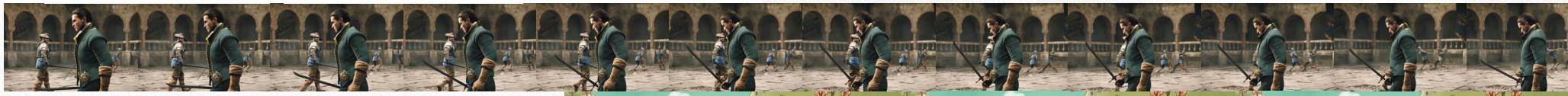
– douze projets de production numérique (animation, effets visuels et postproduction) : ces solutions innovantes, qui utilisent l'intelligence artificielle, préparent la conversion au rendu en temps réel, ou encore achèvent la virtualisation de l'infrastructure permettant de travailler à distance, accroissent considérablement les capacités de production tout en diminuant fortement leur empreinte carbone

Localisés dans huit régions françaises, dont un territoire d'outre-mer, ces projets et ces entreprises sont des révélateurs des dynamiques territoriales à l'œuvre, et confirment que le rayonnement de la filière dépasse largement le cadre de la région francilienne. Les rapprochements avec les organismes de formation sont également source de consolidation de ces écosystèmes locaux.

Ces projets vont permettre de créer plus de 2 000 emplois sur tout le territoire dans les trois prochaines années. À ces emplois directement salariés par les structures soutenues s'ajoute l'augmentation des capacités d'accueil des studios de tournage qui correspondent à la création supplémentaire de près de 5 000 emplois salariés par les sociétés de production qui louent ces espaces de tournage. Ces studios constituent donc de véritables pôles d'activité économique qui rayonnent sur les territoires dans lesquels ils s'inscrivent.

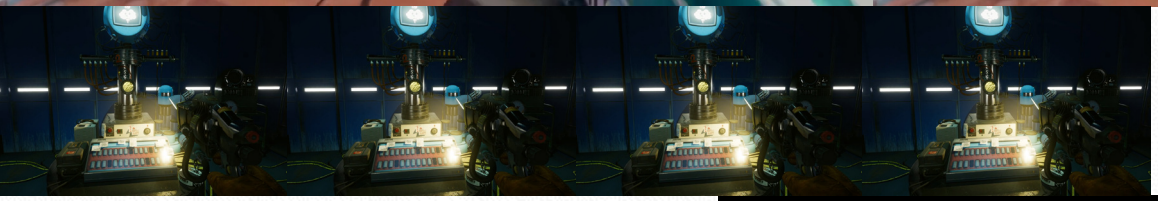
Annoncé en octobre 2021 par le président de la République et publié en avril 2022, l'appel à projets France 2030 « La Grande Fabrique de l'image » accompagne avec une ampleur inédite cette volonté de structurer l'appareil de production et de formation des professionnels en France. Grâce à ce plan, 350 M€ de subventions (hors fonds propres) seront consacrés à faire émerger le meilleur des studios de tournage, de production numérique (VFX, animation, jeu vidéo) et le meilleur de la formation, notamment dans trois territoires prioritaires (l'Île-de-France, l'arc méditerranéen et le Nord), avec pour ambition de faire de la France un des leaders mondiaux de la production d'ici 2030. Le CNC, la Caisse des dépôts et le Secrétariat général pour l'investissement opèreront la mesure dès 2022.

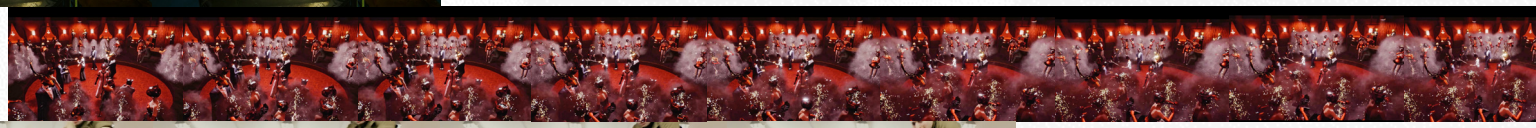


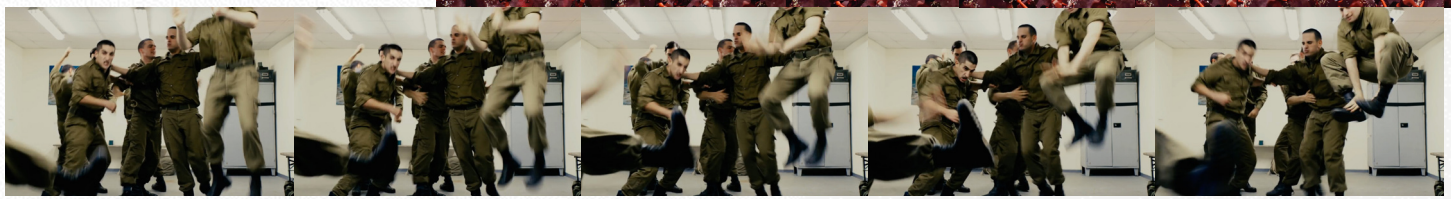












RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ INTERNATIONALE DES FILIÈRES DE L'IMAGE

La France est un pays très attractif pour la localisation de tournages de films et de séries internationaux qui viennent profiter des savoir-faire français techniques et créatifs, et d'un crédit d'impôt international très compétitif, récemment revalorisé.

L'année 2021 est celle de tous les records avec des dépenses de tournages internationaux de près de 400 M€, en augmentation de +62 % par rapport à 2019.

Le CNC agit pour la promotion de cette attractivité internationale auprès des donneurs d'ordre étrangers et a internalisé ces missions jusqu'ici dévolues à l'association Film France pour y consacrer plus de moyens.

Le crédit d'impôt international : des conditions attractives pour les productions internationales

Le crédit d'impôt international est un dispositif d'incitation fiscale visant à attirer en France des productions d'initiative étrangère, en permettant à la société de production exécutive française de défiscaliser 30 % des dépenses éligibles réalisées en France.

Les productions d'initiative étrangère, réalisées en France pour partie ou en totalité, se sont considérablement développées ces dix dernières années. Alors que jusqu'en 2009, date d'entrée en vigueur du crédit d'impôt international, la France accueillait chaque année une centaine de jours de tournages étrangers, ce chiffre a connu une croissance exponentielle jusqu'à atteindre 1 889 jours de tournage en 2021. Sur cette même année, le nombre de projets internationaux ayant bénéficié du crédit d'impôt international s'établit au nouveau record de 92 productions, pour des dépenses de 398 M€, en hausse de +62 % par rapport à 2019 avant la crise.

Les plus grands réalisateurs ont tourné en France ces dix dernières années : Woody Allen (*Minuit à Paris*), Martin Scorsese (*Hugo Cabret*), Christopher Nolan (*Dunkerque*), Ridley Scott (*Le Dernier Duel*), Wes Anderson (*The French Dispatch*) ou encore Tom McCarthy (*Stillwater*). Ces productions internationales majeures tournent partout en France, et génèrent des retombées économiques directes et indirectes très significatives, comme notamment le tourisme. Elles s'appuient également sur les compétences des producteurs exécutifs et des équipes techniques françaises, et participent directement de l'internationalisation de ces métiers.

Dans le même temps, les projets d'animation – long métrages ou séries audiovisuelles – ont progressé fortement, achevant d'imposer l'animation française comme une filière d'excellence attractive, tant d'un point de vue technique que créatif. C'est à Paris que le studio Illumination MacGuff (désormais Illumination Studios Paris), qui emploie plus de 900 personnes, a créé et produit les œuvres phares *Moi, moche et méchant* et *Tous en Scène* pour Universal, ou encore que le studio Fortiche a produit la série *Arcanes*, adaptée de l'univers du jeu vidéo *League of Legends*, pour Netflix et Riot Games. L'animation est devenue si incontournable qu'elle représente près de la moitié des promesses de dépenses engagées par ces productions d'initiative étrangère, s'établissant à 185 M€ pour les seuls projets agréés en 2021.

Le développement des productions internationales est enfin une opportunité majeure pour les studios de prestation d'effets visuels numériques, dont l'excellence technique et créative est également reconnue mondialement. Ce nouveau marché permet ainsi de développer l'activité de ces studios, de monter des équipes capables de travailler sur des productions particulièrement ambitieuses et d'adopter les méthodes de travail des majors américaines, ce qui concourt activement à la maturation industrielle et à l'internationalisation de la filière. Afin d'accélérer cette dynamique de croissance, le crédit d'impôt international a été renforcé en 2020 pour permettre aux productions internationales qui réalisent plus de 2 M€ de dépenses d'effets visuels en France d'accéder à un taux majoré de dix points, soit à un taux de défiscalisation relevé de 30 à 40 %. En deux ans, ce dispositif extrêmement attractif a convaincu huit productions internationales de réaliser des travaux d'effets visuels en France, à l'instar du film de Ridley Scott, *Le Dernier Duel*, tourné en Dordogne et dont les travaux de traitement numérique ont été confiés à Technicolor.

Le Dernier Duel, de Ridley Scott
© 20th Century Studios



L'intégration au CNC des missions de promotion de l'attractivité internationale

L'attractivité internationale de la France dans les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel et du jeu vidéo est devenue un enjeu stratégique majeur, dans le contexte de l'explosion de la demande de contenus corrélée au développement des plateformes de streaming internationales.

Poursuivant un objectif de rationalisation de l'action publique, en même temps que le renforcement des moyens budgétaires et humains au service de la promotion de l'attractivité du territoire, le CNC a créé le 1er novembre 2021 le service de l'attractivité qui reprend et amplifie les missions précédemment opérées par l'association Film France (déjà financée très majoritairement par le CNC).

Les principales missions de ce service sont les suivantes :

– l'information et le conseil aux professionnels français et étrangers sur les conditions de tournage et de production en France (animation, VFX, postproduction et jeu vidéo) ;

– la promotion du territoire francais à travers la participation à des manifestations, des publications, des campagnes de communication ;

– l'animation du réseau des commissions du film composé de 35 opérateurs locaux, présents sur tout le territoire, dédiés à l'accueil des tournages ;

– l'expertise et l'instruction des dossiers du crédit d'impôt international, dispositif fiscal dont l'objectif est d'attirer en France des productions d'initiative étrangère.

Ce travail d'accompagnement et de promotion s'appuie sur des outils comme la base des lieux de tournage qui référence l'ensemble des décors et plateaux de tournage présents sur tout le territoire national, en collaboration étroite avec les représentants locaux.

Le CNC entend désormais jouer un rôle d'impulsion et de coordination de l'ensemble des réseaux et acteurs qui œuvrent en faveur du renforcement de l'attractivité internationale : le réseau des commissions du film présentes sur tout le territoire, mais aussi le réseau des attachés culturels, les partenaires institutionnels (Business France pour l'implantation des entreprises et Atout France dans le domaine du tourisme), et les représentants professionnels des métiers du tournage et de la production numérique.

Cette réorganisation est en outre l'opportunité d'enclencher de nouvelles actions dès 2022, notamment financées via les crédits du plan France Relance, en initiant une grande campagne de promotion de l'attractivité tout au long de l'année, en assurant une représentation permanente à Los Angeles, et en étendant le périmètre de cette mission d'attractivité au jeu vidéo.

The Serpent Queen
© Lionsgate Television



SOUTENIR LE JEU VIDÉO : UN ENJEU CULTUREL ET INDUSTRIEL MAJEUR

Le jeu vidéo est la première pratique culturelle en France avec 38 millions de joueurs et un marché de 5,6 Mds € en forte croissance depuis plusieurs années (+5 % par an en moyenne depuis cinq ans). Les nouvelles consoles (dont la Nintendo Switch) et le jeu mobile ont beaucoup démocratisé cette pratique, et le joueur type n'a plus le profil du « gamer » des années 2000 : il s'agit désormais d'une pratique qui touche autant les femmes que les hommes, et l'âge moyen du joueur régulier est de 38 ans, même si la pratique est encore plus puissamment ancrée chez les jeunes (90 % des moins de 35 ans sont joueurs).

À l'échelle mondiale, le jeu vidéo est de loin la première industrie culturelle, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 175 Mds € annuels. Le secteur est actuellement au cœur de grands mouvements de consolidation industrielle. Comme dans l'audiovisuel, la demande de contenus explose, à la faveur de la croissance naturelle du marché qui pourrait compter 400 millions de joueurs supplémentaires ces trois prochaines années, mais aussi du développement du « cloud gaming » et des plateformes de jeux en streaming disponibles par abonnement. Dans ce contexte, la sécurisation de l'accès aux contenus et aux talents devient particulièrement stratégique. Enfin, l'industrie du jeu vidéo joue un rôle moteur dans l'évolution des technologies et des usages, et se trouve actuellement au centre du développement des métavers.

Dans ce contexte particulièrement évolutif et concurrentiel, le CNC opère depuis 2008 des aides à la création qui poursuivent un double objectif culturel et industriel.

Le crédit d'impôt jeu vidéo (CIJV)

Sur l'enjeu industriel, le crédit d'impôt jeu vidéo permet à des entreprises actives dans ce secteur et installées en France de déduire de leur impôt 30 % des dépenses de création d'un jeu. Depuis sa mise en place en 2008, ce dispositif a bénéficié à plus de 150 studios de développement de jeux vidéo faisant partie du tissu vivant et pluriel des entreprises au service de la création. Depuis son renforcement en 2017 (passage du taux de 20 à 30 %), le crédit d'impôt a fait la démonstration de son efficacité en parvenant à attirer des productions aux budgets de plus en plus élevés, favorisant l'emploi, la structuration du secteur et le succès mondial de créations originales développées en France. Ce dispositif représente un soutien financier annuel de 50 M€ en moyenne.

En 2021, 38 nouveaux projets ont obtenu un agrément provisoire, représentant des promesses de dépenses en France qui s'élèvent à 155 M€.

Le Fonds d'aide au jeu vidéo (FAJV)

Sur l'enjeu artistique, le Fonds d'aide au jeu vidéo (FAJV) octroie des aides sélectives destinées à soutenir la création et l'innovation à tous les stades de la fabrication d'un jeu. En 2021, 46 projets ont été soutenus pour un investissement total de 4,1 M€. 25 projets ont bénéficié de l'aide à la préproduction, pour un montant global de 1,85 M€ € et 21 projets ont été soutenus en production, au titre de l'aide à la création de propriété intellectuelle, pour un montant global de 1,77 M€.

En 2019, le CNC a lancé une nouvelle aide à l'écriture spécifiquement destinée aux auteurs de jeux vidéo. En 2021, 31 projets ont été soutenus pour un montant global de 198 000 €.

Le FAJV accompagne une grande diversité de jeux, de tous genres et destinés à tous types de plateformes (mobiles, PC, consoles, VR).

Deathloop
© Arkane Studios





STIMULER L'INVESTISSEMENT DANS LA R&D CRÉATIVE ET TECHNOLOGIQUE

Le CNC accompagne depuis quinze ans les œuvres de création numérique dans ses évolutions technologiques successives, et se concentre désormais – en plus des soutiens au jeu vidéo – sur les œuvres immersives et l'émergence des métavers.

En plus des soutiens aux œuvres elles-mêmes des aides à l'innovation permettent d'accompagner des projets technologiques mettant l'innovation au service des filières de l'image. En particulier, des projets basés sur l'intelligence artificielle, les technologies de la blockchain ou les NFT (jetons non fongibles) ont été soutenus et répondent à des enjeux de production ou de diffusion.

Enfin, des dispositifs de formation et de stimulation de l'innovation ont été mis en place pour accompagner la transformation numérique des exploitants de salle et des distributeurs, au service de la reconquête des publics notamment jeunes.

Les aides à la création numérique

Le CNC opère deux aides à la création numérique qui poursuivent un objectif de renouvellement créatif, en croisant les univers artistiques, les nouvelles technologies et les nouveaux usages. Ces aides favorisent notamment l'émergence d'œuvres immersives, actuellement au cœur des enjeux du développement des métavers.

Le Dicréam (Dispositif pour la création artistique multimédia et numérique) est un fonds d'aides sélectives qui encourage le développement de pratiques artistiques instaurant un dialogue entre différents champs de la création contemporaine. Le fonds s'envisage avant tout comme un lieu de recherche qui interroge de façon expérimentale la question de l'écriture et des usages numériques (blockchain, intelligence artificielle, assistant personnel, etc.). Les projets soutenus relèvent principalement de l'art contemporain, du spectacle vivant (danse, théâtre, musique) et de l'image animée.

Ce dispositif, géré par le CNC, fait l'objet d'un partenariat avec le ministère de la Culture et le Centre national du livre.

En 2021, 101 projets ont été soutenus pour un investissement global de 910 500 €.

Le fonds d'aide aux expériences numériques, lancé en 2018, soutient les œuvres audiovisuelles portant une démarche de création interactive et/ou immersive. Ainsi, les œuvres en réalité virtuelle représentent 65 % des projets soutenus et les narrations interactives sur les réseaux sociaux plus de 20 %.

Le fonds est ouvert aux auteurs et aux producteurs et peut intervenir à toutes les phases de réalisation d'un projet, en écriture, en développement et en production. En 2021, 62 projets ont été soutenus pour un investissement global de 2,47 M€.

GROS PLAN SUR…

la création immersive et le développement du métavers

Depuis l'émergence des premiers casques de réalité virtuelle en 2014, le CNC soutient des œuvres et des solutions techniques dans le domaine de la création immersive. La réalité virtuelle désigne couramment l'expérience d'immersion visuelle totale dans une image à 360° en prise de vues réelles ou en images de synthèse, au moyen d'un casque (Oculus, Sony ou HTC, pour ne citer que les principaux constructeurs). L'expérience peut être interactive par le mouvement du regard, l'utilisation de manettes, ou encore par la mobilité physique qui autorise un déplacement dans l'espace réel et virtuel.

Ce nouveau format de création suscite un fort intérêt des créateurs venus de différentes disciplines : jeu vidéo, arts plastiques, théâtre, BD et cinéma – à l'instar de l'installation *Carne y Arena,* de Alejandro González Iñárritu qui a marqué l'édition 2017 du Festival de Cannes. La scène française est mondialement reconnue et bénéficie d'une très belle exposition dans les grands festivals de cinéma internationaux qui proposent une sélection de projets en VR comme Sundance, Tribeca et Venise. Le soutien du CNC se révèle déterminant dans l'existence de cette « French Touch » qui conjugue créativité et excellence technologique.

Près d'un Français sur deux (40 %) a déjà fait une expérience de réalité virtuelle, et la quasi-totalité des sondés savent de quoi il s'agit. C'est l'expérience collective dans des lieux culturels (cinémas, musées, parcs de loisirs…) qui est actuellement plébiscitée. Ainsi, plusieurs œuvres immersives conçues pour être représentées en public dans des lieux physiques rencontrent actuellement un vrai succès public. On peut citer notamment *Le Bal de Paris*, conçu et réalisé par la chorégraphe Blanca Li, ou *Éternelle Notre-Dame*, réalisé par la société Emissive. Suivant cette même tendance, des institutions muséales proposent désormais des expositions immersives, faisant appel à plusieurs techniques et pratiques (écrans interactifs, dispositif d'affichage à 360°, video mapping sur de grandes surfaces), à l'instar de *La Joconde, exposition immersive* à Marseille, conçue par le Grand Palais Immersif, ou encore des expositions proposées par l'Atelier des Lumières à Paris. Ainsi, la création immersive peut prendre des formes très diverses, qui peinent encore à s'inscrire dans un marché stabilisé, mais qui présentent toujours un fort potentiel de développement porté par l'appétence du public.

Les acteurs de la création immersive sont, au même titre que les professionnels du jeu vidéo, particulièrement bien positionnés pour participer au développement des « métavers » : ces mondes virtuels en trois dimensions, spatialisés, dans lesquels l'utilisateur peut vivre une expérience sociale complète, en temps réel et en interconnexion avec les autres utilisateurs. Souvent présentés comme le futur de l'Internet, ces métavers peuvent offrir des nouveaux espaces de présentation publique des œuvres, allant du spectacle vivant augmenté à des expositions ou visites virtuelles de lieux du patrimoine, en y introduisant une logique de ludification à même de séduire un important public, notamment celui des 15-35 ans déjà très familiarisé avec ce type de représentation et d'interaction présente dans les jeux vidéo en ligne.

Le Bal de Paris, de Bianca Li
© Fabrique d'Images/Backlight



Les technologies du Web3 soutenues par le RIAM

Grâce au réseau Recherche et innovation en audiovisuel et multimédia (RIAM), créé en 2001, les entreprises du secteur du cinéma, de l'audiovisuel ou du jeu vidéo peuvent solliciter tout au long de l'année un soutien pour leurs activités de recherche et développement. Le programme, qui fait l'objet d'un partenariat entre le CNC et Bpifrance depuis 2007, intervient dans un périmètre large, couvrant à la fois la production, le traitement, la distribution et la publication d'images et de sons.

En 2021, 19 projets ont été soutenus à hauteur de 2,3 M€, dont 1,3 M€ de subventions du CNC. La plupart des projets font intervenir des enjeux technologiques dont l'assemblage est en train de construire le Web 3.0 : intelligence artificielle, temps réel, blockchain ou encore NFT.

GROS PLAN SUR…

les usages de la blockchain

La blockchain (ou chaîne de blocs) désigne une solution technologique décentralisée de stockage et de transmission de l'information. Il s'agit en pratique d'une vaste base de données partagée et d'un registre qui contient l'historique de tous les échanges effectués entre ses utilisateurs depuis sa création. Chaque ajout ou modification d'une information constitue une transaction (soit un nouveau bloc qui rejoint la chaîne de blocs existante) qui fait l'objet d'une validation par l'ensemble du réseau. Ainsi, la blockchain permet à ses utilisateurs d'échanger des actifs traçables (tokens) de manière transparente et sécurisée.

Ces caractéristiques permettent notamment de calculer et automatiser des transactions grâce à la technologie des « smart contracts ». Ainsi, appliquée au secteur de l'audiovisuel, la blockchain apparaît comme l'opportunité de renforcer la sécurité et la transparence du financement des œuvres, qui fait intervenir de nombreux acteurs positionnés à différents endroits de la chaîne de valeur, et de simplifier et automatiser le partage de revenus au moment de l'exploitation de l'œuvre. À travers ses aides à l'innovation, le CNC soutient et stimule le développement de projets technologiques portées par des entreprises françaises qui se saisissent de ces enjeux et proposent des solutions qui répondent ou anticipent les besoins du marché.

La blockchain permet également de générer des actifs numériques (aussi appelés tokens ou jetons) qui peuvent avoir (ou non) une valeur monétaire (cryptomonnaie). Les NFT (non-fungible tokens ou jetons non-fongibles en français) sont ainsi des certificats d'authenticité uniques qui permettent de garantir la propriété exclusive d'un objet numérique (comme une œuvre d'art par exemple, ou des cartes à collectionner).

Les NFT peuvent apporter une réponse à l'érosion de certains financements traditionnels dans le secteur, et permettre de maintenir la diversité et l'indépendance de la production. Ce nouveau mode de financement innovant doit donc être un sujet d'attention pour la filière. De même, les NFT peuvent aussi être un moyen de développer le marketing des films, en mobilisant une communauté autour de la production et de l'exploitation d'une œuvre.

Enfin les métavers peuvent être un nouveau moyen de diffusion des films ou d'expériences à vivre autour des œuvres. Beaucoup de jeunes vont aujourd'hui dans des univers virtuels comme *Fortnite* ou *Minecraft*, et ce phénomène pourrait grandir à l'avenir.

Il s'agit donc en pratique d'un nouvel outil marketing et financier pour les films, participant pleinement du travail de promotion du film en amont et en aval de la sortie.

DÉVELOPPER L'OFFRE VIDÉO DANS L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE

Le CNC accompagne l'évolution du marché de la vidéo, qui s'accélère depuis 2017, année de bascule où le chiffre d'affaires de la vidéo en ligne a été supérieure au chiffre d'affaires de la vidéo physique. Les aides destinées aux éditeurs concourent ainsi au développement de l'offre légale, mais aussi au développement d'offres VàD de complément portées par des acteurs français, aux côtés des géants américains du secteur.

Les aides à la diffusion en vidéo à la demande (VàD)

L'aide sélective à la diffusion en ligne destinée aux détenteurs de droits et aux éditeurs de plateformes a bénéficié à plusieurs centaines d'œuvres en 2021, pour un total de 1,9 M€. Parmi les 35 éditeurs emblématiques soutenus figurent la plateforme orientée millenials, Brut X, celle du cinéma pour enfants, Benshi, ou encore la plateforme du cinéma indépendant UniversCiné.

Mis en place fin 2014, un mécanisme de soutien automatique génère, pour les plateformes, des droits à soutien proportionnels au chiffre d'affaires réalisé sur les films récents agréés par le CNC. Une majoration est prévue en faveur de la vidéo à la demande en téléchargement définitif. En 2021, les plateformes ont réinvesti dans ce cadre 2 M€ dans la diffusion VàD.

Les aides à l'édition en vidéo physique

Le CNC attribue des aides sélectives à l'édition en vidéo physique (DVD, Blu-ray) en fonction de l'intérêt culturel des œuvres présentées, indépendamment de leur genre, de leur format ou de leur nationalité. La qualité éditoriale et technique des projets, les conditions économiques de leur diffusion et leur accessibilité aux personnes en situation de handicap sont d'autres critères importants de sélection. En 2021, 788 projets, en majorité des éditions d'œuvres cinématographiques de longue durée dont des œuvres du patrimoine cinématographique, ont été soutenues pour un total de 4,3 M€.

Il existe également un dispositif de soutien automatique, qui récompense les investissements réalisés dans l'édition de films récents agréés par le CNC par une subvention à réinvestir dans de nouveaux films. Le droit à soutien est attribué au prorata du chiffre d'affaires réalisé sur les œuvres génératrices. En 2021, les éditeurs vidéo ont ainsi réinvesti 0,3 M€ dans l'achat de droits d'exploitation vidéo.

Le service de référencement de la vidéo à la demande

En partenariat avec l'ensemble des plateformes françaises, le CNC a mis en place en 2015 un service de référencement de la VàD en ligne, qui permet à tout instant de savoir si une œuvre cinématographique ou audiovisuelle est accessible de manière légale sur Internet et où la trouver. En 2021, plus de 23 000 films étaient disponibles sur un total de 70 000 références, ainsi que 17 500 épisodes de séries et 4 000 documentaires. Ce service est accessible directement à l'adresse (http://vad.cnc.fr) ou à travers des plateformes partenaires, comme Allociné et Sens Critique. Il est également accessible sous forme de vignette active pour les internautes éditant des sites ou des blogs de cinéphilie.



Deathloop
© Arkane Studios

GROS PLAN SUR…

la diffusion culturelle : appel à projets pour les 15-25 ans

Dans le cadre du plan de relance, le CNC a lancé un dispositif exceptionnel, au printemps dernier, pour faire émerger des nouvelles pratiques et actions de diffusion culturelle auprès du public jeune.

Doté de 2 M€, cet appel à projets a permis d'accompagner 35 projets novateurs portés par une diversité d'acteurs (exploitants de salles de cinéma, producteurs, musées, associations ou festivals), dont la plupart se déploient sur trois ans et sont répartis sur tout le territoire.

La reconquête et la fidélisation de ce public jeune est un enjeu qui traverse toutes les filières de l'image, et nécessite de trouver de nouvelles formes de transmission qui mêlent expérience numérique et lieu physique. Ainsi, les projets soutenus ont en commun d'infiltrer la culture numérique, qui structure les pratiques culturelles et les modes de sociabilité de cette génération, au bénéfice de la fréquentation d'un lieu où l'image projetée et l'expérience culturelle deviennent collectives.

CHAPITRE SIX

Faire rayonner nos œuvres et défendre la création indépendante dans le monde



Le CNC participe à l'élaboration et à la gestion de la politique européenne dans le secteur cinématographique et audiovisuel, au financement et à la gouvernance du fonds Eurimages du Conseil de l'Europe. Il promeut la diversité culturelle dans les enceintes multilatérales (OMC, Unesco…). Il est responsable de la négociation et du suivi des accords bilatéraux de coproduction entre la France et les pays étrangers et de la convention de coproduction du Conseil de l'Europe. Il gère l'aide aux cinémas du monde (en partenariat avec l'Institut français) ainsi que des fonds d'aide à la coproduction avec quatre pays (Allemagne, Italie, Portugal, Tunisie). Il encourage l'exportation des œuvres cinématographiques et audiovisuelles françaises et leur diffusion dans le cadre de festivals internationaux. Il mène une intense politique de coopération avec les pays à l'industrie émergente. Il conduit de nombreuses actions de promotion de la francophonie.

En 2021, après une année fortement marquée sur le plan mondial par la pandémie et la mise en place d'outils spécifiques pour faire face au ralentissement de l'activité, l'action internationale du CNC s'est redéployée tous azimuts pour accompagner la relance de l'industrie et du rayonnement des œuvres françaises.



TEMPS FORTS

› **2021 a été une année importante pour l'exception culturelle française** par la réforme et la publication des décrets SMAD, TNT et câble-satellite, assurant la transposition de la directive SMA dans le droit français. Ces décrets précisent les obligations de contribution à la production cinématographique et audiovisuelle française et européenne des éditeurs de services de télévision et de médias audiovisuels à la demande, français et étrangers.

› Pour renforcer la place des œuvres françaises à l'international, le CNC a accompagné le rapprochement d'Unifrance et de TV France International qui s'est traduit par la fusion des deux associations en juin 2021. La **nouvelle entité Unifrance** a pour objectif d'accompagner la reprise de l'export des œuvres françaises par une stratégie globale et un plan d'action ambitieux de reconquête des marchés prioritaires, soutenus à hauteur de **3 M€** par le plan de relance mis en place par le CNC.

› Toujours dans le cadre du plan de relance, l'**aide aux cinémas du monde a bénéficié d'une dotation exceptionnelle de 2 M€** permettant de mieux accompagner les projets soutenus. Par ailleurs, elle a fait l'objet d'une réforme entrée en vigueur le 1er juin 2021, suite au remplacement du décret portant sa création en 2012 par une convention conclue entre le CNC, l'Institut français et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, laquelle inclut la création du 3e collège dédié à l'aide après réalisation.

POLITIQUES EUROPÉENNES ET RÈGLEMENTATION RELATIVE AUX AIDES

Le CNC est chargé, en liaison avec les autres directions du ministère de la Culture, de la définition et de la mise en œuvre de la politique audiovisuelle au niveau européen.

Au niveau national

Le CNC participe, aux côtés du ministère, aux négociations et à l'élaboration de la réglementation déterminante pour le secteur. À ce titre, l'année 2021 est marquée, d'une part, par la transposition des directives Services de médias audiovisuels (SMA) et Câble-Satellite, via la publication de plusieurs décrets d'application qui modernisent le cadre des obligations de contribution à la production audiovisuelle et cinématographique et l'adaptent à l'ère numérique, et, d'autre part, par la transposition des dispositions de la directive droit d'auteur.

S'agissant du soutien à l'industrie, les régimes d'aides mis en œuvre par le CNC sont analysés au regard de la réglementation européenne relative aux aides d'État et font l'objet d'une sécurisation permanente. Le CNC participe en outre aux négociations et à l'élaboration des règles sur les aides d'État. À ce titre, en 2021, le CNC a continué à défendre une politique ambitieuse, aux côtés du ministère de la Culture, pour répondre aux besoins des professionnels du secteur touchés par la crise sanitaire. Des mesures complémentaires aux mesures 2020 ont été adoptées et sécurisées au niveau européen afin d'accompagner la reprise de l'industrie (prolongation du rehaussement des taux d'intensité, renforcement supplémentaire des aides aux exploitants, aux distributeurs, etc.). Ces mesures s'inscrivent dans le cadre du plan national de relance et de résilience, élaboré en 2020 et approuvé par la Commission européenne en juin 2021.

Le CNC défend également une évolution de la règlementation en faveur de la diversité culturelle européenne, de la protection de la production indépendante et de l'œuvre européenne, de la sauvegarde des actifs culturels stratégiques et de l'accès le plus large possible du public, dans toute sa diversité, aux œuvres. À cet égard, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, prévue en 2022, le CNC a préparé en 2021 un événement sur les enjeux du secteur audiovisuel devant se tenir dans ses locaux le 25 janvier 2022. Le CNC contribue également à la rédaction du projet de conclusions de la présidence française du Conseil de l'Union européenne présenté en 2022 aux États membres. Ce texte précisera les priorités de la présidence en matière culturelle, définira les actifs culturels stratégiques et mettra en avant la question de la souveraineté culturelle européenne.

Au niveau européen

Le CNC s'appuie sur un travail très étroit avec ses partenaires des autres États membres, sur une concertation permanente avec les organisations professionnelles et sur une approche fine des institutions européennes.

Dans ce contexte, le CNC suit activement les discussions autour du géo-blocage, lancées par la Commission européenne en octobre 2021, où les associations et les organismes représentatifs du secteur de l'audiovisuel sont invités à proposer des mesures et/ou des solutions pour encourager la circulation des œuvres en Europe. Il est également attentif aux évolutions des négociations sur les projets de texte initiés par la Commission européenne, le Digital Services Act et le Digital Market Act. Ces derniers sont censés créer un nouveau cadre règlementaire applicable aux grandes plateformes qui opèrent sur le marché numérique européen.

Le CNC supervise en outre les évolutions du programme de financement Europe Créative et travaille à le rendre le plus efficace et pertinent possible pour les professionnels. Chaque année, le CNC contribue ainsi à la préparation du programme de travail MEDIA et siège, avec le ministère de la Culture, au comité de gestion du programme, préparé en lien avec les professionnels concernés. Ce comité rassemble la Commission européenne et les délégations nationales.

Enfin, l'association des CNC européens, l'EFAD, constitue un relais solide à Bruxelles et permet de coordonner, au niveau européen, une position politique des agences de films sur divers sujets industriels et politiques.

La direction des affaires européennes et internationales ainsi que la direction financière et juridique du CNC entretiennent ainsi un dialogue permanent avec l'ensemble des institutions et organisations européennes pertinentes.

GROS PLAN SUR…

la transposition des directives européennes « SMA » et « droit d'auteur » :

Dans le cadre de la transposition de la directive SMA, les trois décrets qui précisent les obligations de contribution à la production des éditeurs de services de télévision et de médias audiovisuels à la demande — les décrets SMAD, TNT et câble-satellite — ont été réformés et publiés dans leur nouvelle version 2021.

Le décret SMAD n° 2021-793 du 22 juin 2021 est désormais applicable aux services de médias audiovisuels à la demande établis hors de France mais qui ciblent notre territoire, tels que Netflix ou Disney +. Les obligations de contribution à la production prévues sont ambitieuses et sans équivalent en Europe avec à la fois :

– un taux de contribution des plateformes de 20 ou 25 % de leur chiffre d'affaires en France avec un niveau élevé de préfinancement des œuvres et une part importante réservée aux œuvres d'expression originale française ;

– une contribution d'obligation minimale en faveur du cinéma ;

– un sous-quota important dédié à la production indépendante autour d'une définition stricte de l'indépendance tant par rapport aux œuvres qu'aux entreprises qui les produisent.

De même, les services de télévision établis à l'étranger mais ciblant le territoire français et diffusés sur des fréquences autres qu'hertziennes sont désormais soumis aux obligations de contribution à la production.

Les obligations de contribution à la production des services de télévision ont été réformées par les nouveaux décrets TNT n° 2021-1926 du 30 décembre 2021 et câble-satellite n° 2021-1924 du 30 décembre 2021. Le régime de contribution des services de télévision a été modernisé et en partie harmonisé avec le régime prévu pour les services de médias audiovisuels à la demande.

Parallèlement, l'ordonnance n° 2021-580 du 12 mai 2021 a transposé la directive droit d'auteur en prévoyant notamment :

– un mécanisme de transparence renforcé concernant les données d'exploitation des œuvres sur les services de médias audiovisuels à la demande ;

– un mécanisme d'incitation à la négociation d'accords professionnels conformément à la directive, afin d'assurer la pleine effectivité de la rémunération proportionnelle des auteurs.



Julie (en 12 chapitres), de Joachim Trier
© Memento Distribution

COPRODUCTION, COOPÉRATION ET CINÉMAS DU MONDE

les accords de coproduction internationaux

Bien que la crise sanitaire ait ralenti le travail de modernisation des accords de coproduction, nous avons néanmoins pu signer deux accords avec la Macédoine du Nord et avec le Canada, le premier à l'occasion de la visite du ministre macédonien des Affaires étrangères, Monsieur Bujar Osmani, à Paris, le 23 février 2021, le second selon une procédure inédite de signature par correspondance et à l'occasion de vidéoconférences entre Madame Roselyne Bachelot, ministre de la Culture française, et son homologue canadien, Monsieur Steven Guilbeault, aux mois de mai et juin 2021 (voir le focus sur cet accord). La France compte en 2021 des accords de coproduction cinématographique avec 59 pays, ce qui la place au premier rang mondial.

Par ailleurs, de nombreuses négociations ont eu lieu pendant l'année 2021, qui permettront la signature d'un peu moins de dix accords de coproduction en 2022. Il convient par ailleurs de se réjouir de l'organisation, au mois de novembre 2021, malgré des conditions difficiles d'accueil des étrangers en France pendant la pandémie, d'un atelier de coproduction franco-serbe ayant permis aux porteurs de six projets de longs métrages de rencontrer des professionnels français du cinéma.

GROS PLAN SUR…

le nouvel accord de coproduction entre la France et le Canada

Historiquement, la France et le Canada étaient liés par deux accords de coproduction, l'un relatif aux œuvres cinématographiques, conclu le 30 mai 1983, l'autre relatif aux œuvres télévisuelles, signé le 11 juillet 1983. Bien qu'ils aient fait l'objet de modifications en 1989 et 2000, ces textes anciens n'étaient plus adaptés à l'environnement réglementaire et technologique d'aujourd'hui. Par ailleurs, la révolution numérique a conduit, d'une part, à accentuer les convergences entre le cinéma et l'audiovisuel, d'autre part, à faire émerger les plateformes de vidéo à la demande comme un mode de diffusion majeur des œuvres.

Les autorités françaises et canadiennes ont donc décidé de remplacer les accords de 1983 par un accord unique couvrant toutes les œuvres réalisées en coproduction entre les deux pays, qu'elles soient destinées à une première diffusion dans les salles de cinéma, sur un service de télévision ou sur un service de médias audiovisuels à la demande. En ce qui concerne la France, il s'agit du tout premier accord de ce type.

À l'issue d'une négociation menée par le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) et le ministère du Patrimoine canadien, un nouvel accord a été signé le 28 juillet 2021 entre les gouvernements français et canadien.

L'accord est entré en vigueur le 1er mai 2022, se substituant aux deux accords de 1983 qui ont été abrogés.

Il en est attendu une augmentation sensible du nombre des coproductions officielles franco-canadiennes, notamment grâce à l'élargissement du spectre des œuvres couvertes par l'accord.

L'aide aux cinémas du monde (ACM)

Créée en 2012, l'aide aux cinémas du monde, cogérée par le CNC et l'Institut français, est dédiée à la coproduction internationale avec la France et à la promotion de la diversité cinématographique mondiale. Elle permet de soutenir des projets de long métrage de cinéastes du monde entier, avant ou après réalisation.

En 2021, 55 longs métrages ont bénéficié de l'aide aux cinémas du monde, dont 46 fictions, 7 documentaires et 2 films d'animation. 45 d'entre eux ont été soutenus avant réalisation, 10 après réalisation.

Sur le plan de la présence en festival, 2021 a été une nouvelle année remarquable pour l'aide aux cinémas du monde : à la Berlinale, *Natural Light,* de Dénes Nagy (Hongrie) a remporté l'Ours d'argent de la meilleure réalisation, et *Taste,* de Lê Bao (Vietnam) a obtenu le Prix spécial du jury (Encounters). Parmi les différentes sections du Festival de Cannes, quinze films soutenus étaient présents dont six en compétition officielle : *Un héros,* d'Asghar Farhadi (Iran) s'est vu décerner le Grand Prix, *Le Genou d'Ahed,* de Nadav Lapid (Israël) et *Memoria,* d'Apichatpong Weerasethakul (Thaïlande) ont remporté le Prix du jury ex-aequo, *Julie (en 12 chapitres),* de Joachim Trier (Norvège) a été récompensé par le Prix d'interprétation féminine, *Haut et Fort,* de Nabil Ayouch (Maroc) a reçu le Prix du cinéma positif, et *La Fièvre de Petrov,* de Kirill Serebrennikov (Russie) a obtenu le Prix CST de l'artiste technicien. Sur les trois films sélectionnés à la Semaine de la critique : *Plumes (Feathers)* du cinéaste égyptien Omar El Zohairy s'est distingué en remportant le Grand Prix et le Prix de la Fipresci. À la Mostra de Venise, huit films figuraient parmi les sélections dont deux en compétition : *Il buco* de Michelangelo Frammartino (Italie), Prix spécial du jury, et *Le capitaine Volkonogov s'est échappé,* de Natalia Merkoulova et Alexeï Tchoupov (Russie), mais aussi quatre films étaient en lice dans la section Orizzonti dont *White Building,* de Kavich Neang (Cambodge), Prix d'interprétation masculine et *Le Grand Mouvement,* de Kiro Russo (Bolivie), Prix spécial du jury.

En 2021, douze films soutenus par l'aide aux cinémas du monde étaient par ailleurs candidats pour l'Oscar du meilleur film en langue étrangère, dont *Julie (en 12 chapitres),* de Joachim Trier, présenté par la Norvège, qui a obtenu une nomination dans cette catégorie, mais aussi une nomination pour l'Oscar du meilleur scénario original.

L'objectif de diversité géographique est plus qu'atteint puisque depuis la création de l'aide aux cinémas du monde ont été soutenus des films de cinéastes de 105 nationalités différentes. Ainsi ont été soutenus en 2021 des auteurs de pays aux cinématographies émergentes comme le Bhoutan, la Birmanie, le Kirghizstan, Madagascar, la Mongolie et le Venezuela. L'aide aux cinémas du monde contribue ainsi de manière significative au rayonnement culturel de la France et à sa tradition d'ouverture universelle aux cinéastes et au cinéma d'auteur international.

Dans le cadre du plan de relance mis en place par le CNC pendant la crise sanitaire, l'aide aux cinémas du monde a bénéficié d'une dotation exceptionnelle de 2 M€ permettant de mieux accompagner les projets soutenus.

Par ailleurs, elle a fait l'objet d'une réforme entrée en vigueur le 1er juin 2021. Le décret ayant créé l'aide aux cinémas du monde en 2012 a été remplacé par une convention conclue entre le CNC, l'Institut français et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. La commission chargée de sélectionner les projets à soutenir se compose désormais de trois collèges. Le premier collège est compétent pour examiner les demandes d'aide avant réalisation présentées pour les premiers et deuxièmes films de long métrage des réalisateurs. Le deuxième collège examine les demandes d'aides avant réalisation présentées pour les œuvres de réalisateurs plus expérimentés. Le troisième collège examine les demandes d'aide après réalisation, quelle que soit l'expérience du réalisateur (auparavant les demandes d'aide après réalisation étaient examinées par le 1er ou le 2e collège).



La Fièvre de Petrov de Kirill Serebrennikov
© BAC Films

Les fonds d'aide bilatéraux

La coproduction franco-italienne

Avec la signature, en 2019, d'une nouvelle convention entre le ministère italien de la Culture et le CNC, le dispositif de soutien au codéveloppement de projets cinématographiques a été renforcé, en élargissant l'aide au développement aux séries audiovisuelles, et en créant, pour les longs métrages, un volet d'aide à la coproduction, permettant d'accompagner les projets à un stade plus avancé, avec la possibilité d'accorder des montants d'aide jusqu'à 200 000 €. En 2021, deux commissions se sont tenues et onze projets ont été soutenus.

– Sept projets (cinq fictions, deux documentaires) dont deux majoritaires français et cinq majoritaires italiens ont bénéficié d'une aide à la coproduction pour un soutien financier du CNC à hauteur de 364 500 €.

– Onze projets (sept fictions, quatre documentaires) dont deux séries audiovisuelles ont été soutenus en développement dont quatre d'initiative française et sept d'initiative italienne pour un soutien du CNC à hauteur de 135 500 €.

La coproduction franco-allemande

L'aide franco-allemande entre le CNC et la Filmförderungsanstalt (FFA), dite mini-traité franco-allemand, ouverte aux longs métrages de cinéma, a soutenu treize projets en 2021.

– Neuf projets (sept fictions, un documentaire, une animation) dont six majoritaires français et trois majoritaires allemands ont bénéficié d'une aide à la coproduction pour un montant de 1,385 M€ de la part du CNC.

– Quatre projets ont été soutenus au stade du développement, dont deux fictions, une animation et un documentaire pour un montant de 90 000 € de la part du CNC.

Trois projets soutenus par le mini-traité ont été sélectionnés à la Berlinale 2021 : *Rabiye Kurnaz contre George W. Bush,* d'Andreas Dresen et *AEIOU - Alphabet de l'amour,* de Nicolette Krebitz en sélection officielle et *À propos de Joan,* de Laurent Larivière dans la section Berlinale Special.

Trois projets soutenus par le mini-traité ont été sélectionnés au Festival de Cannes en 2022 : *Un beau matin,* de Mia Hansen-Love à la Quinzaine des réalisateurs, *Plus que jamais,* d'Emily Atef et *Retour à Séoul,* de Davy Chou à Un certain regard.

En ce qui concerne le fonds franco-allemand en codéveloppement de séries audiovisuelles de fiction entre le CNC, la région Grand Est et trois fonds régionaux allemands (NRW Filmstiftung, MFG Baden-Württemberg, FFF Bavière), un projet a été soutenu en 2021 pour un montant de 50 000 € répartis entre le CNC et la MFG. Compte tenu des résultats mitigés de ce fonds depuis sa création, la convention entre les partenaires a été résiliée en décembre 2021.

La coproduction franco-portugaise

Le fonds créé en 2014 par le CNC et son homologue portugais l'Instituto do Cinema e do Audiovisual (ICA) permet d'attribuer, avant réalisation, des subventions destinées à des œuvres cinématographiques de court et de long métrage entrant dans le cadre de l'accord de coproduction conclu entre la France et le Portugal le 10 octobre 1980. Au regard du bilan très satisfaisant de ce fonds, tant sur le plan artistique que sur le plan économique, les deux institutions ont décidé de le reconduire de 2017 à 2019 (convention signée le 6 juillet 2017), puis de 2020 à 2022. En 2021, parmi les 25 candidatures soumises, neuf projets ont bénéficié d'une aide (trois courts métrages – deux d'animation et une fiction – et six longs métrages – cinq fictions et un documentaire), portant à 77 le nombre de projets soutenus depuis 2014.

La coproduction franco-tunisienne

Dans le cadre des actions ambitieuses de la France en faveur du renforcement de la coopération culturelle avec la Tunisie, un fonds d'aide à la coproduction franco-tunisienne a été créé en 2017 pour une durée de trois ans. Le dispositif a été renouvelé pour trois ans de 2020 à 2022. En 2021, douze projets – dix fictions et deux documentaires – ont été déposés, parmi lesquels cinq majoritaires français et sept majoritaires tunisiens. Six projets ont été soutenus (cinq fictions et un documentaire), trois majoritaires tunisiens et trois majoritaires français, pour un montant de 300 000 € côté français, portant ainsi à 31 le nombre de projets franco-tunisiens soutenus en cinq ans.

Lingui, les liens sacrés, de Mahamat-Saleh Haroun
© Ad Vitam Distribution



La coproduction européenne avec Eurimages

La France est le premier pays contributeur à Eurimages, fonds du Conseil de l'Europe destiné à promouvoir des coproductions européennes de qualité et leur circulation à l'international, en volume financier comme en nombre de projets soumis. En 2021, la contribution française s'élève à 4,548 M€. Cette même année, parmi les 218 projets de long métrage candidats à Eurimages, 83 étaient en coproduction avec la France, 35 majoritaires et 48 minoritaires. 110 projets ont été soutenus en 2021, dont 44 en coproduction avec la France (17 majoritaires et 27 minoritaires). Parmi eux, on compte onze films soutenus par l'aide aux cinémas du monde, neuf par l'avance sur recettes, deux par l'aide à la création visuelle et sonore, deux par le fonds franco-grec, deux par le fonds franco-portugais, deux par le fonds franco-tunisien, un par le mini-traité franco-allemand et un par le fonds franco-italien.

En 2021, le taux de réussite global des projets à Eurimages est de 50 %, celui des projets français de 53 % (49 % pour les majoritaires et 56 % pour les minoritaires). Le montant estimé des aides revenant aux producteurs français s'élève à 5,106 M€ pour l'ensemble de l'année, ce qui fait de la France le premier bénéficiaire du fonds.

Au sein d'Eurimages, la France, représentée par le CNC, est également investie dans plusieurs groupes de travail ou de réflexion, liés notamment à l'élargissement d'Eurimages, à la promotion de la diversité au sein des équipes de tournage ou à l'évaluation de sa stratégie et la révision de son fonctionnement.

La politique de coopération

Le CNC mène une politique active de coopération cinématographique avec de nombreux pays. Axe complémentaire de nos dispositifs d'aides sélectives internationaux, la coopération représente un enjeu important de nos relations internationales avec le monde entier.

Dans la continuité du fonds d'urgence au cinéma libanais lancé en 2020, le CNC a poursuivi son action via, d'une part, le soutien à des projets structurants : subvention de 170 000 € à la structure Metropolis pour la construction à Beyrouth d'une cinémathèque comprenant une salle multi-écrans et attribution d'une bourse pendant les rencontres professionnelles Beirut Cinema Platform à hauteur de 8 000 € ; et d'autre part, l'accompagnement aux auteurs : résidence de Selim Mourad à la Cité internationale des arts, de Myriam El Hajj à la Cité également dans le cadre du programme Trame, de Farah Chaya au Groupe Ouest et de Nicolas Fattouh à la NEF Animation.

Sur un plan multilatéral, dans cette volonté de développer et de structurer notre coopération avec la francophonie, le CNC, la Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique), le Film Fund Luxembourg, la Société de développement des entreprises culturelles (Sodec - Québec), Téléfilm Canada et l'Office fédéral de la culture (Suisse) ont créé, il y a quelques années, un groupe de réflexion et d'échanges autour de sujets communs en faveur du soutien de la langue française comme outil de création et de promotion de la diversité culturelle. L'ambition de ce groupe des partenaires francophones est également de mettre en œuvre des actions de coopération afin d'encourager une politique francophone commune à travers des projets portés conjointement. Les Rencontres de la coproduction francophone se sont tenues à Bruxelles du 10 au 12 novembre 2021.



Beirut Hold'em
© Orjouane Productions

Le fonds pour la jeune création francophone

Lancé en 2018 et coordonné par le CNC, en partenariat avec le collectif Generation Films à Ouagadougou (Burkina Faso), administrateur du fonds, la Fédération Wallonie-Bruxelles et Wallonie-Bruxelles International (Belgique), le Film Fund Luxembourg, la Société de développement des entreprises culturelles (Sodec - Québec), Téléfilm Canada, les SACD en France, Belgique et Canada, TV5MONDE et France Télévisions, le fonds pour la jeune création francophone (FJCF) est destiné aux cinéastes et producteurs de 22 pays d'Afrique francophone subsaharienne ainsi que de Haïti. Le fonds vise à soutenir les projets de tous formats et genres, à tous les stades d'avancement (développement, production, postproduction) et à les accompagner dans leur diffusion.

Le succès rencontré les trois premières années s'est poursuivi en 2021 : 29 projets issus de 20 pays différents ont été soutenus.

En ce qui concerne les aides au développement, sur les 81 candidats, quatorze projets, quatre courts métrages, huit longs métrages et deux séries ont été soutenus. Les auteurs bénéficiaires sont issus du Burundi, de la République démocratique du Congo, de Côte d'Ivoire, de Guinée, de Haïti, du Mali, du Rwanda, du Sénégal et du Togo. Les projets lauréats se sont vu accorder un accompagnement personnalisé dans le cadre de l'une des résidences partenaires : le Céci au Moulin d'Andé, la Résidence des écritures francophones de La Rochelle, le Groupe Ouest en Bretagne, la Cité internationale des Arts à Paris (la NEF Animation), la résidence du CLOS Trégor Cinéma (France), l'INIS à Montréal, Dox Box (Allemagne), la Ruche documentaire (Maroc) et Sud Écriture (Tunisie). Deux projets ont reçu une aide en numéraire.

Les projets sélectionnés en production et postproduction bénéficient pour leur part d'un soutien financier : parmi les 51 projets reçus, 28 ont été soumis à la commission, 25 au stade de la production et 3 en postproduction, en provenance de treize territoires. Quinze projets ont été soutenus, treize en production (trois courts métrages, huit longs métrages et deux séries) et deux longs métrages en postproduction. Les bénéficiaires viennent de la République démocratique du Congo (un), de Côte d'Ivoire (un), de Guinée (un), de l'Île Maurice (un), de Madagascar (deux), du Rwanda (deux), du Sénégal (six) et du Tchad (un).

Les films terminés en 2020 et 2021 ont été présentés dans plusieurs festivals internationaux :

Freda, de Géssica Geneus (Haïti), également soutenu par l'aide aux cinémas du monde, a été sélectionné à Un certain regard au Festival de Cannes et a bénéficié d'une sortie dans les salles françaises où il a réalisé plus de 30 000 entrées. Le long métrage de fiction *Traverser,* de Joël Akafou (Côte d'Ivoire) a été sélectionné à la Berlinale, dans la section Forum, ainsi que le long métrage documentaire *Garderie nocturne,* de Moumouni Sanou (Burkina Faso) qui a également été présenté à Visions du réel et a remporté l'Etalon d'or du film documentaire au Fespaco 2021. *Après ta révolte, ton vote,* de Kiswendsida Parfait Kaboré (Burkina Faso) a obtenu le Grand Prix du meilleur espoir au Fespaco 2021. Enfin, le long métrage documentaire *Zinder* de Aïcha Macky (Niger) a été montré au Festival international du film francophone de Namur, à Visions du réel et au Fespaco.

La série TV *Mami Wata : le mystère d'Iveza,* créée par Samantha Biffot (Gabon), a quant à elle remporté le Prix de la meilleure série au Fespaco.





Freda, de Gessica Geneus
© Nour Films

Le programme Deental – ACP

Depuis juillet 2020 a été lancé le programme Deental-ACP, mis en œuvre par le CNC avec la contribution financière de l'Union Européenne (UE) et le soutien des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

D'un budget de 3 M€ sur quatre ans (2020-2023), dont 2,4 M€ financés par l'UE, le programme permet d'accorder des bonus financiers aux projets en provenance des pays ACP bénéficiaires de l'aide aux cinémas du monde ou du Fonds pour la jeune création francophone. Depuis le lancement du dispositif, 28 projets de quatorze pays différents ont bu bénéficier de ces bonus. Le premier projet soutenu par le programme Deental, *Nous, étudiants !,* de Rafiki Fariala (République centrafricaine) a été projeté en première mondiale à la Berlinale en février 2022.

Un second volet du programme comprend la mise en place d'actions visant à renforcer et structurer le secteur professionnel dans ces pays : des dispositifs sur mesure sont construits en lien avec des festivals en Europe (Festival de Cannes, Séries Mania, etc.) et dans les pays ACP (Fespaco, Dakar Court, RFC Madagascar, etc.) afin de permettre à des professionnels ACP de travailler sur leurs projets avec des mentors expérimentés, d'approfondir leurs connaissances du secteur et de construire un véritable réseau international.

En 2022, le CNC a remporté un second appel à projets européen afin de prolonger de deux ans le programme DEENTAL-ACP (2024-2025) et d'inclure deux partenaires internationaux pour les quatre ans à venir (2022-2025) : le fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (Fopica) du Sénégal et l'East African Documentary Film Fund (Docubox) du Kenya. Des bonus pourront désormais être appliqués sur certains appels à projets de ces fonds, et des actions en renforcement des capacités pourront être menées par ces partenaires.

© Dakar Court



EXPORTATION ET DIFFUSION À L'INTERNATIONAL

Aides à la promotion internationale des œuvres

En 2021, la mise en œuvre des mesures de renforcement des dispositifs de soutien à la promotion internationale des œuvres décidées dans le cadre du plan de relance s'est poursuivie.

Œuvres cinématographiques

Le fonds de soutien automatique à la promotion à l'étranger d'œuvres cinématographiques, lancé en 2017 à titre expérimental et pérennisé en 2020, a bénéficié d'une enveloppe complémentaire de 1,5 M€ pour atteindre un montant total de 7,6 M€.

Pour la première fois, le soutien généré a intégré deux nouvelles composantes de la mesure du succès international des œuvres venant compléter les entrées enregistrées en salle à l'étranger, à savoir, la circulation des films dans les grands festivals internationaux et leur diffusion en ligne sur les plateformes de vidéo à la demande par abonnement.

Les modalités de calcul du soutien généré au titre de l'exploitation commerciale des œuvres en salles ont également été modifiées afin de de tenir compte de la faiblesse du nombre d'entrées enregistrées en raison de la pandémie et de garantir un niveau de soutien équivalent à celui de la période ante-crise sanitaire.

Par ailleurs, afin de soutenir les sociétés exportatrices de films les plus fragilisées par la crise, au regard des pertes significatives de chiffres d'affaires enregistrées dans la filière, une aide exceptionnelle à la structure d'un montant global de 500 000 € a été validée par le conseil d'administration du Centre fin 2021. Une commission sélective ad hoc se réunira en juin 2022 pour examiner les demandes et décider de l'octroi des soutiens accordés dans ce cadre.

Œuvres audiovisuelles

Les mesures exceptionnelles, destinées à soutenir les efforts d'adaptation des méthodes de travail et d'innovation déployés par les entreprises de vente à l'étranger pour développer de nouveaux outils et renforcer les moyens numériques de promotion des programmes audiovisuels dans la période de prolongement de la crise et de sortie de crise sanitaire adoptées en 2020, ont été prorogées jusqu'à la fin 2021.

Le renforcement du soutien au doublage, permis par l'allocation en 2020 de 500 000 € supplémentaires dans le cadre du plan de relance, s'est poursuivi en 2021. Cet important poste de dépenses pour les exportateurs revêt un intérêt majeur pour la circulation des œuvres et la conservation de la propriété des versions linguistiques pour constituer des catalogues à forte valeur patrimoniale.

Toutefois, dans le contexte de prolongement de la crise sanitaire, les aides à la promotion et à la vente à l'étranger se sont élevées à 2,45 M€, en baisse par rapport à 2020. Quarante-six sociétés ont été soutenues pour la promotion de 499 œuvres audiovisuelles. Les demandes ont, en effet, été moins nombreuses s'agissant des frais engagés pour le marketing et la publicité de même que pour le doublage, compte tenu de l'absence de marchés physiques pendant la majeure partie de l'année et des retards de livraisons accumulé. En 2020, les aides à la promotion et à la vente à l'étranger se sont élevées à 2,6 M€, soit une augmentation de 8 % par rapport à 2019. Elles ont contribué à soutenir la promotion internationale de 474 œuvres audiovisuelles et 130 catalogues.

Après le repli observé en 2018, les ventes de programmes audiovisuels français à l'étranger sont reparties à la hausse atteignant 247,6 M€ (+11,7 %) en 2020. L'ensemble des flux à l'exportation s'élève à 457,8 M€, soit le double d'il y a dix ans.

Œuvres cinématographiques et audiovisuelles

Des prêts sont accordés aux sociétés d'exportation pour financer leur programme d'acquisition de droits d'exploitation d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles et des dépenses associées de promotion et de prospection à l'international par l'Ifcic. Depuis la fusion, en 2018, du fonds d'avance remboursable pour l'acquisition, la prospection et la promotion des œuvres cinématographiques, créé en 2013, avec le fonds prêt image animée de l'Ifcic, le CNC assure la gestion de l'octroi d'une clause d'allègement partiel et conditionnel susceptible d'être assortie au prêt et modulée pour les sociétés exportatrices de films en fonction du soutien automatique à la promotion des œuvres cinématographiques à l'étranger dont elles bénéficient.

En 2021, le nombre de prêts sollicités et accordés est resté faible, au niveau de celui de 2020, reflétant le ralentissement de l'activité du secteur. Deux sociétés exportatrices de films (quatorze en 2019) et deux sociétés exportatrices de programmes audiovisuels (sept en 2019) ont ainsi obtenu des prêts pour un montant total de 5,2 M€ et 750 000 €, respectivement.

Aide à la distribution, ACM Distribution

Pour la sixième année consécutive, le CNC a remporté l'appel à projets du volet Aide aux fonds de coproduction du sous-programme Media de la Commission Européenne qui a permis le renouvellement du fonds ACM Distribution. Le dispositif est destiné à soutenir et promouvoir la distribution et la circulation internationale des coproductions réalisées avec un pays extra-européen. Il a pour objectif d'aider les films soutenus à obtenir des sorties en salles dans un plus grand nombre de pays, à être davantage distribués sur des plateformes VàD nationales et internationales et à expérimenter des stratégies innovantes de distribution.

Au terme de cette année 2021, neuf stratégies de distribution coordonnées par des vendeurs français, allemands, grecs et italiens et impliquant 49 distributeurs partenaires ont été soutenues à hauteur de 400 000 €. Parmi les films soutenus figurent notamment *En route pour le milliard,* de Dieudo Hamadi, *La Nuit des rois,* de Philippe Lacôte et *Le Pardon,* de Behtash Sanaeeha et Maryam Moghaddam.

Soutien à la diffusion du cinéma français par les salles numérisées du réseau culturel français à l'étranger

Les salles du réseau culturel français à l'étranger jouent un rôle essentiel dans la diffusion internationale des films français et européens, en particulier dans les pays où leur distribution commerciale est limitée en raison de la faiblesse du nombre de salles ou de la diversité des œuvres disponibles sur les écrans. Leur numérisation constitue un enjeu pour le renforcement de leur programmation cinématographique ainsi que pour la promotion du cinéma français à l'étranger.

Depuis l'impulsion donnée en 2014 par le soutien exceptionnel (plus de 1,7 M€) du CNC, qui a permis d'équiper 21 salles du réseau culturel français ainsi que deux salles partenaires, La Rampa à La Havane et Al Kasaba à Ramallah, le mouvement de numérisation s'est poursuivi. Les salles numérisées représentent une capacité de plus de 13 000 places et sont réparties dans 39 pays de toutes les régions du monde.

Le CNC participe avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Institut français et Unifrance au comité de pilotage chargé d'accompagner la professionnalisation du réseau et le développement d'une programmation régulière et ambitieuse qui favorise la diffusion du cinéma français, donne le goût de la diversité et participe à la conquête de nouveaux publics, et en particulier du public jeune.

Des achats mutualisés de droits de diffusion culturelle pour l'Afrique subsaharienne sont coordonnés par le poste diplomatique à Abidjan. Les neuf salles marocaines fonctionnent comme un réseau national. Des synergies se développent également en Asie. Des formations sont régulièrement organisées par l'Institut français et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. En 2020 et 2021, à l'instar des circuits commerciaux, le réseau qui compte désormais 61 salles numérisées, dont trois labellisées par le réseau Europa Cinemas (Berlin, Prague et Bucarest), a été particulièrement affecté par la crise sanitaire. Ainsi, le nombre d'entrées enregistrées en 2020 a atteint 210 000 (contre 604 000 en 2019) pour 4 600 séances (11 000 en 2019) et 800 000 € de recettes (2 M€ en 2019).

GROS PLAN SUR…

la création d'un nouvel Unifrance en charge de la promotion internationale du cinéma et des œuvres audiovisuelles français

Le Centre a accompagné le rapprochement d'Unifrance et de TV France International qui s'est traduit par la fusion des deux associations en juin 2021, dans l'objectif d'accroître la force de frappe de la promotion des œuvres françaises à l'étranger par la mutualisation des moyens, la fourniture d'une vitrine et d'un interlocuteur uniques à nos partenaires étrangers. Le nouvel Unifrance devrait ainsi, au sortir de la crise sanitaire, accompagner la reprise de l'export des œuvres françaises par une stratégie numérique globale et un plan d'action ambitieux de reconquête des marchés prioritaires, soutenus à hauteur de 3 M€ par le plan de relance prévu par le CNC.

En outre, depuis 2019, le CNC a confié à Unifrance la gestion d'un dispositif d'aide à la distribution des œuvres cinématographiques à l'étranger, doté d'une enveloppe annuelle de 2,05 M€. Ce dispositif est destiné à soutenir les stratégies de promotion déployées par les distributeurs étrangers auprès du public à l'occasion de la sortie des films sur leurs territoires.

Les chiffres de 2020 et 2021 ont accusé une baisse compte tenu de la pandémie. Ainsi, en 2021, 140 distributeurs étrangers (202 en 2019) ont bénéficié d'un soutien pour accompagner 236 sorties en salle (312 en 2019) de 120 films (133 en 2019) sur plus de cinquante territoires.



Memoria de Apichatpong Weerasethakul
© Kick the Machine Films, Burning, Anna

7

CHAPITRE SEPT

L’activité juridique, reflet de l’action du CNC

Les différentes orientations ou décisions prises par le CNC en faveur du cinéma, de l'audiovisuel, de la création numérique ou encore du jeu vidéo trouvent leur traduction concrète dans l'aménagement des dispositifs d'aides et autres travaux législatifs et réglementaires. Cette activité juridique reflète une grande partie des actions du CNC.

Une activité extrêmement dense cette année encore, en raison de la crise sanitaire : 48 mesures apportant modification au règlement des aides financières ont été adoptées contre 38 en 2020.

L'AMÉNAGEMENT DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DES AIDES FINANCIÈRES DU CNC

Huit délibérations modifiant le règlement des aides financières du CNC (RGA) ont été adoptées en 2021 par le conseil d'administration du CNC. Ces huit délibérations ont donné lieu, au total, à l'adoption de 48 mesures : 37 sont liées à la crise sanitaire et ses conséquences sur le secteur du cinéma et de l'image animée et 11 concernent des dispositifs pérennes ou en créent de nouveaux.

Délibération n° 2021/CA/01 du 21 janvier 2021

Cinq mesures ont été adoptées, dont les trois suivantes :

– Mesure d'aménagement des critères d'éligibilité aux aides à la conception permettant d'une part, aux auteurs d'un film dont la sortie était programmée en 2020 mais n'a pas pu avoir lieu en raison de la situation sanitaire, de demander une aide à la conception en 2021 et d'autre part, aux auteurs d'un film dont la sortie a eu lieu en 2021 de demander une aide à la conception au cours de cette même année, sans devoir attendre l'année 2022 ;

– Mesure visant à convertir en subvention la part restant à rembourser au titre des années 2019, 2020 et 2021 des avances accordées aux exploitants de salles de cinéma dans le cadre du dispositif Cinénum (numérisation des salles) ;

– Mesure de soutien exceptionnel aux petites entreprises de distribution qui justifient d'un travail de qualité et dont l'activité a été particulièrement affectée par la crise, pour un montant maximum de 50 000 €.

Délibération n° 2021/CA/07 du 31 mars 2021

Huit mesures ont été adoptées, dont les quatre suivantes :

– Mesure permettant aux films ne faisant pas l'objet d'une première exploitation en salles mais sur un autre support (TV payante, vidéo à l'acte ou par abonnement) de conserver le bénéfice des aides du CNC, afin de limiter le risque d'encombrement des salles lors de leur réouverture au public ;

– Mesure visant à contribuer à compenser, par une dotation exceptionnelle de l'État, la baisse d'activité subie par les exploitants par le versement d'une aide dont le montant est déterminé au prorata de la part de marché respective de chaque établissement en fonction des crédits affectés à cette aide ;

– Mesure permettant d'intégrer dans le champ des œuvres difficiles pouvant bénéficier de la dérogation au seuil de 50 % d'intensité d'aides publiques, les œuvres cinématographiques éligibles aux aides sélectives à la distribution d'œuvres de répertoire qui présentent des difficultés particulières pour leur distribution eu égard à la nature du sujet traité ou à leurs conditions restreintes d'exposition en salles ;

– Aménagement de la mesure d'indemnisation exceptionnelle des frais d'édition et de promotion des distributeurs engagés pour des films sortis en période de couvre-feu ou dont la sortie était prévue en fin d'année 2020, afin d'alléger les tensions de trésorerie en procédant au versement de 60 % du montant de l'aide sans attendre que l'intégralité des factures ait été acquittée et en relevant à 100 % le taux d'intensité des aides publiques.

Délibération n° 2021/CA/18 du 27 mai 2021

Trois mesures ont été adoptées dont les deux suivantes :

– Mesure visant à inclure les salles exploitées en régie directe dans le champ du fonds de compensation de la perte de chiffre d'affaires des exploitants de salles de cinéma ;

– Aménagement du fonds d'indemnisation pour interruption ou report des tournages afin de prendre en compte, pour les films majoritairement français, les dépenses françaises effectuées dans un autre pays de l'Union européenne qui a mis en place des mesures comparables en termes de sécurité sanitaire.

Délibération n° 2021/CA/21 du 1er juillet 2021

Cinq mesures ont été adoptées dont quatre visant à proroger des dispositifs existants liés à la crise sanitaire.

La cinquième mesure est une réforme de fond consistant à moderniser à titre expérimental le dispositif de consultation dans le cadre de l'avance sur recettes, avec la création de quatre commissions au lieu d'une commission comprenant trois collèges. La mesure vise d'une part à une meilleure prise en compte des spécificités de chaque œuvre (création d'une commission dédiée aux 2e et 3e films) et d'autre part à une meilleure gouvernance grâce à la mise en place d'une coprésidence à la tête de chacune des commissions.

Délibération nº 2021/CA/25 du 29 juillet 2021

Huit mesures ont été adoptées dont les quatre suivantes :

– Création de quatre dispositifs d'aides distincts et complémentaires en faveur des exploitants de salles de cinéma : aide exceptionnelle aux groupements et ententes de programmation, aide sélective exceptionnelle aux exploitants particulièrement fragilisés, aide exceptionnelle de compensation des charges fixes et nouvelle aide transversale de compensation de la baisse d'activité des exploitants de salles de cinéma ;

– Mesure de majoration du soutien généré par les entrées en salles de cinéma pour les producteurs et les distributeurs d'œuvres cinématographiques, modulée sur différentes périodes ;

– Mesure d'aides aux entreprises de distribution particulièrement fragilisées avec d'une part, la mise en place d'un nouveau dispositif de soutien sélectif exceptionnel pouvant être attribué en fonction de la qualité du travail de distribution, des aides reçues et de la situation financière des entreprises et, d'autre part, la majoration des aides sélectives pour les films non agréés sortis entre mars et décembre 2021 ;

– Aide exceptionnelle aux entreprises de production particulièrement fragilisées par la crise mais qui sont restées actives, consistant à renforcer le soutien disponible sur leur compte automatique afin de leur permettre d'investir dans la production de nouvelles œuvres ;

– Création d'un fonds d'aides en faveur du développement de la cinéphilie du public jeune afin de récompenser les salles de cinéma qui auront mis en place entre le 1er octobre 2021 et le 30 septembre 2022 des actions d'animation, de communication, d'éducation et de programme à destination du public jeune (15-25 ans) et s'appuyant sur une programmation de films principalement recommandés d'art et essai.

Délibération nº 2021/CA/28 du 30 septembre 2021

Sept mesures ont été adoptées, dont les cinq suivantes :

– Aménagement du barème de points utilisé dans le cadre des aides à la production et à la préparation d'œuvres cinématographiques (barème de l'agrément) : intégration des techniciens de la postproduction son dans la catégorie des « techniciens cadres et collaborateurs de création » au sein du barème applicable en fiction et en documentaire afin de l'harmoniser avec la convention collective de la production cinématographique ;

– Mesure d'adaptation des dispositifs d'aides à la préparation des œuvres cinématographiques d'animation afin de mieux tenir compte de la spécificité des dépenses de préparation et des contraintes de financement des œuvres d'animation ;

– Modification de la période de référence prise en compte pour le classement et l'attribution des aides à l'art et essai en 2022 afin de tenir compte de la seconde fermeture administrative des salles et de neutraliser la période transitoire de reprise suivant la réouverture ;

– Mesure de rehaussement temporaire du montant des aides à la conception de projets attribuées aux auteurs d'œuvres de fiction et d'animation de 10 000 à 15 000 €.

– Mesure d'aide sélective exceptionnelle pour les agents artistiques, les agents de communication et les attachés de presse du secteur du cinéma (population traditionnellement non aidée par le CNC) via la création d'un fonds sélectif d'un montant de 2 M€. L'attribution des aides repose sur différents critères (perte de chiffre d'affaires, montant de soutien public reçu, niveau d'endettement, etc.).

Délibération nº 2021/CA/34 du 5 novembre 2021

Quatre mesures ont été adoptées, dont les trois suivantes :

– Création, à titre expérimental, d'un fonds sélectif pour la production d'œuvres audiovisuelles diffusées exclusivement sur les plateformes étrangères et qui ne sont pas financées par un diffuseur établi en France. Ce fonds a pour objet de soutenir les producteurs français indépendants de programmes diffusés sur les plateformes qui ciblent le territoire français. Les œuvres éligibles sont des œuvres à vocation patrimoniale qui doivent répondre à des critères tenant notamment, à l'indépendance et à la détention des droits ;

– Création d'une aide complémentaire à la nouvelle aide transversale de compensation de la baisse d'activité des exploitants de salles de cinéma (CA du 29 juillet 2021) attribuée au prorata de la part de marché de chaque établissement ;

– Mesures en faveur des distributeurs : majoration supplémentaire des taux de calcul du soutien généré au titre des entrées en salles réalisées entre le 14 juillet et le 28 septembre 2021 afin de tenir compte de la mise en place du passe sanitaire et création, pour les films non agréés, d'un mécanisme de « complément de prix » sur les entrées réalisées sur la même période par l'attribution d'une allocation directe dont le montant est fixé de manière dégressive jusqu'à 1 million d'entrées.

Délibération n° 2021/CA/38 du 9 décembre 2021

Huit mesures ont été adoptées, dont les six suivantes :

– Mesure de majoration supplémentaire des taux de calcul de soutien généré au titre des entrées en salles réalisées entre le 14 juillet et le 28 septembre 2021 en faveur des entreprises de production déléguées afin de tenir compte de la mise en place du passe sanitaire ;

– Mesure exceptionnelle d'aide, d'un montant de 5 000 €, aux auteurs de documentaires qui justifient avoir collaboré à l'écriture ou à la réalisation d'au moins une œuvre cinématographique documentaire ayant fait l'objet d'une sortie en salles de cinéma en 2020 ou en 2021 ou dont la sortie a été empêchée en 2020 ;

– Mesure d'élargissement de la liste des festivals de documentaires permettant au distributeur d'un film documentaire de solliciter un agrément de distribution ;

– Aménagement des critères d'éligibilité des aides financières à la production d'œuvres audiovisuelles afin d'ouvrir le bénéfice du soutien aux œuvres cofinancées par un diffuseur français et un diffuseur étranger faisant l'objet d'une première diffusion sur le service du diffuseur étranger ;

– Mesures en faveur des exportateurs avec d'une part, la modification des modalités de calcul du soutien généré en 2022 en retenant le cumul des entrées réalisées en 2020 et 2021 et d'autre part, la mise en place d'un dispositif d'aides sélectives exceptionnelles aux entreprises de vente à l'étranger particulièrement fragilisées dont l'activité a baissé de plus de 25 % ;

– Réforme des aides au court métrage avec la création de deux commissions pour examiner les demandes d'aides avant réalisation, afin de mieux prendre en compte l'hétérogénéité des projets, en distinguant les premiers films des autres films et avec le retour à un soutien sélectif pour les projets préfinancés par des éditeurs de services de télévision ou de services de médias audiovisuels à la demande en créant une commission dédiée.

PROLONGATION DES TROIS FONDS D'AIDES D'URGENCE AUX AUTEURS

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a particulièrement touché les auteurs dans leur activité quotidienne de création et a entraîné pour certains d'entre eux une situation économique critique.

En effet, interrompue brusquement lors du premier confinement, l'activité de production a par la suite fortement diminué et la prise de risque s'est montrée limitée alors que les revenus annexes, essentiels pour nombre d'auteurs, ont disparu, supprimant tout filet économique de sécurité, en particulier pour les auteurs disposant déjà de rémunérations faibles.

Aussi, en avril 2020, la SACD et la Scam ont pris l'initiative de mettre en place deux fonds d'aides d'urgence destinés à permettre aux auteurs d'œuvres audiovisuelles de faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire. Puis en octobre 2020, la Sacem a également mis en place un fonds d'aides similaire destiné aux auteurs de la composition musicale des œuvres audiovisuelles.

Le CNC a participé au financement de chacun de ces fonds.

Dans ce cadre, les auteurs concernés, qui ont connu une perte de chiffre d'affaires en 2020 et 2021 par rapport à une période de référence plus ou moins longue, selon leur choix (2019, 2018-2019 ou 2017-2019), peuvent se voir attribuer une aide au plus égale à 1 500 € au titre de chaque mois considéré.

Les délibérations n° 2021/CA/09, n° 2021/CA/10 et n° 2021/CA/11 du 31 mars 2021 ont autorisé la signature d'avenants à ces conventions afin de prolonger les trois fonds jusqu'en juin 2021.

LES MESURES RÉGLEMENTAIRES EN FAVEUR DE L'EXPLOITATION LIÉES À LA CRISE SANITAIRE

Différents décrets ont été adoptés afin de tenir compte, dans le cadre des dispositifs de régulation du secteur de l'exploitation et des aides des collectivités locales aux salles, des conséquences de la crise sanitaire.

La prolongation des délais de mise en œuvre des autorisations d'aménagement cinématographique

Les autorisations d'aménagement cinématographique, délivrées pour la création ou l'extension de certains établissements de spectacles cinématographiques (dits « multiplexes »), sont soumises à des règles de péremption. Celles-ci sont prévues à l'article R. 212-7-20 du Code du cinéma et de l'image animée. Pour les projets ne nécessitant pas de permis de construire, la mise en exploitation des salles doit ainsi intervenir dans un délai de trois ans à compter de la notification de la décision d'autorisation d'aménagement cinématographique. Lorsqu'un permis de construire est nécessaire pour la création d'un établissement de spectacles cinématographiques, il existe un système de péremption à double détente. D'abord, la demande de permis de construire complète doit être déposée dans les deux ans de la notification de l'autorisation. Ensuite, l'exploitation de l'établissement doit commencer dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle le permis de construire est devenu définitif.

Afin de neutraliser les retards pris dans les projets de construction ou d'extension des établissements de spectacles cinématographiques dus à la crise sanitaire, le décret n° 2021-181 du 18 février 2021 a prolongé d'une durée de douze mois les délais de mise en œuvre des autorisations d'aménagement cinématographique, en cours à leur date d'entrée en vigueur.

L'augmentation du taux de subvention des collectivités locales aux salles

En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, les communes, les départements et les régions peuvent attribuer des subventions aux exploitants de salles de spectacles cinématographiques. Seuls peuvent en bénéficier les établissements réalisant moins de 7 500 entrées en moyenne hebdomadaire ou faisant l'objet d'un classement art et essai. Dans ce cadre, le montant des subventions est plafonné à 30 % du chiffre d'affaires ou du coût du projet.

Afin de tenir compte de la baisse du chiffre d'affaires des cinémas, qui limite mécaniquement le montant des aides, de soutenir davantage les projets de rénovation et de modernisation des salles dans le cadre de la crise sanitaire, mais aussi d'inciter les cinémas à mettre en place des actions pour la reconquête de leur public, le décret n° 2021-602 du 17 mai 2021 a porté, jusqu'au 1er janvier 2023, à 60 % le taux maximal de subvention pouvant être accordé aux établissements de spectacles cinématographiques par les collectivités locales.

La prorogation des agréments des formules d'accès illimité au cinéma

L'agrément d'une formule d'accès illimité au cinéma est délivré pour une durée comprise entre deux et quatre ans. Or, il est progressivement apparu que le renouvellement des agréments accordés avant la crise sanitaire ne pourrait intervenir dans les temps initialement prévus, en raison du manque de visibilité sur la situation du marché de l'exploitation et sur la pertinence des données économiques nécessaires à l'analyse menée par le CNC pour accorder l'agrément. Se sont en outre ajoutées des difficultés d'organisation et de fonctionnement rencontrées par les émetteurs de formules dans la préparation de leurs dossiers de demande.

Afin de tenir compte de ces circonstances particulières, le décret n° 2021-1219 du 23 septembre 2021 a donc prorogé de quinze mois les agréments des formules d'accès au cinéma accordés avant l'instauration des premières mesures d'urgence sanitaire en mars 2020.

LA RÉFORME DES OBLIGATIONS D'INVESTISSEMENTS DES DIFFUSEURS

La directive européenne du 14 novembre 2018 relative à la fourniture de services de médias audiovisuels, dite directive SMA, autorise les États membres à imposer des obligations de financement de la production aux services établis dans un autre État membre mais qui ciblent leurs territoires.

Cette directive a été transposée en droit interne par l'ordonnance du 21 décembre 2020 prise en application de la loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (DDADUE) n° 2020-1508 du 3 décembre 2020.

Pour compléter cette transposition, trois nouveaux décrets précisent les obligations de financement de la production :

Le décret n° 2021-793 du 22 juin 2021 relatif aux services de médias audiovisuels à la demande, dit décret SMAD, prévoit des obligations de contribution à la production ambitieuses, sans équivalent en Europe :

– Le taux de contribution des plateformes est de 20 à 25 % de leur chiffre d'affaires en France selon leur positionnement dans la chronologie des médias, avec un niveau élevé de préfinancement des œuvres et une part importante réservée aux œuvres d'expression originale française ;

– Afin de préserver la création cinématographique, un couloir d'obligation spécifique est réservé à chacun des genres d'œuvres, audiovisuel et cinéma.

Le décret n° 2021-1926 du 30 décembre 2021 relatif à la contribution à la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre, dit décret TNT, modernise les obligations de financement des chaines de la TNT.

Enfin, le décret n° 2021-1924 du 30 décembre 2021 relatif aux éditeurs de services de radio distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), dit décret câble-satellite, parfait la transposition de la directive SMA à l'égard des chaînes de télévision étrangères ciblant le territoire français.

LA TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE DROITS D'AUTEUR

Le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique comportait une série de dispositions portant notamment sur la transposition de la directive européenne du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique. L'examen de ce projet de loi par l'Assemblée nationale a été interrompu par la crise sanitaire.

Compte tenu de l'urgence à assurer la transposition de la directive avant le 7 juin 2021, le gouvernement a été habilité à légiférer par ordonnances pour transposer cette directive par la loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (DDADUE) n° 2020-1508 du 3 décembre 2020.

Deux ordonnances ont été prises en application de cette loi.

L'ordonnance n° 2021-580 du 12 mai 2021 consacre trois avancées fondamentales en matière de droit d'auteur :

– Le renforcement des obligations de transparence relatives aux données d'exploitation des œuvres, notamment sur les services de vidéo à la demande ;

– Une responsabilisation accrue des plateformes de partage de contenus pour assurer un meilleur partage, au bénéfice des créateurs, de la valeur des contenus diffusés en ligne : la plateforme de partage de contenus doit obtenir une autorisation des titulaires de droits lorsqu'elle donne accès à des œuvres mises en ligne par ses utilisateurs. Elle doit fournir ses meilleurs efforts pour obtenir cette autorisation des titulaires de droits et pour lutter contre la présence de contenus non autorisés ;

– La consécration d'un droit à une rémunération juste et proportionnelle pour les artistes-interprètes et la réaffirmation de l'importance de cette rémunération pour les auteurs par l'incitation à la conclusion d'accords professionnels, actuellement en cours de négociation.

L'ordonnance n° 2021-1518 du 24 novembre 2021 vise à faciliter l'utilisation d'œuvres en introduisant de nouvelles exceptions au droit d'auteur et en facilitant l'octroi de licences pour permettre un accès plus large aux contenus.

LES MESURES FISCALES

Le décret n° 2021-1854 du 28 décembre 2021 a permis de mettre en œuvre les dispositions des articles 118 et 145 de la loi de finances pour 2021 prévoyant d'une part, d'étendre le crédit d'impôt aux œuvres d'adaptation audiovisuelle de spectacles et, d'autre part, de porter de 20 % à 25 % le taux du crédit d'impôt pour les œuvres audiovisuelles documentaires.

Ainsi, le décret a précisé et complété d'une part la liste des dépenses éligibles au crédit d'impôt en modifiant l'annexe III du Code général des impôts et, d'autre part, les critères d'éligibilité prévus par le Code du cinéma et de l'image animée, notamment par la mise en place d'un barème spécifique aux œuvres d'adaptation audiovisuelle de spectacles.

GROS PLAN SUR…

la protection des catalogues d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques françaises

Face au risque, que peut engendrer le transfert de propriété des œuvres françaises, de priver le public français de la possibilité d'y accéder, la loi n° 2021-1382 du 25 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique a instauré dans le Code du cinéma et de l'image animée un dispositif de déclaration préalable auprès du ministre de la Culture en cas de projet de cession d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle ou d'un catalogue d'œuvres à une personne qui ne se trouve pas dans le champ de l'obligation de recherche d'exploitation suivie prévue par l'article L. 132-27 du Code de la propriété intellectuelle.

Le ministre de la Culture dispose d'un délai de trois mois, à compter de la réception de la déclaration préalable effectuée par le cédant, pour se prononcer sur les conditions dans lesquelles l'obligation de recherche d'exploitation suivie peut être garantie par le cessionnaire. Avant l'expiration de ce délai, le ministre peut saisir une commission de protection de l'accès aux œuvres, qui, au terme d'une procédure contradictoire, peut imposer au cessionnaire des obligations destinées à garantir la recherche d'une exploitation suivie de l'œuvre, c'est-à-dire à garantir qu'une œuvre reste accessible au public.

CHAPITRE HUIT

Le CNC, ses ressources



Financé par des taxes spécifiques portant sur les différents modes de diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles, le CNC réinjecte ces sommes au profit de ces mêmes secteurs, au travers de nombreux dispositifs d'aide, sélectifs ou automatiques.

LES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

Le budget du CNC est financé à plus de 85 % par des taxes spécifiques qui lui sont affectées ; les autres ressources proviennent des remboursements d'aides ou d'avances, du versement de crédits fléchés et de quelques autres ressources propres (notamment les sanctions pécuniaires pouvant être prononcées par le CSA).

Le CNC a en outre reçu des dotations exceptionnelles de l'État afin de financer des mesures d'accompagnement du secteur dans le cadre de la crise sanitaire, pour un montant total de 431,5 M€ sur la période 2020-2022.

Les trois taxes affectées

Le fonds de soutien au cinéma, à l'audiovisuel et au multimédia que gère le CNC est financé pour l'essentiel par le produit de trois taxes qui lui sont directement affectées :

– **La taxe sur les entrées en salles de cinéma (TSA)** représente 10,72 % du prix de chaque entrée en salle de cinéma en métropole et 5 % dans les DOM.

– **La taxe sur les services de télévision (TST)** concerne à la fois les éditeurs (TST-E) et les distributeurs (TST-D).

o TST-E : pour les éditeurs, la taxe est assise sur les recettes de publicité et de parrainage (y compris sur les services de télévision de rattrapage), sur les recettes issues des appels surtaxés et SMS, sur le produit de la contribution à l'audiovisuel public (à l'exclusion de la part consacrée par France Télévisions à ses services de télévision spécifiques à l'Outre-mer) et sur les autres ressources publiques des chaînes. Son taux est de 5,65 %, identique à celui de la TSV depuis 2020.

o TST-D : pour les distributeurs de services de télévision (chaînes auto-distribuées, opérateurs satellitaires et opérateurs de télécommunication), la taxe est calculée, au-delà de 10 M€ de chiffre d'affaires, selon un barème progressif de quatre tranches (de 0,5 % à 3,5 %, et un taux marginal additionnel de 3,3 % pour l'auto-distribution).

– **La taxe sur les services vidéo physique ou en ligne (TSV)** est assise sur le chiffre d'affaires des secteurs de la distribution de vidéo physique (DVD, Blu-ray) et de la vidéo à la demande (VàD), française ou étrangère, à l'acte ou par abonnement, payante ou gratuite. Son taux est de 5,65 % depuis 2020. Le taux majoré de la TSV applicable aux opérations portant sur des contenus à caractère pornographique ou d'incitation à la violence est de 15 %.

En 2021, le produit brut des taxes encaissé par le CNC s'est élevé à 625,9 M€, en progression de 49 M€ par rapport à 2020 (576,9 M€) mais néanmoins toujours sensiblement inférieur à celui enregistré en 2019 (681,1 M€). Il se décompose comme suit :

– **Taxe sur les entrées en salles de cinéma :** 56,9 M€, soit près du double du niveau enregistré en 2020 (28,5 M€), année marquée par l'exonération de taxe et la fermeture administrative des salles. Toutefois, leur seconde fermeture (du 1er janvier au 19 mai 2021) et les restrictions sanitaires limitent le retour à un niveau de fréquentation normal. Le produit de la TSA demeure donc inférieur de 63 % à celui de 2019, dernière année d'avant la crise (154,4 M€).

– **Taxe sur les services de télévision :** 457,4 M€ (-0,8 % par rapport à 2020).

o La TST-éditeurs progresse légèrement de 2,2 M€ (+0,9 %) par rapport à 2020, en lien avec une baisse moins forte qu'anticipé du chiffre d'affaires publicitaire. Pour rappel, en 2020, le CNC a autorisé la modulation des acomptes pour les éditeurs fortement touchés par la crise sanitaire, permettant ainsi de lisser la baisse du rendement de la TST-E sur les exercices 2020 et 2021.

o La TST-distributeurs diminue de 5,9 M€ (-2,6 %) par rapport à 2020, année où le niveau d'encaissements avait été particulièrement élevé en raison de la correction de l'assiette déclarée par plusieurs redevables. Par ailleurs, le chiffre d'affaires 2020 des opérateurs télécom n'a pas été affecté par la crise sanitaire.

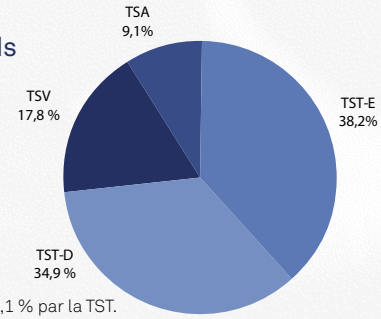
– **Taxe sur les services vidéo physique ou en ligne :** 111,6 M€, soit +24,3 M€ par rapport à 2020. Cette forte progression s'explique principalement et comme en 2020, par l'effet dynamique des confinements successifs sur les abonnements aux plateformes de vidéo à la demande.

Exécution du produit des taxes du fonds de soutien (M€)

	2019	2020	2021
TSA	154,40	28,51	56,92
TST	492,42	461,14	457,44
dont TST éditeurs	*298,71*	*236,74*	*238,95*
dont TST distributeurs	*193,71*	*224,40*	*218,49*
TSV	34,22	87,26	111,56
recettes diverses*	0,01	0,00	0,01
produit des taxes	681,05	576,91	625,93

* Sanctions pécuniaires auxquelles le CSA peut condamner les chaînes de télévision
Source : CNC — recettes exécutées.

Part des taxes dans le financement du fonds de soutien en 2021



Source : CNC.
Le fonds de soutien est financé à 73,1 % par la TST.

Les remboursements et reversements sur aides

Outre les taxes affectées, les ressources du CNC proviennent des remboursements au titre des aides versées sous forme d'avances (avances sur recettes, avances sur les soutiens automatiques à l'exploitation et à la production audiovisuelle, aides au développement de projets de long métrage, aides à la numérisation des salles et des œuvres) ainsi que des reversements sur subventions.

En 2021, les remboursements et reversements sur aides se sont élevés à un total de 53,3 M€, en diminution par rapport aux exercices antérieurs du fait du ralentissement de l'activité de l'ensemble du secteur. Ces crédits sont réinjectés dans les dispositifs de soutien et financent l'attribution de nouvelles aides.

Exécution des remboursements et reversements sur aides (M€)

	2019	2020	2021
Remboursements et reversements	90,44	68,01	53,34

Source : CNC — recettes exécutées

Les partenariats financiers

Six dispositifs sont par ailleurs cofinancés par le CNC : le dispositif pour la création artistique multimédia (Dicréam), l'aide aux cinémas du monde (ACM), ACM Distribution, le fonds pour la jeune création francophone, le fonds Afrique-Caraïbes-Pacifique, le fonds Images de la diversité. Les crédits reçus des partenaires du CNC s'élèvent, en 2021, à 2,8 M€.

Crédits reçus au titre des dispositifs cofinancés (M€)

	2019	2020	2021
Dispositifs cofinancés	4,16	2,64	2,83

Source : CNC — recettes exécutées.

Les autres ressources

Le CNC dispose de ressources propres, provenant notamment des cotisations professionnelles des entreprises du secteur du cinéma, des frais d'inscription aux registres du cinéma et de l'audiovisuel (RCA) et de divers autres produits de plus faible rendement. Ces crédits servent à financer les dépenses liées à la gestion des aides et de l'établissement (masse salariale, fonctionnement et investissements), en complément des frais de gestion prélevés sur le produit des taxes.

Le produit des cotisations professionnelles chute de 2,6 M€ par rapport à 2020, celui-ci étant lié à l'évolution du chiffre d'affaires du secteur cinématographique. La crise sanitaire a fortement obéré le niveau de fréquentation et donc des cotisations des exploitants. L'activité des producteurs, distributeurs et exportateurs est, pour sa part, demeurée ralentie.

Exécution des ressources propres de l'établissement (M€)

	2019	2020	2021
cotisations professionnelles	9,22	7,50	4,87
inscriptions au RCA	2,32	1,77	1,87
autres produits	0,54	2,89	1,22
total	12,08	12,16	7,95

Source : CNC — recettes exécutées.

Les dotations exceptionnelles de l'État

Depuis mars 2020, la priorité d'action du Centre est essentiellement tournée vers l'accompagnement du secteur du cinéma et de l'audiovisuel dans le contexte de crise sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19.

De nombreuses mesures d'urgence, de sauvegarde et de relance ont été adoptées, qui sont financées par des dotations exceptionnelles de l'État. Concertées avec les professionnels et votées en conseil d'administration tout au long des années 2020 et 2021, ces mesures exceptionnelles se déploient sur trois exercices, 2020, 2021 et 2022.

Au total les dotations allouées au CNC pour financer les mesures de soutien au secteur en lien avec l'épidémie de Covid-19 représentent un effort exceptionnel de l'État de 431,5 M€.

Dotations exceptionnelles de l'État (M€)

	2020-2022
Fonds de garantie des tournages (cinéma et audiovisuel)	40,00
Fonds de compensation des pertes de recettes des salles de cinéma	50,00
Dotation couvre-feu	30,00
Dotation non-réouverture des salles	27,00
Dotation réouverture des salles	80,00
Dotation passe sanitaire	32,00
Dotations interdiction vente de produits alimentaires	7,50
Plan de relance	165,00
Dotations exceptionnelles Covid-19	431,50

Source : CNC — dotations exceptionnelles de l'État dans le cadre de la crise sanitaire.

LES DÉPENSES

Le budget du CNC est pour l'essentiel consacré aux aides et autres dépenses de soutien, qui constituent le cœur de sa mission. Les dépenses de fonctionnement restent maîtrisées d'une année sur l'autre, le regroupement des équipes parisiennes du CNC sur le site de Raspail ayant permis des économies significatives.

Les dépenses de soutien

Dans le secteur du cinéma, le CNC apporte des aides automatiques et sélectives à la production, à la distribution et à la diffusion des œuvres. Il soutient à ce titre le secteur de l'exploitation, pour assurer le maintien sur l'ensemble du territoire d'un réseau dense et moderne de salles. Il soutient la production et la distribution d'œuvres de cinéma, pour garantir au public une grande diversité de l'offre culturelle, en particulier d'œuvres françaises, mais aussi pour contribuer à structurer un secteur industriel créateur de richesses et d'emplois, où l'excellence française est particulièrement reconnue. Il finance également la subvention allouée à la Cinémathèque française, à La Fémis et à la politique d'éducation à l'image. Enfin, il a pour mission la conservation et la valorisation du patrimoine cinématographique. Dans le secteur de l'audiovisuel, l'action du CNC a pour objet de favoriser, via des aides automatiques et sélectives, la création et la production d'œuvres audiovisuelles françaises et européennes destinées à être diffusées sur les chaînes de télévision et les nouveaux supports. Le CNC soutient également la création de contenus numériques pour les nouveaux médias et encourage le développement de contenus multi-supports. De façon transversale, le CNC soutient les industries techniques et l'innovation dans tous les secteurs, y compris dans le jeu vidéo. Il met en œuvre des aides en faveur de l'édition vidéo et de la vidéo à la demande, contribue à la promotion du cinéma et des programmes audiovisuels à l'étranger, participe aux financements visant à soutenir la production cinématographique et audiovisuelle et l'éducation à l'image en régions et contribue au fonds de garantie des prêts bancaires mis en œuvre par l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (Ifcic).

En 2021, les dépenses au périmètre « traditionnel » du fonds de soutien (c'est-à-dire hors mesures exceptionnelles déployées dans le cadre de la crise sanitaire) se sont élevées à 614,7 M€, un niveau toujours inférieur à 2019, dernière année d'avant la crise, mais supérieur à 2020 (579,4 M€) du fait de la reprise partielle de l'activité.

La crise sanitaire, tout en démontrant toute la pertinence du fonds de soutien pour répondre aux finalités de la politique publique conduite par le CNC, a nécessité la mise en place de soutiens spécifiques visant à répondre à des objectifs de sauvegarde, d'urgence et de relance des secteurs du cinéma et de l'audiovisuel. Aux 105,9 M€ déjà déployés en 2020 se sont ajoutés 184,7 M€ en 2021.

Au total, le soutien du CNC en 2021 s'élève ainsi à 799,4 M€.

Le fonds de soutien à périmètre traditionnel

En 2021, le montant des soutiens s'élève à 614,7 M€, réparti comme suit :

- 325,1 M€ pour le soutien automatique (+2,9 % par rapport à 2020) ;

- 289,6 M€ pour les aides sélectives (+9,9 % par rapport à 2020) ;

En 2021, les soutiens au cinéma, à l'audiovisuel et au multimédia ont été pour l'essentiel financés par les taxes du fonds de soutien, par le réarmement financier de l'État (48,5 M€ reçus dans le cadre du plan de relance), par des crédits issus de la réserve numérique et par des compléments de gestion (soutiens échus, reversements sur aides).

Par ailleurs en 2021, le CNC a attribué 35 M€ d'avances à la production audiovisuelle et à l'exploitation cinématographique, ainsi que 3,9 M€ au fonds de garantie de l'Ifcic. Ces montants sont autofinancés par les remboursements perçus au titre des aides octroyées les années antérieures. Ces soutiens sont retracés séparément afin de mieux rendre compte de l'utilisation des ressources.

Dépenses de soutien à périmètre « traditionnel » mises en œuvre par le CNC (M€)

	2019	2020	2021
soutiens automatiques cinéma	198,72	95,04	127,71
automatique production	83,30	43,53	61,04
automatique distribution	37,00	20,64	24,72
automatique exploitation	78,41	30,87	41,95
soutiens sélectifs cinéma	112,40	101,24	119,76
production et création	43,20	37,08	37,08
distribution	14,94	13,56	55,03
exploitation	26,00	22,24	12,92
diffusion du cinéma	28,26	28,36	28,31
total soutiens cinéma	220,36	196,28	247,47
soutiens automatiques audiovisuel	220,36	212,15	188,77
soutiens sélectifs audiovisuel	50,33	54,04	58,34
total soutiens audiovisuel	270,68	266,19	247,11
soutien automatique à l'édition vidéo et à la VàD	3,12	2,79	2,67
automatique édition vidéo	1,13	0,78	0,79
automatique édition VàD	2,00	2,02	1,88
Soutien automatique à l'exportation	6,85	6,00	6,00
soutiens sélectifs dispositifs transversaux	100,34	103,29	107,02
industries techniques	4,21	5,22	5,58
vidéo et VàD	7,59	6,87	7,29
innovation et jeu vidéo	17,97	18,29	22,08
promotion et exportation	27,88	26,68	26,19
production en région	23,38	23,51	23,61
autres soutiens	19,30	22,72	22,27
plan numérique et DPC	4,31	4,85	4,47
total dispositifs transversaux	114,62	116,93	120,15
Total dépenses de soutien à périmètre traditionnel	696,42	579,40	614,73

Source : CNC — dépenses engagées. Les montants indiqués correspondent, pour les soutiens automatiques, aux nouveaux droits générés au cours de l'exercice et, pour les soutiens sélectifs, aux aides attribuées dans l'année.

* En 2021, le plan numérique est intégré au périmètre des dispositifs transversaux (ces dépenses étant désormais très majoritairement pérennes et donc financées par les taxes, la part des dépenses non pérennes financées sur la réserve numérique devenant très marginale). Les années 2019 et 2020 sont donc présentées au pro-forma 2021.

Les mesures de soutien exceptionnelles liées à la crise du Covid-19

Face à la crise sanitaire, le CNC a adapté son action et déployé des mesures de soutien aux professionnels financées par des dotations exceptionnelles de l'État (cf. supra). Les mesures prévues sur les trois exercices 2020, 2021 et 2022 s'élèvent à 383 M€ (48,5 M€ étant dédiés au réarmement financier du CNC). En 2020 et 2021, 290,6 M€ ont déjà été alloués aux bénéficiaires, 92,4 M€ restent à attribuer en 2022.

Concernant le plan de relance, 43,1 M€ ont été déployés en 2020 et 67,7 M€ en 2021 sur les 116,5 M€ prévus au total. Les 5,7 M€ restants seront engagés en 2022.

Concernant les mesures sectorielles de sauvegarde et d'urgence allouées à la suite des différentes vagues épidémiques et des restrictions sanitaires correspondantes, 62,8 M€ ont été déployés en 2020 et 117,0 M€ en 2021 sur les 266,5 M€ prévus sur les trois exercices 2020-2022. En 2022, certaines des mesures qui n'ont pas pu être engagées en 2021 se poursuivent pour un montant total de 86,7 M€.

Dépenses de soutien — mesures exceptionnelles liées à la crise du Covid-19 (M€)

	2020	2021	2022	total
production cinéma	2,37	9,83	0,00	12,20
distribution cinéma	10,98	6,50	0,22	17,70
exploitation cinéma	25,25	8,57	0,48	34,30
production audiovisuelle	0,00	26,20	0,00	26,20
industries techniques	1,84	8,16	0,00	10,00
patrimoine	0,70	1,10	0,00	1,80
export et attractivité	0,53	3,75	4,02	8,30
jeunesse et talents d'avenir	1,42	3,56	1,03	6,00
total plan de relance	43,09	67,66	5,75	116,50
production cinéma	2,72	7,43	12,48	22,63
distribution cinéma	0,70	25,66	6,68	33,03
exploitation cinéma	59,10	79,30	30,44	168,83
fonds sélectif agences artistiques	0,00	0,00	2,00	2,00
total sauvegarde et indemnisation	62,52	112,39	51,60	226,50
fonds de garantie des tournages cinéma et audiovisuel	0,26	4,65	35,09	40,00
Total dépenses de soutien mesures exceptionnelles liées à la crise du Covid-19	105,87	184,70	92,43	383,00

Des frais de fonctionnement maîtrisés

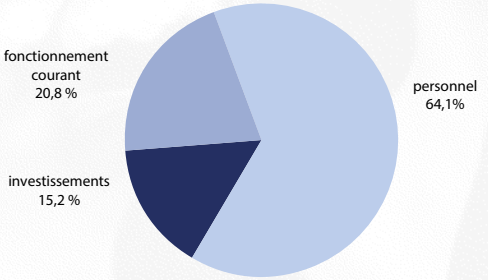
Les dépenses liées à la gestion des soutiens et de l'établissement s'élèvent en 2021 à 50,6 M€ et recouvrent plusieurs types de dépenses :

– les dépenses de personnel, qui représentent 64,1 % de ces dépenses ;

– les investissements, notamment informatiques, avec la poursuite d'importants chantiers comme la dématérialisation des registres du cinéma et de l'audiovisuel (projet « NewRCA ») ou la sécurisation des systèmes d'information du Centre et notamment de l'application de gestion des soutiens sélectifs et automatiques MesAides ;

– les charges de gestion courante.

Exécution des dépenses de gestion en 2021



Source : CNC.

Dépenses liées à la gestion du CNC (M€)

	2019	2020	2021
dépenses de personnel	32,53	31,95	32,43
investissements	5,85	7,36	7,67
fonctionnement courant	10,64	10,18	10,53
total	**49,02**	**49,49**	**50,64**

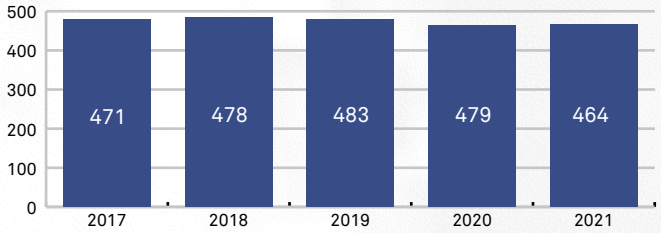
Source : CNC — dépenses engagées.

LES RESSOURCES HUMAINES

Les effectifs

Au 31 décembre 2021, le CNC emploie 467 agents.

Evolution des effectifs du CNC depuis 2016



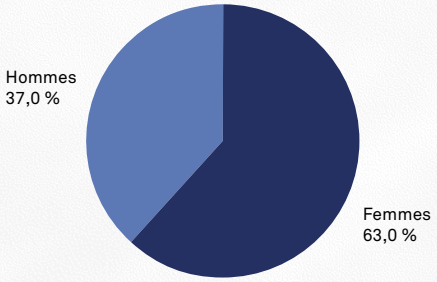
Base : effectif au 31/12 de chaque année.
Source : CNC.

Le profil démographique du personnel du CNC

Au 31 décembre 2021, le personnel du CNC est majoritairement composé de femmes (63 %). L'encadrement supérieur et intermédiaire de l'établissement, composé des directeurs, directeurs adjoints et chefs de service, compte 50 agents dont 28 femmes.

Le comité de direction du CNC se constitue de 23 membres dont 10 femmes. Cette tendance est en augmentation par rapport à l'année 2020.

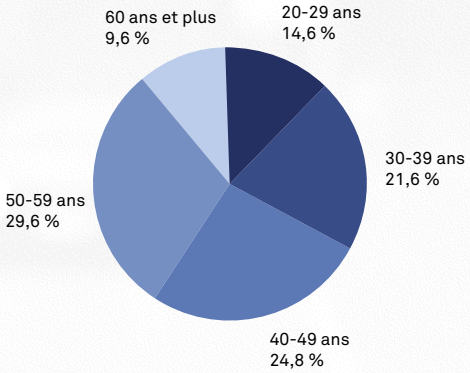
Effectifs par sexe



Base : effectif au 31/12/2020.
Source : CNC.

39,2 % du personnel du CNC a plus de 50 ans, dont 9,6 % plus de 60 ans. Les moins de 30 ans représentent quant à eux 14,3 % de l'ensemble des agents.

Effectifs par tranche d'âge



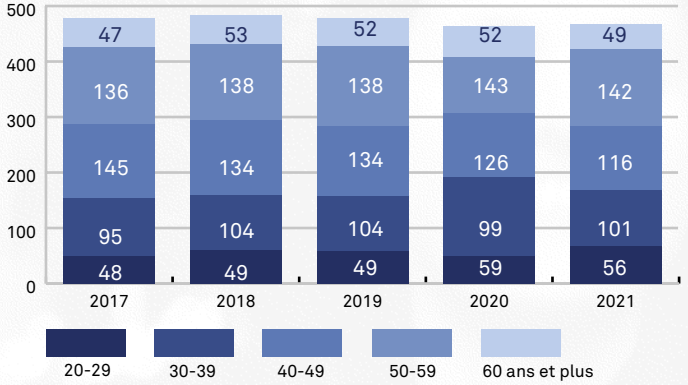
Base : effectif au 31/12/2021.
Source : CNC.

La structure des effectifs a fait l'objet de plusieurs évolutions marquantes au titre de l'année 2021.

On remarque que la tranche des 20-29 ans connait une augmentation, puisqu'elle est passée de 10,2 % en 2017 à 14,3 % en 2021.

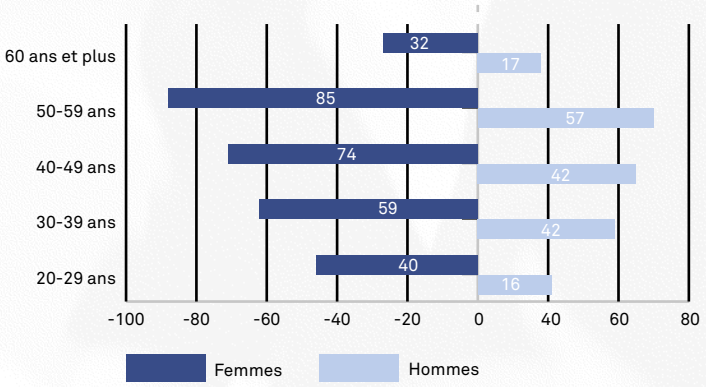
La population des 30-39 ans a, quant à elle, significativement diminué, de 30,6 % en 2020 à 21,8 % en 2021, de même celle des plus de 60 ans en passant de 12 % à 9,6 %. A contrario, la part des 50-59 ans a augmenté de 21,8 % en 2020 à plus de 30 % en 2021. La tranche 40-49 ans est restée identique.

Structure des effectifs par âge



Base : effectif au 31/12 de chaque année.
Source : CNC.

Pyramide des âges des effectifs du CNC selon le sexe (effectifs)

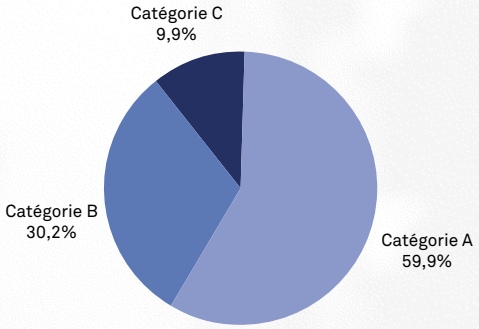


Base : effectif au 31/12 de chaque année.
Source : CNC.

Les différentes catégories d'emplois

En 2021, les agents en catégorie A du CNC représentent plus de la moitié des effectifs du CNC (62,7 %), suivis de ceux de la catégorie B (25,3 %) et enfin de la catégorie C (12 %). On constate par ailleurs une légère augmentation des effectifs au sein des catégories A et C.

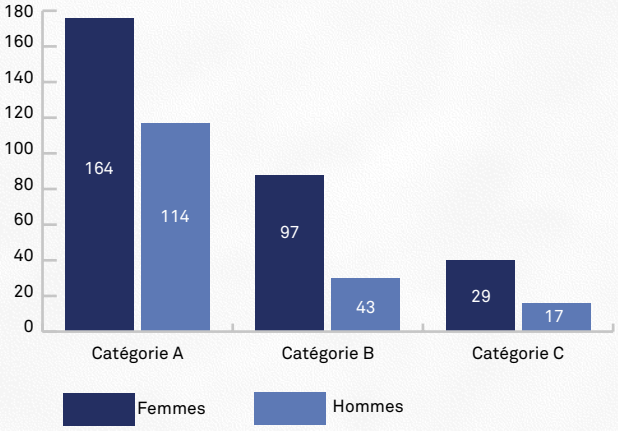
Effectifs par catégorie d'emploi



Base : effectif au 31/12/2021.
Source : CNC.

Les femmes sont prédominantes dans chaque catégorie d'emploi : elles représentent 60 % des effectifs de la catégorie A, 74,6 % de la catégorie B et enfin 71,4 % de la catégorie C. Cette féminisation des effectifs est à la hausse particulièrement au sein des catégorie B et C.

Effectifs des catégories d'emploi par sexe



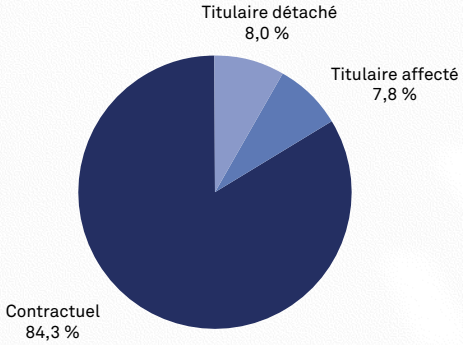
Base : effectif au 31/12/2021.
Source : CNC.

Le statut des agents du CNC

Le CNC emploie des agents relevant de typologies statutaires différentes.

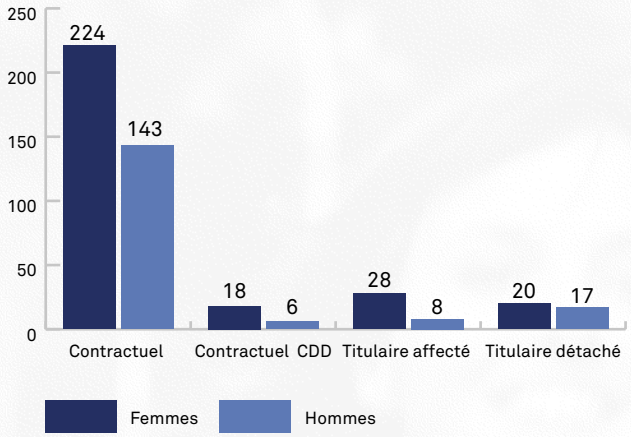
Au 31 décembre 2021, l'établissement compte 85,2 % d'agents contractuels, 6,9 % de fonctionnaires affectés (issus essentiellement de la filière administrative) et 7,9 % de titulaires détachés.

Au sein de chaque statut, les femmes représentent une grande majorité : 62,3 % des agents contractuels, 81,3 % des titulaires affectés et 54,1 % des fonctionnaires détachés.



Base : effectif au 31/12/2021.
Source : CNC.

Effectifs des statuts selon le sexe



Base : effectif au 31/12/2021.
Source : CNC.

CHAPITRE NEUF

Les études, les statistiques et la prospective



Comme inscrit dans le Code du cinéma et de l'image animée, le CNC « a pour missions d'observer l'évolution des professions et activités du cinéma et des autres arts et industries de l'image animée, leur environnement technique, juridique, économique et social ainsi que les conditions de formation et d'accès aux métiers concernés. À ce titre : il recueille toutes informations utiles, notamment commerciales et financières, et diffuse une information économique et statistique, dans le respect des législations relatives à la protection des données personnelles et au secret en matière commerciale et industrielle. Il organise des concertations avec les représentants des secteurs professionnels intéressés sur les sujets entrant dans le cadre de ses missions ».

LES ÉTUDES ET BILANS

Vingt-neuf études ou bilans sur les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel ou des sujets transversaux ont été réalisés en 2021 par le CNC.

Depuis plusieurs années, le CNC enrichit son open data de fichiers de données statistiques couvrant de nombreux secteurs aidés et de datavisualisations dynamiques prenant la forme de cartes et de graphiques.

Afin de mutualiser les données, les expertises et les coûts, certaines études sont réalisées en partenariat avec des organisations professionnelles ou institutionnelles. Nos partenaires réguliers sont notamment l'Observatoire européen de l'audiovisuel, le groupe Audiens, Unifrance, Médiavision et Canal+ Régie.

Un système a été développé annonçant la publication des études dont les résultats font aussi l'objet de posts réguliers sur les réseaux sociaux.

Cinéma

– Le marché du court métrage en 2019 — février 2021

– Les courts métrages ayant bénéficié d'une aide régionale — février 2021

– Les courts métrages aidés en production par le CNC — février 2021

– La production cinématographique en 2020 — mars 2021

– Les coûts de production des films en 2020 — mars 2021

– Les coûts de distribution des films français en 2019 — mars 2021

– Les jeunes et le cinéma : quelles tendances ? — juillet 2021

– Les films de patrimoine : quelles performances à la TV ? — juillet 2021

– La géographie du cinéma 2020 — septembre 2021

– Le public du cinéma en 2020 — octobre 2021

– La diffusion des films de patrimoine — octobre 2021

– Quel public pour les cinémas itinérants ? — novembre 2021

– L'exportation des films français en 2020 — novembre 2021

Audiovisuel

– L'économie de la télévision de rattrapage en 2020 — mai 2021

– La production audiovisuelle aidée en 2020 — mai 2021

– La diffusion de la fiction à la télévision en 2020 — mai 2021

– Le guide des chaînes numériques — juin 2021

– Les tendances de la fiction dans le monde — août 2021

– L'exportation des programmes audiovisuels français en 2020 — septembre 2021

– Quelles tendances pour la fiction française ? — septembre 2021

– La diffusion des films à la télévision en 2020 — décembre 2021

Sujets transversaux

– Évaluation du poids économique et social du périmètre d'intervention du CNC (2010-2019) – janvier 2021

– L'emploi dans les effets visuels numériques — janvier 2021

– La place des femmes dans l'industrie cinématographique et audiovisuelle — mars 2021

– Le bilan du CNC — juin 2021

– Le marché de l'animation en 2020 — juin 2021

– L'emploi en régions en 2019 — mai 2021

– Le marché du documentaire en 2020 — juin 2021

– L'Observatoire de la vidéo à la demande — décembre 2021

L'INFORMATION DES PUBLICS

Le CNC assure une mission de renseignements statistiques auprès des ayants droit, des professionnels, des journalistes, des chercheurs et des étudiants.

LES CARTOGRAPHIQUES INTERACTIVES

Dans un souci de meilleure accessibilité de l'information, le CNC a mis en place depuis octobre 2015, sur son site Internet, plusieurs cartes interactives de l'ensemble des salles de cinéma en France, représentant plus de 45 000 données statistiques.

DÉVELOPPER LES RELATIONS AVEC LES MILIEUX UNIVERSITAIRES

Le CNC a signé plusieurs conventions avec des laboratoires de recherches universitaires afin de faciliter l'accès aux chercheurs à des données économiques et statistiques dans l'univers du cinéma et de l'audiovisuel.

L'ANIMATION D'OBSERVATOIRES ET DE TABLES RONDES

En réponse à la demande des professionnels, le CNC a mis en place différents observatoires afin de mieux appréhender les mutations de ses secteurs d'intervention. En 2021, en raison du contexte sanitaire, les observatoires du CNC n'ont pas pu être animés en présentiel, mais les publications habituelles ont été mises en ligne tant dans la rubrique Études prospectives que dans l'open data du site du CNC.

En 2021, le CNC a participé à plusieurs tables rondes en présentiel ou à distance, et a enregistré des vidéos afin de présenter certaines de ses études : l'emploi dans les effets visuels numériques à l'occasion du Paris Images Digital Summit en janvier, le marché du court métrage à l'occasion du Festival International du court métrage de Clermont-Ferrand en février, le marché de l'animation à l'occasion du Festival international du film d'animation d'Annecy en juin, les tendances de la fiction à l'occasion du Festival de la fiction de La Rochelle en juin, et de Séries Mania en août, l'exportation des programmes audiovisuels français à l'occasion des Rendez-vous de Bi@rritz organisé par Unifrance en septembre, l'économie des films de patrimoine à l'occasion du Marché international du film classique de Lyon en octobre, le public des cinémas itinérants à Arras en novembre.

GROS PLAN SUR…

les nouveautés en 2021

Le CNC a développé les formats courts avec la publication de deux synthèses autour du court métrage et de plusieurs présentations sous format PowerPoint qui ont vocation à analyser des sujets liés à l'actualité comme la fréquentation des jeunes ou les tendances en matière de fiction.

LA VEILLE ÉCONOMIQUE

Le CNC effectue un travail de veille sur les marchés français et étrangers. Des baromètres ont été créés dans le but de développer l'information disponible sur ces marchés et de publier régulièrement des indicateurs de tendances économiques.

En 2021, le CNC a produit six baromètres périodiques :

– estimation mensuelle de la fréquentation des salles de cinéma ;

– baromètre mensuel du public des salles de cinéma ;

– baromètre trimestriel du marché de la vidéo physique ;

– baromètre mensuel du marché de la vidéo à la demande (VàD) ;

– baromètre mensuel de la télévision de rattrapage ;

– baromètre mensuel du marché de la publicité.

CHAPITRE DIX

Responsabilité sociétale des entreprises

10

RSE

Qu'est-ce que la responsabilité sociétale des entreprises ou organisations ?

En 1992, le Sommet de la Terre tenu à Rio de Janeiro (Brésil) sous l'égide des Nations Unies officialise la notion de développement durable et ses trois piliers : économique, écologique et social.

Pour assoir les bonnes pratiques conduisant au développement durable, le Pacte mondial des Nations Unies, signé en 2000, lui associe la notion de responsabilité sociétale (RSE) et lui accole des principes directeurs relatifs à l'environnement, aux droits de l'homme ou aux droits du travail directement extraits des trois déclarations fondatrices.

La RSO au CNC :

Le CNC, en tant qu'établissement public administratif, s'inscrit dans la Stratégie-RSO (responsabilité sociale des organisations) du ministère de la Culture. Cela regroupe l'ensemble des pratiques mises en place par l'établissement dans le but de respecter les trois principes du développement durable, c'est-à-dire : être économiquement viable, avoir un impact positif sur la société et respecter l'environnement.

En 2020, le CNC a défini une politique ambitieuse sur trois ans (2020-2022) pour structurer sa démarche RSO et se fixer des objectifs forts en la matière. Elle se décline en quatre volets :

– Le volet sociétal concerne les politiques culturelles menées par le CNC contribuant à renforcer le rôle positif du cinéma, de l'audiovisuel et du jeu vidéo sur la société française et à réduire leur impact sur l'environnement. Cela recouvre notamment les actions du CNC en faveur de la diffusion de la culture aux plus éloignés du champ culturel, de l'éducation au cinéma et aux images, sa politique d'accessibilité aux œuvres aux publics porteurs de handicap, son plan Action ! pour la transition écologique du secteur ;

– Le volet social rend compte des engagements sociaux du CNC, notamment de lutte contre l'exclusion et la discrimination, de respect de l'égalité professionnelle femmes-hommes et de la mixité, de cohésion sociale et de qualité de vie au travail. Il intègre notamment la démarche du CNC pour la double labellisation « Diversité » et « Égalité » de l'Afnor ;

– Le volet environnemental s'articule principalement autour de la stratégie nationale bas carbone visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et correspond pour l'essentiel au dispositif « Services publics écoresponsables » issu de la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020. Il s'inscrit dans le fonctionnement courant de l'établissement afin d'assurer sa transition écologique et énergétique ;

– La gouvernance : assurer la transparence de l'information auprès de toutes les parties prenantes et une organisation interne bien déterminée. Cette structuration est impérative afin de piloter efficacement la politique RSE.

Accès vers la vidéo de présentation
« La RSE au CNC »

Le tableau pages suivantes décrit de manière synthétique cette politique.

POLITIQUE RSE DU CNC 2020-2022

Piliers	Grands enjeux politiques RSE 2020-2022	Actions	Actions RSE 2020-2022	Contribution aux ODD
Sociétal	Renforcer la cohésion sociale	1	Bonus Parité instauré depuis 2019 à la direction du cinéma	  
		2	Depuis le 1er janvier 2021, les aides du CNC sont conditionnées au respect par les entreprises qui les demandent, d'obligations précises en matière de prévention et de détection du harcèlement sexuel. → Pour aider les professionnels, le CNC a rendu obligatoire le suivi d'une formation de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.	
		3	Renforcer l'accessibilité aux œuvres et aux moyens de diffusion aux personnes présentant un handicap Il existe aujourd'hui : – des soutiens d'accessiblité aux œuvres – des soutiens d'accessiblité aux salles – des soutiens en faveur des associations engagées et des écoles	
		4	Permettre l'éducation aux œuvres au plus grand nombre : – École et cinéma – Collège au cinéma – Lycéens et apprentis au cinéma – Les Enfants des Lumières (dispositif dédié aux enfants en zone d'éducation prioritaire)	
	Accompagner la transition écologique et énergétique	5	Soutiens existants à la direction du numérique dans le cadre des aides aux industries techniques (2014) : – aide à l'investissement écologique – aide aux études environnementales	   
		6	Projet ACTION ! Définition d'une politique publique de transition écologique et énergétique de la filière	
		7	Mesurer l'impact pour mieux agir → Réalisation du bilan carbone sur un échantillon de salles de cinéma sur le territoire français	

POLITIQUE RSE DU CNC 2020-2022

Piliers	Grands enjeux politiques RSE 2020-2022	Actions	Actions RSE 2020-2022	Contribution aux ODD
Social	Renforcer la cohésion sociale	8	Candidature du CNC au double label Egalité et Diversité	
	Promouvoir la qualité de vie au travail	9 10	Respecter l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée Améliorer le bien-être et la santé au travail	
Environnement	Réduction de l'impact environnemental des bâtiments	11 12 13	Mesurer l'impact pour mieux agir → Réalisation du bilan carbone et audit énergétique pour mesurer les impacts et instaurer un plan d'action décénnal de réduction. → But : se conformer au décret tertiaire et à la stratégie nationale bas carbone. En parallèle de ces études, le CNC entreprend des travaux d'amélioration : → Remplacement des 700 fenêtres du siège. Aucun produit phytopharmaceutique pour les espaces verts.	
	Alimentation plus respectueuse	14 15 16	90 % des denrées alimentaires sont fraiches. 80 % des denrées alimentaires sont issues de circuits courts dont au moins 50 % issus de l'agriculture biologique ou labelisée. → Application de la Loi Egalim Réduction des plats carnés. → Intégration de journées 100 % végétariennes à compter de 2022 par des animations – 2019 : 55 828 couverts servis, soit 222 repas servis quotidiennement en moyenne – 2020 : 32 890 couverts servis, soit 153 repas servis quotidiennement en moyenne	

POLITIQUE RSE DU CNC 2020-2022

Piliers	Grands enjeux politiques RSE 2020-2022	Actions	Actions RSE 2020-2022	Contribution aux ODD
Environnement	Economie circulaire : réduire les déchets/recycler/ réemployer	17 18 19	Réduire : – Suppression des imprimantes individuelles énergivores et réduction de la consommation de papier de 50 %. – Usage de principe du papier recyclé – Suppression progressive des bouteilles et gobelets en plastique au profit des mugs et gourdes – Suppression des poubelles individuelles dans les bureaux Recycler : Au siège : le marché de la gestion des déchets a été confié à Lemon Tri À Bois-d'Arcy : gestion des déchets par la collectivité et traitement des déchets spécifiques par une entreprise qualifiée à la demande Réemploi : Donation ou vente de tout le matériel non utilisé (stores bannes, 600 poubelles, téléphones…).	
	Achats responsables	20	Clauses environnementales et sociales prévues pour tous les marchés → Marchés de services et fournitures avec des ESAT quand c'est possible.	
	Mobilité durable	21	Déplacements professionnels : priorité au train ! → Règle : l'avion n'est autorisé que pour les voyages internationaux ou lorsque le temps de trajet en train est supérieur à quatre heures, ou six heures aller-retour dans la même journée. → En 2019, sur 2 106 trajets effectués en train et en avion, soit 1 113 000 km, 9 % ont été réalisés par avion. → En 2020, sur 557 trajets effectués en train et en avion, soit 314 611 km, 10 % ont été réalisés par avion. → Projet d'élaboration d'une carte carbone annuelle par agent	

POLITIQUE RSE DU CNC 2020-2022

Piliers	Grands enjeux politiques RSE 2020-2022	Actions	Actions RSE 2020-2022	Contribution aux ODD
Environnement	Mobilité durable	22 23 24	Diminution du parc automobile de service : douze véhicules contre huit en 2018 → Deux berlines, cinq citadines et cinq utilitaires Déplacement domicile-travail : priorité aux transports en commun 81 % des agents se déplacent en transports en commun Vélo : – Forfait mobilité durable en place depuis juillet 2020 – Garage à vélos sécurisé au siège : 74 agents, soit 16 % des effectifs, se déplacent à vélo pour réaliser les trajets domicile-travail – Prestataires de services à vélo : café et courses intra-muros	
Gouvernance	Informer les parties prenantes	25 26 27	Pilotage de la stratégie RSE par l'équipe projet dédiée : – Stratégie RSE centralisée au secrétariat général : secrétaire générale et chargée de mission – Enjeux sociétaux de la stratégie RSE copilotés avec la direction de la communication : directrice, directrice adjointe et chargée de mission Suivi de la stratégie RSE à l'échelle du CNC par le comité de projet RSE : équipe projet et référents RSE de toutes les directions Suivi de la stratégie RSE à l'échelle du CNC par le comité de projet RSE : équipe projet et référents RSE de toutes les directions	

POLITIQUE RSE DU CNC 2020-2022

Piliers	Grands enjeux politiques RSE 2020-2022	Actions	Actions RSE 2020-2022	Contribution aux ODD
Gouvernance	Sensibiliser les parties prenantes	28	Fresque du Climat https://drive.google.com/drive/folders/1_43mYjZ97VNr5yfZY80miTG0kfAynXEZ	
		29	Poster *Les écogestes, c'est tout un art !*	
		30	Opérations de sensibilisation : flash d'information, évènements	

GROS PLAN SUR…
le Plan Action !

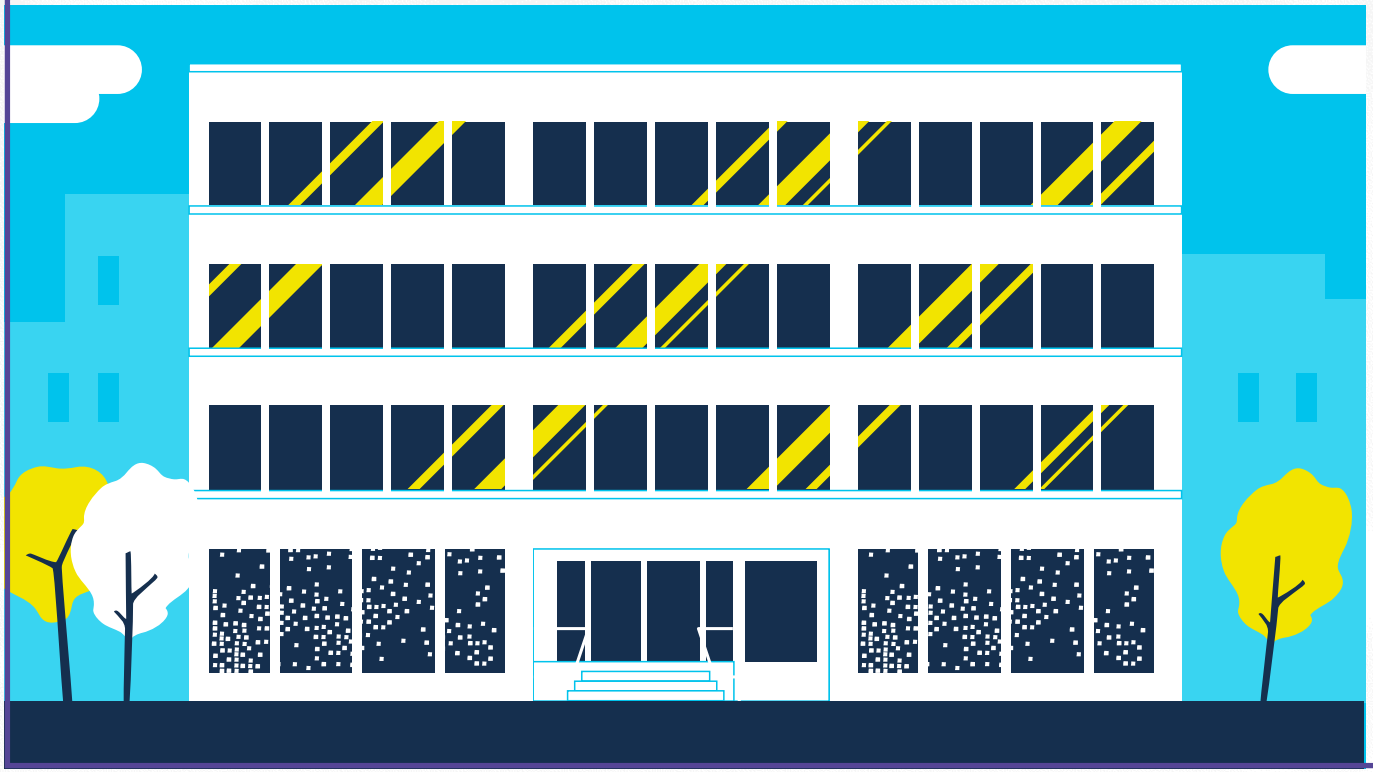
le CNC lance sa politique d'accompagnement de la filière dans sa transition écologique

En 2021, le CNC a annoncé le Plan Action ! conçu pour accompagner la filière cinéma et audiovisuelle dans sa transformation écologique. Les objectifs sont multiples : répondre à la stratégie nationale bas carbone, et faire des secteurs du cinéma et de l'image animée des modèles de l'économie verte, en France comme à l'international :

Le Plan Action ! est une politique publique d'accompagnement progressif, étalée sur trois ans. Il a été élaboré à partir des recommandations d'experts environnementaux :

> 2022 est dédiée à l'incitation des professionnels à s'engager dans une transformation durable de leur activité ;

> 2023 sera vouée à définir les nouvelles normes et règles à respecter en matière de développement durable dans le secteur ;



> 2024 permettra la mise en œuvre de nouvelles obligations notamment en termes d'écoconditionnalité des aides publiques.

Dans le cadre de cette politique publique, ont été mis en œuvre :

– un observatoire de la transition écologique au CNC qui conduit des études en lien avec des opérateurs spécialisés sur les questions environnementales ;

– une offre de formation initiale, à destination des étudiants des écoles supérieures de nos secteurs, sur l'écoproduction et les sujets environnementaux, cofinancée avec BNP Paribas et Audiens ;

– un accompagnement des professionnels au respect de leurs nouvelles obligations légales (décret tertiaire) ainsi qu'un travail de sensibilisation aux enjeux climatiques (guide de bonnes pratiques, groupes de travail, tables rondes…) ;

– la définition d'un protocole d'homologation de calculateurs carbone des œuvres, qui définit un socle commun des catégories d'émissions de gaz à effet de serre (GES) à prendre en considération dans le calcul de l'empreinte carbone d'une œuvre. Ce travail est conduit en concertation avec les diffuseurs historiques : France Télévisions, TF1, Arte, M6 et Canal+.

Le CNC est également membre du Club du développement durable des établissements et entreprises publics depuis le 16 avril 2021 et s'inscrit dans la démarche des services publics écoresponsables.

CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Membres du conseil d'administration
Dominique BOUTONNAT, président du CNC

Représentants du Parlement
– Anne-Christine LANG, députée
Assemblée Nationale

– David ASSOULINE, sénateur
Sénat

Représentants de l'État
– Jean-Baptiste GOURDIN, directeur général des médias et des industries culturelles ou son représentant
Ministère de la Culture

– Sylviane TARSOT-GILLERY, directrice générale de la création artistique ou son représentant
Ministère de la Culture

– Marie VILLETTE, secrétaire générale ou son représentant
Ministère de la Culture

– Philippe BARBAT, directeur général des patrimoines ou son représentant
Ministère de la Culture

– Odile RENAUD-BASSO, directrice générale du trésor ou son représentant
Ministère de l'Économie et des Finances

– Thomas COURBE, directeur général des entreprises ou son représentant
Ministère de l'Économie et des Finances

– Amélie VERDIER, directrice du budget ou son représentant
Ministère de l'Action et des Comptes publics

– Edouard GEFFRAY, directeur général de l'enseignement scolaire ou son représentant
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Membres des juridictions
– Maryvonne de SAINT PULGENT, présidente de section
Conseil d'État

– Yves ROLLAND, conseiller maître, président de la 1re section de la 4e chambre
Cour des comptes

– Jean-Noël ACQUAVIVA, conseiller
Cour de Cassation

Représentants du personnel
– François VOHL

– Fanny BUSSON

Assistent également
– Romuald GILET, chef de la mission de contrôle général économique et financier

– Yves DAMÉ, agent comptable du CNC

rapport d’activité 2021 du CNC

Décembre 2022

une publication du Centre national du cinéma
et de l’image animée

291 boulevard Raspail – 75 675 Paris cedex 14
www.cnc.fr

directeur de la publication
Dominique Boutonnat

édité par la direction de la communication

coordination, rédaction et suivi de réalisation
Thomas Enenkel, Aurore Jenkins,
Béatrice de Mondenard,
Ariane Nouvet, Sarah Drouhaud

conception graphique
c-album

Crédits
En thérapie de Éric Toledano et Olivier Nakache © Les Films du Poisson / Arte / Federation Entertainment
Onoda, 10 000 nuits dans la jungle de Arthur Harari © Bathysphere
L’Événement de Audrey Diwan © Wild Bunch
Gagarine de Fanny Liatard et Jérémy Trouilh © Haut et Court
La Panthère des neiges de Marie Amiguet et Vincent Munier © Haut et Court
Le Roi David de Lila Pinell © Ecce Films
Le Sommet des dieux de Patrick Imbert © Wild Bunch
Memoria de Apichatpong Weerasethakul © Kick the Machine Films, Burning, Anna Sanders Films, Match Factory Productions, ZDF-Arte and Piano, 2021
Road 96 © DigixArt
Stavisky de Alain Resnais © STUDIOCANAL
Titane de Julia Ducournau © Kazak Productions, Frakas Productions, Arte France Cinema, Voo, Betv







rapport d'activité 2021 du CNC
Décembre 2022

Centre national du cinéma et de l'image animée
291 boulevard Raspail
75 675 Paris cedex 14